

PJ-ABF-189
66315

Postharvest Grain Systems R&D

Rapport No. 118A
April 1990

PRODUCTION ET COMMERCIALISATION
DU RIZ EN GUINEE-BISSAU
UNE CONTRIBUTION POUR LE DIALOGUE DE POLITIQUE



**KANSAS
STATE
UNIVERSITY**

**FOOD & FEED GRAIN INSTITUTE
MANHATTAN, KANSAS 66506**

PN-AIS-189

ISN 66310

PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DU RIZ EN GUINEE-BISSAU
UNE CONTRIBUTION POUR LE DIALOGUE DE POLITIQUE

Préparé par

J. D. Lea
Cornelius Hugo
et
Carlos Rui Ribeiro

pour

AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT
UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE

AID/DAN-4144-B-00-6002-00
Postharvest Grain Systems R&D

à

Kansas State University
FOOD AND FEED GRAINS INSTITUTE
Manhattan, Kansas 66506

et

Instituto Nacional e Estudos e Pesquisa
Bissau

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
LISTE DE TABLEAUX	v
LISTE DE FIGURES	vii
ACRONYMES, ABREVIATIONS ET DEFINITIONS	ix
RESUME EXECUTIF	xi
 <u>Sections</u>	
I. INTRODUCTION	1
A. Réformes de politique et espérances	1
B. Raisons et objectifs de l'étude sur la commercialisation du riz	1
C. Caractéristiques et importance de la denrée	2
II. SOURCES ET EMPLOIS DU RIZ	5
A. Emploi du riz	5
1. Consommation humaine	5
2. Emploi industriel	10
3. Exportations de riz	10
4. Utilisation des semences	12
5. Emploi comme fonds de roulement	12
6. Trocs	13
7. Pertes	14
B. Sources de riz	15
1. Systèmes de riziculture	15
2. Tendances de production	18
3. Importations de riz	22
C. Production nette, importations et disponibilité par tete	24
D. Potentiel futur de production	25
III. SYSTEME DE COMMERCIALISATION DU RIZ EN GUINEE-BISSAU	27
A. Introduction/aperçu	27
1. Cadre analytique	27
2. Aperçu du marché de riz en Guinée-Bissau	28
B. Milieu économique	33
1. Milieu réglementaire	33
2. Fonctions auxiliaires	33
C. Structure du marché	43
1. Commerçants principaux et leurs organismes de commerce	43
2. Commerçants secondaires et indépendants	44
3. Commerçants ambulants	45
4. Commerce inter-régional de riz/tabac mené par les femmes	45
5. Organismes agricoles	45
6. Commerce intra-familial	45

	<u>Page</u>
D. Conduite du marché	46
1. Emploi du pouvoir commercial et crédit	46
2. Découverte de prix	48
3. Fonctions de commercialisation	48
4. Emploi du riz et du paddy comme articles d'échange	55
E. Fonctionnement du marché	55
1. Formes convenables	55
2. Quantités convenables	56
3. Qualités convenables	57
4. Au bon moment	57
5. Prix convenables	57
6. Endroits convenables	61
IV. EFFET DE LA LIBERALISATION SUR LE SOUS SECTEUR DU RIZ	67
A. Introduction	67
B. Effets positifs	67
1. Augmentation de la production de riz	67
2. Disponibilité des produits de consommateurs	68
3. Le riz en tant que moyen d'échange	69
4. Libre entrée et sortie des agents commerciaux	69
5. Traitement du riz	70
6. Relâchement de main-d'oeuvre rurale	70
7. Augmentation de la richesse rurale	71
8. Potentiel pour les organisations commerciale au niveau des villages	72
9. Disponibilité croissante de services de transport	72
10. Relation entre les prix de denrées nationales et internationales	73
C. Les effets transitionnels	73
1. Développement d'un système de commercialisation du riz du secteur privé	74
2. Les nouveau rôle approprié pour le secteur publique	75
3. Réduction dans la concurrence atomistique	84
D. Effets négatifs	85
1. Prix de riz de consommation plus élevé dans les zones urbaines	85
2. Effets de la fluctuation intra-saisonniers des prix	86
3. Effets des fluctuations de prix inter-saison	87
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	89
A. Introduction	89
B. Conclusions et recommandations	89
1. Définition et mise en place d'une politique de céréale pour la Guinée-Bissau	89
2. Réduction de restrictions, exemptions et les subventions sur les mouvements du riz	90
3. Réduction ou élimination des impôts de commerce et des licences commerciales	91

	<u>Page</u>
4. Environnement stable, legal et approprié au commerce et aux échanges commerciaux	92
5. Crédit pour les entrants de capital et la commercialisation .	93
6. Installations de banques rurales	94
7. Production du riz et recherche en post-récolte	95
C. Renforcement des capacités institutionnelles pour soutenir le développement de politiques et de marchés	96
D. Etudes d'appui pour aider à formuler les option politiques et le soutien au développement du marché	97
1. Ligne de base d'études ayant rapport à la formulation de la politique du riz et des stratégies	97
2. Surveiller l'effet de la libéralisation du marché sur les fermiers	99
3. Initiatives supplémentaires du développement du marché . . .	101

ANNEXE I	DECLARATION DE TRAVAIL
ANNEXE II	ENQUETE SUR LA CONSOMMATION DE RIZ DANS LA VILLE DE BISSAU
ANNEXE III	CADRE ANALYTIQUE POUR L'ANALYSE DU MARCHE
ANNEXE IV	LISTE DE MARCHANDISE
ANNEXE V	LIEU DE MINOTERIES DE RIZ VENDUES PAR DEPA DANS LE SUD
ANNEXE VI	PRIX MOYENS MENSUELS AU DETAIL POUR LE RIZ - BISSAU
ANNEXE VII	ANALYSE DES FRAIS DE DECHARGEMENT DE RIZ A BISSAU
ANNEXE VIII	IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE RIZ
ANNEXE IX	SERIES DE TEMPS HISTORIQUES DE PRODUCTION DE PADDY
ANNEXE X	PERSONNES DE CONTACT
ANNEXE XI	LITTERATURE

LISTE DE TABLEAUX

<u>Tableau</u>	<u>Page</u>
I-1 APPROVISIONNEMENT EN ALIMENTS: CALORIES PAR TETE PAR JOUR - NOMBRE	3
I-2 QUALITE DU REGIME ALIMENTAIRE PAR REGION	4
II-1 SUPERFICIE TOTALE CULTIVEE ET CULTIVEE EN RIZ	19
II-2 PRODUCTION REGIONALE DE RIZ ESTIMEE POUR 1988/89	20
II-3 DISPOSITIONS D'IMPORTATIONS DE RIZ	23
II-4 DISPONIBILITE HISTORIQUE DE CONSOMMATION PAR TETE POUR LE RIZ . .	25
III-1 FRAIS DE FONCTIONNEMENT ESTIMES POUR UN CAMION DE 20 TONNES . . .	38
III-2 DONNEES DE COUTS RASSEMBLEES POUR LE SERVICE DE TRANSPORT	39
III-3 FRAIS DE FONCTIONNEMENT ESTIMES POUR UN CAMION DE 10 TONNES . . .	40

LISTE DE FIGURES

<u>Figure</u>	<u>Page</u>
II-1 CONSOMMATION MOYENNE JOURNALIERE DE RIZ PAR TETE PAR GROUPE ETHNIQUE A BISSAU	8
II-2 CONSOMMATION MOYENNE JOURNALIERE DE RIZ PAR BAIRRO	9
II-3 EXPORTATIONS DE RIZ	11
II-4 LIMITES SUPERIEURES D'EAU SALEE EN GUINEE-BISSAU	16
II-5 IMPORTATIONS DE RIZ	22
III-1 DEBIT DE RIZ NATIONAL EN GUINEE-BISSAU	29
III-2 DEBIT DE RIZ IMPORTE EN GUINEE-BISSAU	30
III-3 AUTOROUTES EN GUINEE-BISSAU	34
III-4 VOIES DE COMMERCIALISATION DE PADDY ET RIZ EN GUINEE-BISSAU	50
III-5 EFFET D'AUGMENTATIONS DE PRIX A BISSAU SUR LES MOUVEMENTS DE RIZ	63
III-6 EXEMPLE D'UNE REGION COMMERCIALE AUTOUR DE TANAF	65

ACRONYMES, ABREVIATIONS ET DEFINITIONS

Acronymes et abréviations

- AP = Armazens do Povo
- CAAPLE = Cooperativa de Apoio a Agricultores de Provincia del Este
- CFA = Communauté Financière Africaine, un taux commercial parallèle qui variait entre 8 et 9 francs CFA par peso de Guinée-Bissau
- CILSS = Comité permanent interétats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
- DEPA = Departamento de Experimentação e Pesquisa Agricola
- DESECO = Servicio de Desenvolvimiento Economico
- DHAS = Departamento de Hydraulica e Sol
- FAO = Food and Agriculture Organization, United Nations
- FIDA = Fondo Internacional de Desenvolvimiento en Africa
- GB = Guinée-Bissau
- GGOB = Gouvernement de Guinée-Bissau
- INEP = Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa
- IMF = Fonds Monétaire International
- MOA = Ministère d'agriculture
- MOC = Ministère de coordination économique, commerce et tourisme
- MOF = Ministère de finances
- MOP = Ministère de planification
- PAM = Programme Alimentaire Mondial
- PDOT = Projecto de Desenvolvimiento Orizicola de Tombali
- PG = Peso de Guinée-Bissau, taux de change à l'hôtel 1840 pesos/US dollar, taux de change parallèle 2600 à 2900 pesos par dollar, taux de change employé dans la plupart de nos calculs est de 2000 pesos par dollar
- STS = Stenaks Trading and Shipping Company
- USAID = Agence des Etats-Unis pour le développement international

Définitions

coconote - noyau de palmier à huile

mancara - arachide

riz - riz nettoyé décortiqué

paddy - riz non décortiqué

kg - 1.000 grammes

ha - hectare

k - mille

EQUIPE DE CONTRE-PARTIES

M. Carlos Rui Ribeiro
Chercheur supérieur
Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa
Bissau, Guinée-Bissau

RESUME EXECUTIF

Depuis les années 1980, la Guinée-Bissau entreprend une série de réglages aux politiques économiques destinés à augmenter l'orientation commerciale de son économie. Les outils principaux de ce procédé de libéralisation, comme on l'appelle, ont été d'abolir les monopoles publics, de réduire ou éliminer les restrictions sur l'entrée du secteur privé dans tous les domaines commerciaux, d'abolir les contrôles de prix sur la plupart des biens et services, et de changer les politiques monétaire et fiscale pour contraindre l'inflation et stabiliser la monnaie.

Bien que les résultats de ces réformes ont été encourageant, et ont mené à une récupération et croissance économique considérable, il existe toujours un mélange d'espoir et d'inquiétude dans les secteurs public et privé en ce qui concerne le résultat final de ces réformes. Bien que le secteur privé profite des possibilités d'investissement et de commercialisation, il est toujours mal à l'aise au sujet de si ou non ces réformes vont durer. De l'autre côté, le secteur public, étant responsable du bien-être de tous les citoyens, a certaines craintes en ce qui concerne les effets de ces réformes, et en ce qui concerne son nouveau rôle de soutenir une économie orientée vers le marché.

Le riz, étant la denrée agricole la plus importante et l'aliment de base du pays, est au centre de ces réformes. Les objectifs de cette étude sont d'établir l'étape de création d'une meilleure compréhension de la nature et des implications des réformes de politique de la production du riz, de la commercialisation, de l'échange commercial et de l'utilisation. Cette compréhension va aider à définir le nouveau rôle approprié au secteur publique, va renforcer les initiatives du secteur privé et va réduire les craintes actuelles. A cet effet, l'équipe (1) a étudié les sources et emplois du riz (Section II), (2) a mené une étude de la structure, de la conduite et du fonctionnement du système de commercialisation du riz (Section III), (3) a analysé les effets évidents et potentiels des réformes de politique sur le sous-secteur du riz (Section IV), et (4) a préparé une série de conclusions et de recommandations d'actions destinées à encourager le développement supplémentaire du secteur privé, et le renforcement institutionnel pour soutenir un tel développement (Section V).

Les effets du procédé de libéralisation sur le sous-secteur du riz sont définis comme étant positifs, de transition, et négatifs. Les effets positifs sont ceux qui ont eu ou qui peuvent avoir des résultats économiques et sociaux désirables au niveau du producteur, du marché ou du consommateur. Puisque certains de ces effets ont le potentiel de devenir neutre ou même négatif, il est essentiel de surveiller leur développement dans l'avenir. Les effets positifs peuvent être identifiés comme les suivants:

(1) les termes des trocs et les prix internes reflètent de plus près les prix internationaux liés, menant à la production augmentée de riz et d'anacarde,

(2) une concurrence augmentée à tous les niveaux, mais surtout au niveau des villages, menant à une augmentation dans les biens et les services offerts aux producteurs,

(3) une transformation augmentée de riz au niveau des villages, menant à plus de bénéfices de valeur ajoutée pour les producteurs et à la libération de main-d'oeuvre rurale pour d'autres buts,

(4) un nombre augmenté d'organismes de commercialisation nationaux et du niveau des villages, qui fournissent la formation et l'expérience nécessaires pour une économie orientée vers le marché,

(5) une disponibilité augmentée de services de transport, et

(6) une augmentation des richesses rurales.

Deux effets de transition importants ont été identifiés qui ont besoin d'être clarifiés, compris et soutenus. Ce sont:

(1) Le développement d'un système de commercialisation de riz dans le secteur privé a lieu. Jusqu'ici, ceci a été une force positive pour revitaliser l'économie. Le secteur privé, avec l'aide du secteur public, a fourni les intrants de production, le crédit commercial, le transport, et les débouchées nationales et internationales pour les denrées agricoles à des prix raisonnables. Pourtant le système est toujours en train d'évoluer. Sa structure finale reste indéfinie puisque les liaisons, confiances, domaines commerciaux et positions de concurrence sont toujours en train d'être établis. Il faut renforcer ce développement en fournissant l'infrastructure et les services auxiliaires. Et il faut surveiller le développement du système commercial pour assurer qu'il continue d'être une force positive.

(2) Il paraît que le secteur public n'a pas encore défini et préparé son rôle dans une économie orientée vers le marché. Les lois et règlements semblent être plus convenables à des temps précédents que pour l'époque moderne en Guinée-Bissau. Ce nouveau rôle devrait faciliter les efforts du secteur privé dans le développement de l'économie nationale tout en maintenant suffisamment de contrôle pour guider l'économie à travers des périodes de tension.

Les effets négatifs sont ceux qui ont le potentiel de produire des résultats économiques et sociaux indésirables, et donc il faut les surveiller de près et les analyser. On peut identifier les effets négatifs comme les suivants:

(1) L'effet des prix augmentés de riz aux consommateurs sur les citoyens urbains aux revenus peu élevés semblent être négatif.

(2) Les effets potentiels de fluctuations de prix inter- et intra-saisonniers et les liens au marché international de riz peuvent être déstabilisants si on n'y fait pas de réglages. Il faut les analyser et les considérer dans le développement de la politique alimentaire du pays afin de minimiser leurs aspects négatifs et déstabilisants.

On a développé et classé des conclusions et recommandations d'actions pour certains domaines clé dans les secteurs privé et public. Le renforcement institutionnel et des études supplémentaires pour soutenir certaines des recommandations d'action sont compris. On présente ici un bref résumé des conclusions et recommandations clé, et les détails sur les recommandations d'action sont présentés en Section V. Ces recommandations sont les suivantes:

(1) Il est nécessaire d'établir et de promulguer une politique alimentaire définitive de céréales pour le pays. Ceci doit être fait au plus vite.

(2) Il faut entreprendre plus de réductions dans les restrictions, les exemptions et les subventions sur les mouvements de riz au sein du pays aussitôt que possible.

(3) Il faut considérer sérieusement l'élimination des impôts sur les échanges commerciaux, et étudier la réduction des coûts des permis commerciaux.

(4) Il est essentiel de développer et de mettre en place un milieu légal stable et pertinent pour le commerce,

(5) Il faut des crédits et des sources de crédit supplémentaires pour les intrants de capital et de la commercialisation. Ceux-ci doivent être disponibles.

(6) Les installations et services bancaires ruraux sont essentielles pour le développement d'un système de production agricole orienté vers le marché, et il faut les introduire aussitôt que possible.

Les questions élémentaires de politique alimentaire (riz/céréale) et le développement du marché agricole nécessite des efforts de renforcement institutionnel pour fournir aux personnes en charge de décider des politiques et au secteur privé des analyses précises, des informations, des conseils et des réglementations. Ceci peut être atteint à travers un effort de développement à moyen et long terme:

(1) Une capacité institutionnelle très spécifique pour entreprendre l'analyse et la formulation continue de la politique céréalière.

(2) une capacité institutionnelle complémentaire pour rassembler, analyser et disséminer les renseignements sur l'offre, la commercialisation et l'utilisation, et

(3) il faut un effort semblable de renforcement institutionnel pour le développement d'un milieu légal solide et stable pour le commerce.

SECTION I

INTRODUCTION

A. Réformes de politique et espérances¹

Après l'indépendance en 1974, la Guinée-Bissau a adopté un système de planification centralisée avec l'accent sur le contrôle du marché. Le manque de capacité administrative dans l'économie a mené à une mauvaise allocation de ressources, des déficits croissants et une croissance ralentie. En 1980, le pays faisait face à de graves difficultés financières et des disettes d'aliments de base aussi bien que d'autres biens de consommation. Les sécheresses des années 1980 ont aggravé les problèmes économiques. Les déficits croissants et la monnaie survaluée ont mené à des augmentations dans les emprunts externes et dans les importations. En 1983 le crédit à l'étranger était épuisé et le pays dépendait de plus en plus de l'aide extérieure, ce qui contribuait deux tiers des revenus gouvernementaux.

Les distortions économiques croissantes et les dettes montantes ont finalement forcé des réformes de politique. Les réformes principales étaient la dévaluation, les prix augmentés aux producteurs des récoltes principales, les limites sur les augmentations de salaires, les réglages des prix aux consommateurs qui reflétaient les frais d'importations, la commercialisation libéralisée, les impôts augmentés sur les revenus et les restrictions sur les dépenses gouvernementales.

Les contrôles de prix, pourtant, continuaient à être assez forts, y compris les prix au détail fixés pour les aliments, les prix subventionnés pour les employés publics, les prix fixés aux producteurs pour les denrées agricoles, les prix surveillés pour la fabrication et les services, et les marges fixes pour d'autres biens. Ces contrôles de prix qui subsistaient ont ralenti la redirection des ressources à des emplois plus productifs, et le rendement des voies officieuses vers les voies officielles ou formalisées. En 1986 on a initié l'élimination graduelle de ces contrôles de prix, ce qui menait à des prix déterminés par le marché libre pour tous les denrées agricoles, biens de consommation et importations.

Les perspectives de récupération et croissance économique continues, surtout en agriculture à moyen-terme, sont prometteuses, pourvu que l'expansion de l'infrastructure de base soit accompagnée des primes de prix, d'une politique réaliste de taux de change, des améliorations dans le système commercial et des politiques financières prudentes.

B. Raisons et objectifs de l'étude sur la commercialisation du riz

Les changements actuels de politiques et de marchés sont sans précédent dans l'histoire du pays. Par conséquent, il existe un mélange d'espoir et d'inquiétude dans les secteurs public et privé en ce qui concerne le résultat final de ces changements. Bien que le secteur privé libéré réponde aux signaux

¹Global Review of Agricultural Policies, USDA/ERS/ATAD, May 1988.

du marché libre et attribue des ressources pour ses propres bénéficiaires, le secteur public a besoin d'une nouvelle identification et d'un nouveau rôle pour orienter les ressources publiques afin de soutenir le développement du secteur privé et la croissance économique continue.

L'inquiétude dans le secteur privé et l'appréhension dans le secteur public sont liées mais différentes, basées sur les perspectives et leur compréhension des changements qui ont lieu. Bien que le secteur privé profite des nouvelles possibilités, il assume des risques égaux, y compris la question de si ou non ces changements vont durer. De l'autre côté, en libéralisant l'économie, le secteur public se trouve libéré des responsabilités d'avoir à planifier, dicter, contrôler et entreprendre les fonctions de commercialisation liées aux produits agricoles, intrants et autres biens et services de consommation. Bien que ces changements soient les bienvenus, l'appréhension du secteur public concerne son nouveau rôle et ses nouvelles activités pour soutenir le développement du secteur privé, et pour assurer que ces changements sont de bénéfice pour tous.

L'objectif de cette étude est de créer une meilleure compréhension de l'impact et des implications des réformes de politique et des changements commerciaux qui ont lieu. Une telle compréhension est essentielle pour la planification et l'exécution des activités et programmes futurs de développement qui renforceront les aspects positifs de ces changements et réduiront les inquiétudes et appréhensions qui existent dans les deux secteurs.

Le but de cet effort de collaboration est de (1) faire une étude de la structure, la conduite et le fonctionnement du système de commercialisation de riz, (2) analyser les impacts évidents et attendus des changements récents dans les politiques gouvernementales sur la production, commercialisation et consommation du riz, et (3) fournir au GOGB et à l'OAR/Bissau les recommandations d'actions et les suivis destinés à améliorer l'analyse, planification, formulation et exécution des politiques alimentaires, et aider dans les efforts de développement de marchés dans le secteur privé (voir l'Annexe I pour l'envergure complète des travaux).

C. Caractéristiques et importance des denrées

Une dernière justification pour avoir donné le nom d'Etude sur les Marchés de Riz à cet effort est basée sur l'importance de cette denrée à l'économie et aux citoyens de la Guinée-Bissau. L'agriculture est de loin le plus important secteur économique du pays en termes de production, emploi, revenus et devises.

L'agriculture emploie 80% de la population active, contribue la moitié du PNB, et deux tiers des revenus totaux d'exportations. La récolte principale est le riz, suivi du sorgho, mil et maïs, sucre et haricots. Les exportations principales sont l'anacarde, les noix de palmier, l'arachide et le coton.

Le riz est cultivé selon de différents systèmes par tous les groupes ethniques et dans toutes les régions du pays. La production rizicole occupe 52% de la superficie cultivée en céréales, le sorgho en occupe 25%, le mil 13% et le maïs seulement 10%.

Le riz est consommé par tous les groupes ethniques et représente l'aliment de base pour chaque homme, femme et enfant dans le pays. En tant que tel, il constitue la source principale de calories pour la population. Le Tableau I-1 contient le nombre et la source de calories consommées en Afrique, au Sénégal, en Guinée-Conackry et en Sierra Léone. Il n'y a pas de chiffres comparatifs disponibles pour la Guinée-Bissau. Pourtant, ces chiffres indiquent l'importance des plantes, surtout le riz, comme source de calories dans le régime alimentaire de ces pays. Il n'y a pas de raison de croire que la Guinée-Bissau en soit différente.

TABLEAU I-1

APPROVISIONNEMENT EN ALIMENTS: CALORIES PAR TETE PAR JOUR - NOMBRE

Année -----	Total -----	Plantes -----	Animal -----
<u>Afrique</u>			
1961-63	2,093	1,933	161
1969-77	2,178	2,006	171
1979-81	2,327	2,143	184
1984-86	2,299	2,120	179
<u>Sénégal</u>			
1961-63	2,311	2,095	216
1969-77	2,376	2,163	213
1979-81	2,397	2,217	179
1984-86	2,336	2,165	171
<u>Guinée-Conackry</u>			
1961-63	1,841	1,795	45
1969-77	1,950	1,905	45
1979-81	1,833	1,765	68
1984-86	1,782	1,713	69
<u>Sierra Léone</u>			
1961-63	1,620	1,565	56
1969-77	1,956	1,887	69
1979-81	2,052	1,966	87
1984-86	1,868	1,798	70

Source: 1988 FAO Production Year Book

TABLEAU I-2

QUALITE DU REGIME ALIMENTAIRE PAR REGION

Région d'étude -----	Energie issue du riz par tête par jour -----	Evaluation du régime; faite par un nutritionniste -----	Manque d'aliments de base -----
Tombali	2.700 Kcal	Manque de légumes	Aucun
Oio	1.700 Kcal	Inadéquate; manque de calories et de protéines	Oui
Cacheu	1.500 Kcal	Inadéquate; manque de calories et de légumes	Parfois
Bijagos	1.750 Kcal	Inadéquate; manque de calories, de légumes et de fruits	Aucun
Bandim	1.700 à 2.500 Kcal	Inadéquate parmi les consommateurs à faibles revenus; manque de calories et de légumes	Quantités insuffisantes

Source: Analyse de la situation des Enfants et des Femmes en Guinée-Bissau,
UNICEF-Bissau, Mai 1988, Tableau 24.

Une étude récente, entreprise par l'UNICEF pour déterminer les conditions alimentaires des enfants et des femmes en Guinée-Bissau (voir source, Tableau I-2) justifie l'importance du riz dans le régime alimentaire journalier en Guinée-Bissau. Le riz fournit la quantité de calories journalière, allant de 2.700 Kcal à Tombali jusqu'à 1,500 Kcal à Cacheu. Alors que certaines des différences peuvent être attribuer aux coutumes et aux habitudes régionales de nutrition, la troisième colonne du Tableau I-2 indique d'autres raisons (le revenu par exemple).

Dans le sud seulement, où il y a un surplus de riz disponible, une quantité suffisante de calories semble être consommée par jour. Toutes les autres régions où on a fait une étude, les consommations nutritionnelles étaient inadéquates, avec un manque de calories commun.

L'étude indique aussi des changements dans les formes de consommations comme le revenus nets augmente. A Bandim (dans la périphérie de Bissau) le riz fournissait 50 pourcent des calories journalières dans les ménages aux revenus peu élevés contre un tier parmi les ménages aux revenus élevés qui diversifient leur régime alimentaire avec d'autres aliments de base tels que la viande, le lait en boîte, le poisson et les matières grasses.

SECTION II

SOURCES ET EMPLOIS DU RIZ

A. Emploi du riz

L'emploi du riz en Guinée-Bissau montre des emplois classiques aussi bien que des emplois uniques qui sont spécifiques aux caractéristiques culturelles et à la situation socio-économique. En plus d'être un des aliments de base les plus importants dans le pays, il est aussi employé comme moyen de stocker la valeur et comme un bien d'échange dans les trocs. On l'emploie comme source de fonds de roulement pour la production; employé comme semence, et souffre de pertes de production et de post-production. Il est aussi employé comme ingrédient dans le brassage, et le riz est aussi exporté ou ré-exporté aux pays limitrophes.

1. Consommation humaine

En termes de nutrition humaine dans le pays, le riz est la plus importante source de calories pour la population. Le riz est consommé au moins 3 fois par jour dans les régions rurales, et deux fois par jour dans les zones urbaines. Le riz constitue le plat principal qui est complété d'autres sources de protéine telles que les viandes blanches (poulet, poisson et chèvre), les arachides et les haricots. En général on ne consomme pas beaucoup de légumes, bien que ceci varie parmi les groupes ethniques et par saison. On ne connaît pas plus sur le riz, sauf que "un repas n'est pas un repas s'il ne contient pas de riz, et en grandes quantités".

La consommation totale de riz et la consommation par tête ne sont pas connues avec certitude ou exactitude. C'est la raison qu'il existe des discussions actives entre les différentes institutions qui dépendent de cette sorte de renseignements pour la formulation, planification et exécution de politiques.

La situation actuelle et les positions prises par égard à cette question de base sont les suivantes:

GOCB: Tout d'abord, le Gouvernement base ses besoins annuels de consommation de riz sur un besoin théorique d'exigences énergiques, qui propose 300 g par jour par personne, soit 110 kg de riz par personne par an¹. La position du gouvernement est que puisque ce chiffre théorique ne se rend pas compte des différences ethniques et régionales, et puisque le riz est l'aliment de base dans le pays, cette base doit être considérée comme une sous-estimation de la consommation réelle.

Agences donatrices: Récemment l'USAID a subventionné des recherches sur la question de la consommation de riz par tête. Les résultats ont tendance à indiquer des chiffres de consommation par tête qui

¹Estimation de Déficit Céréalière en 1988 et Requête d'Assistance Introduite auprès de la Communauté Internationale, République de Guinée-Bissau; Ministère du Plan, Bissau, Décembre, 1987.

sont plus bas que ceux indiqués par le gouvernement, allant de 96 à 100 kg par personne par an, dépendant des suppositions faites².

Autres sources: Une autre source estime une consommation réelle par tête de 180 kg par personne par an, et tire la conclusion que le déficit pour 1987 était plus près de 30.000 tonnes³.

Les implications pour la formulation, planification et développement de politiques sont évidentes, dépendant de la source qui est acceptée comme le niveau réel de consommation dans le pays. La recherche de Marzilli indique une situation d'autosuffisance pour le pays, où les importations de riz et le riz domestique sont (ré-)exportés aux pays limitrophes, ainsi équilibrant l'équation d'approvisionnement et emploi. Le chiffre du GOGB de 110 kg par personne par an, en tant que chiffre théorique, n'a pas de mérite pour l'analyse ou la planification de politiques. Pourtant, si on suppose qu'il est vrai, cette situation mènerait à un déficit de 12.000 tonnes, ce qui ne coïnciderait pas avec les niveaux actuels d'importations, sauf si la différence est ré-exportée. Finalement, une consommation par tête de 180 kg par personne par an aurait tendance à soutenir les niveaux actuels d'importations ... nuirait aux exportations de riz aux pays limitrophes, une supposition qui n'est pas soutenue par les preuves commerciales.

En vue de cette situation, l'équipe était aidée par INEP à entreprendre un sondage préliminaire à Bissau pour déterminer la consommation par tête au centre de la ville, dans les proches banlieues et dans les banlieues distantes. Les résultats de cet effort ne sont pas représentatifs du pays entier, mais ils fournissent une bonne idée de la consommation de riz dans la capitale et banlieues. L'équipe voulait également apprendre plus sur le marché "intra-familial" de riz qui était évidemment important. On menait un total de 100 interviews dans trois zones, sur 693 personnes en 23 barrios (voir l'Annexe 2). Les objectifs, suppositions et résultats sont les suivants:

Objectifs et suppositions:

Déterminer la consommation journalière de riz par tête pour les personnes sondées.

Déterminer le nombre de familles qui ont des parents ruraux qui leur font des dons du riz pendant l'année. Il semble que ceci est une voie informelle de commercialisation de riz très importante dans le pays.

Les enfants âgés de moins de 10 ans étaient supposés représenter 1/2 adulte.

²1988/89 Food Needs Assessment for Guinea Bissau, by Jeffry Marzilli, July 19, 1989.

³Etude de la Filière Riz en Guinée-Bissau, by E. Penot and J.S. Canals, June 1989, ADRA/DEPA.

Résultats:

Selon les résultats du sondage, la consommation moyenne de riz par personne à Bissau est de 0,51 kg par jour, soit 186,15 kg par an.

Si cette quantité est multipliée par une base de population ajustée (pour refléter la proportion de personnes âgées de moins de 10 ans), alors les exigences nationales annuelles seraient aux environs de 170.327 tonnes⁴.

Un total de 67% des familles à Bissau ont des parents ruraux qui leur envoient du riz. De ce chiffre, 60% reçoivent ce riz en forme d'aide alimentaire régulière.

Les familles sondées dépensent en moyenne GP 5.775 par jour pour l'alimentation, soit GP 173.250 par mois pour les aliments de base. Si on se rend compte des salaires bas des fonctionnaires publics, et le fait qu'il y a une moyenne de 7 personnes par famille, desquelles seulement deux gagnent de l'argent, alors la situation économique précaire d'une famille moyenne dont la rente n'est que de GP 64.400 par mois, devient tre évidente.

Les résultats du sondage par groupe ethnique sont présentés dans la Figure II-1. Des 19 groupes ethniques sondés, un total de 9 consomment plus de la moyenne de riz par jour. Ces groupes sont les Balanta, Beafada, Fula, Libanesa, Manjaca, Nalu, Papel, Saraculé et Siriana.

Une analyse de ce même sondage par "bairro" ou banlieue est présentée dans la Figure II-2. Plus de 50% des bairros qui consommaient plus de la quantité moyenne de riz sont des bairros soi-disants "intermédiaires" qui sont des banlieues situées autour de la partie centrale de la ville. Finalement, dans la partie centrale de la ville, malgré son mélange ethnique extrême, on observait une consommation inférieure de 0,48 kg par personne par jour.

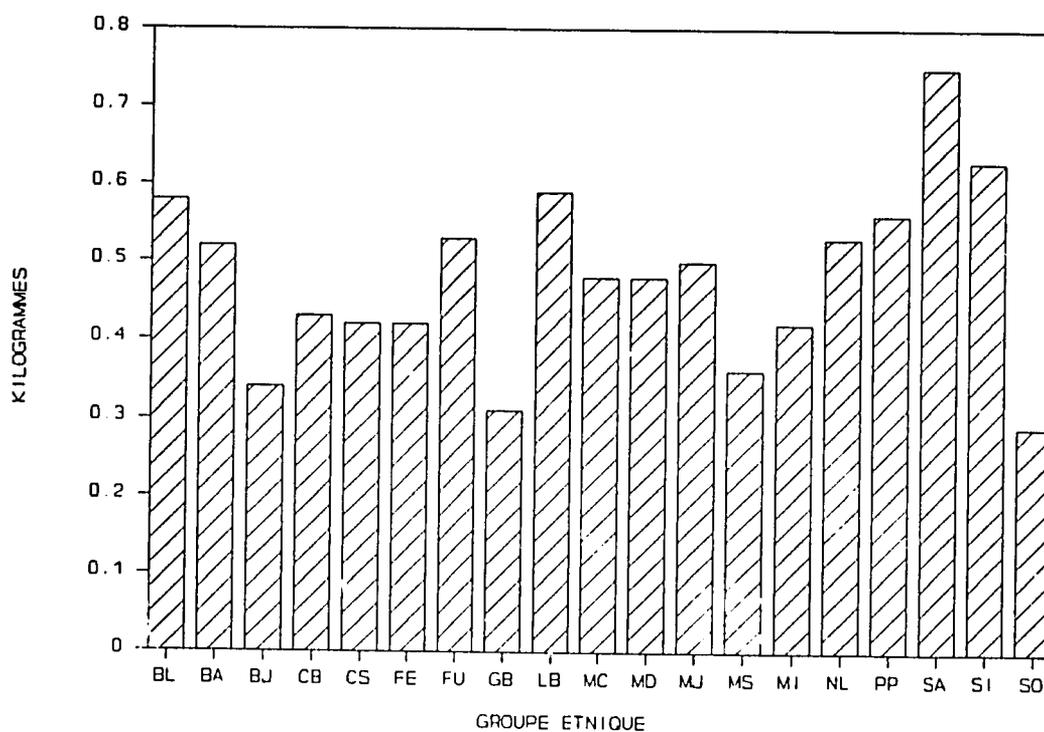
Des données précises sur la consommation de riz totale et par personne est un des éléments critiques qui manquent dans les efforts actuels d'analyse de politique et de soutien des marchés. A cause de son importance dans l'analyse et la formulation des politiques alimentaires nationales, il faut clarifier cette question aussitôt que possible. Pour être utile, ce procédé doit, surtout, considérer les raisons pour lesquelles la consommation par tête varie d'une façon significative d'un groupe ethnique à un autre, selon les niveaux économiques, selon la différenciation rural-urbain, selon les régions, la demande intra-saisonnière, et les changements dans les exigences de main-d'oeuvre dans les zones rurales. Bien que le résultat pondéré de tous ces facteurs soit essentiel pour une bonne discussion des questions de politique au niveau macro ou national, la compréhension de ces raisons détaillées qui expliquent ces différences est critique afin de pouvoir évaluer l'impact potentiel des options et stratégies de politique sur les groupes ethniques, les niveaux économiques, les régions et les habitants ruraux-urbains.

⁴Le facteur d'ajustage est: $(1.000.000 * 0,17) / 2 + (1.000.000 * 0,83) * 186,15$

Par exemple, pendant des périodes d'intensité élevée de main-d'oeuvre, un producteur Balanta de riz consomme 1 kg de riz par jour afin de consommer les calories journalières nécessaires. Ceci baissera plus tard dans la saison quand les exigences de main-d'oeuvre sont réduites. Aussi, beaucoup d'habitants ruraux ont des aliments alternatifs dépendant de la saison. La distinction et l'impact de la consommation de riz rurale-urbaine est peut-être même plus important. Bien que dans les zones rurales on consomme le riz pour le petit déjeuner, dans les centres urbains on a tendance à substituer le pain pour le riz pendant ce repas. Comment est-ce que cette tendance s'accroît, à quelle vitesse?

FIGURE II-1
 CONSOMMATION MOYENNE JOURNALIERE DE RIZ PAR TETE PAR GROUPE
 ETHNIQUE A BISSAU

Novembre 1989

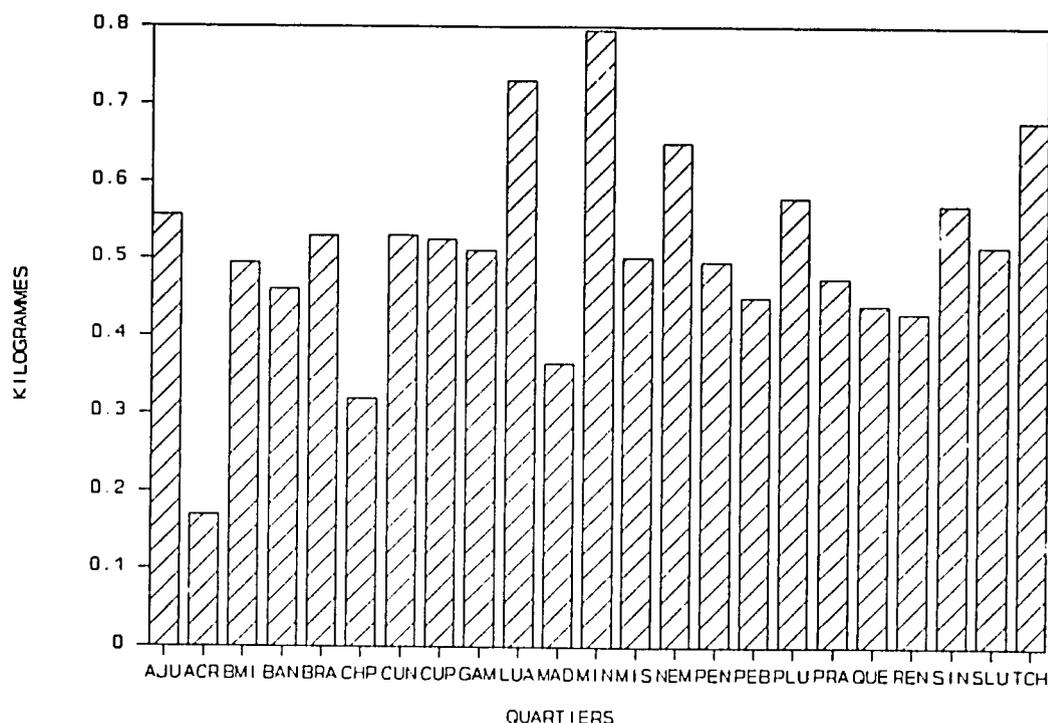


Source: Sondage INEP, Novembre 1989

FIGURE II-2

CONSOMMATION MOYENNE JOURNALIERE DE RIZ PAR BAIRO

Novembre 1989



Source: Sondage INEP, Novembre 1989

Les informations précises sur la consommation totale de riz par capita est un des éléments critiques qui manquent dans l'analyse et la formulation de la politiques alimentaires nationales et les efforts entrepris dans le soutien au marché. Pour être d'un usage quelconque, ce procédé doit par dessus tout prendre en considération et justifier des raisons pour lesquelles la consommation par capita varie considérablement d'un groupe ethnique à un autre, par niveaux de revenu, par différenciation entre milieu rural et milieu urbain, par différences régionales, par demande intra- saisonnière et par déplacements des besoins en main-d'oeuvre dans les régions rurales. Alors que le résultat de tous ces facteurs est essentiel pour mener une discussion raisonnable sur les problèmes de politique au niveau national ou au macro niveau, la compréhension de ces raisons détaillées qui expliquent ces différences de marché est critique pour évaluer l'effet potentiel des options et des stratégies politiques sur les différents groupes ethniques, les niveaux de revenus, les régions et les habitants des zones rurale et urbaine.

Par exemple, pendant les périodes de grande intensité de main-d'oeuvre, un fermier Balantais (groupe ethnique) cultivant le riz consomme 1 Kg de riz par jour, pour satisfaire à ses besoins journaliers en calories. Ceci va diminuer plus tard pendant la saison lorsque les besoins en main-d'oeuvre sont réduits. Aussi, beaucoup des habitants ruraux ont des produits alimentaires de remplacement selon la saison. La distinction et l'effet de la consommation de riz par les populations rurale et urbaine sont peut être même plus importants. Alors que dans les régions rurales le riz est aussi consommé pendant le petit déjeuner, dans les régions urbaines la tendance est de remplacer complètement le riz par le pain pendant ce repas. Comment est-ce que cette tendance augmente, et à quelle vitesse?

2. Emploi industriel

Le seul emploi industriel que l'on a vérifié pour le riz est le brassage par l'usine nationale à Bissau (CICER). Selon les renseignements obtenus de son directeur commercial, on emploie de petites quantités de riz importé. Pour des raisons techniques et financières, son emploi de riz ne s'augmentera probablement pas dans le proche avenir. L'usine en employait 27 tonnes en 1988 et 45 en 1989. Ces quantités sont trop petites pour avoir une signification d'un point de vue commercial.

3. Exportations de riz

Dans un pays qui importe 39.000 tonnes de riz chaque année, il peut sembler irréaliste de discuter les exportations de riz. Néanmoins, les renseignements obtenus de visites à Sao Domingo et Farim indiquent que le riz a toujours été vendu à travers la frontière au Sénégal. Evidemment le but de ce commerce est d'obtenir une devise forte telle que le franc CFA, comme troc pour des biens qui ne sont pas disponibles dans ce pays, pour obtenir des noix de cajou pour l'exportation, ou simplement comme transaction commerciale ou la Guinée-Bissau sert comme point d'expédition intermédiaire pour transférer le riz aux régions écartées du Sénégal. Les mêmes indications ont été trouvées dans le Sud où le riz était vendu en Guinée-Conackry.

Une autre indication claire d'exportations de riz est contenue dans une étude récente de Marzilli, qui a analysé la question de consommation de riz par moyen d'une approche de bilan alimentaire⁵. Si la consommation de riz par tete est de 96 à 100 kg par personne par an, alors il y a des exportations de riz aux pays limitrophes, ce qui s'élèvent à 27% de la production nette, avec le déficit net équilibré par moyen d'importations.

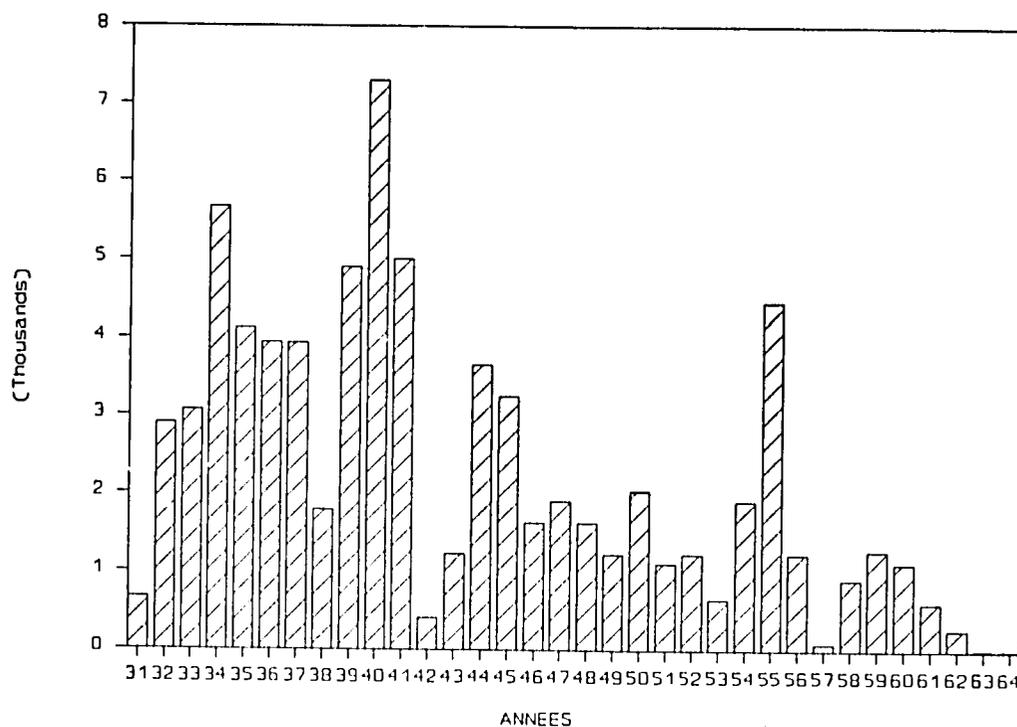
Il n'y a pas de doute que le riz est échangé avec les pays limitrophes pour les raisons données ci-dessus. Il est aussi possible que ce commerce soit en baisse à cause des changements macroéconomiques qui ont lieu en GB, tel que la dévaluation du peso et les taux de devises équilibrés, accompagnés de prix nationaux de riz plus élevés.

⁵Marzilli

Des données précises sur les volumes, débits, prix, aspect saisonnier, participants et autres renseignements est un autre élément critique qui manque dans les efforts actuels d'analyse de politique et de soutien de marchés. Le commerce régional de riz est, sans doute, un composant critique du système entier de commercialisation de riz en GB et dans l'intérêt d'un solide effort d'analyse et formulation des politiques et du développement des marchés, il faut clarifier cette question aussitôt que possible.

La Figure II-3 contient des séries historiques des exportations de riz de 1931 à 1962. Les séries de temps peuvent être séparées en périodes définies, à savoir la période d'avant la deuxième guerre mondiale et la période d'avant la guerre d'indépendance. Les exportations ont augmenté graduellement avant la deuxième guerre mondiale et ont atteint les 7.300 tonnes en 1940. Dès lors, ils ont diminué continuellement et ont cessé en 1963, à la veille de la guerre d'indépendance. Il n'y a pas eu d'exportations depuis cette année-là.

FIGURE II-3
EXPORTATIONS DE RIZ (Tonnes)



Source: Annexe VIII

Ces chiffres historiques sont souvent utilisés comme étant la preuve que la Guinée-Bissau a la capacité de produire du riz au dessus du niveau des besoins nationaux et de regagner sa position de nation exportatrice de riz dans un avenir proche. Alors que les réformes de politique ont sans aucun doute revigoré la production de riz du pays, les lecteurs sont avertis de ne pas faire ces comparaisons directes. Les exportations de riz ont eu lieu sous un environnement économique et socio-politique très différent, ainsi qu'un environnement différent d'échange commercial international. Tout potentiel d'exportation dans l'avenir doit être basé sur les facteurs actuels et pertinents de production et de commercialisation nationales, et des conditions d'échanges commerciaux internationaux.

4. Utilisation des semences

La quantité de semences employée par hectare cultivé varie, dépendant de la méthode de plantation employée. Il y a deux méthodes employées actuellement, le semis à la volée et la transplantation.

Semis à la volée: Avec le semis à la volée, les semences de riz sont semées à la main directement sur le champ et ratissées dans le sol. Cette sorte de plantation est utilisée pour le riz en terrain élevé (pam-pam) et en bas fonds qui ont des niveaux d'eau peu élevés. On utilise approximativement 80 à 100 kg de semence de riz par ha.

Transplantation: Ce système de plantation exige l'établissement d'une pépinière où le riz est germé et cultivé à un stade spécifique avant de le transplanter à main dans les champs de production. Les bas fonds qui ont assez d'eau et le mangrove de riz sont plantés de cette manière. Cette méthode de plantation exige environ 50 à 70 kg de semences par ha.

Comme avec les variables précédentes d'emploi, ce sont des approximations et non pas de chiffres basés sur des sondages. Le besoin de vérifier ces taux de semis par système et par région est un autre aspect important pour l'analyse et la formulation de politiques. Une petite augmentation ou baisse dans ces chiffres peut se traduire en de différents coûts de production, de volumes et de revenus de fermes.

5. Emploi comme fonds de roulement

L'emploi de riz comme fonds de roulement comprend tous les coûts de production qu'une monoculture tel que le riz doit payer avec son propre riz afin de se permettre de maintenir et peut-être augmenter la base de production employée.

Dans le cas de la production rizicole Balanta, l'emploi du riz comme fonds de roulement est critique pour sa continuation et survie. Ceci est basé sur les caractéristiques uniques de ce système de production rizicole, qui est basé 100% sur la main-d'oeuvre. Pendant certaines périodes de culture, telle que la préparation du sol et la plantation, toute la main-d'oeuvre disponible est mise en action, et afin de mieux profiter du temps limité, les producteurs forment des groupes d'assistance qui travaillent dans les champs d'un certain producteur

pendant plusieurs jours, puis passent aux champs d'un autre producteur, et ainsi de suite. De telle assistance est remboursée en nature, avec des aliments et autres biens de consommation. Le riz, qui est la méthode de paiement la plus courante, est offert trois fois par jour à ceux qui travaillent. La consommation journalière est d'environ 1 kg par personne par jour.

Etant donné le manque de main-d'oeuvre, les nombreux champs à cultiver et la concurrence pour la main-d'oeuvre pendant les périodes de pointe, les groupes de travailleurs ont tendance à émigrer vers les producteurs qui sont "riches", qui ont beaucoup de terres, et donc riz, aussi bien que d'autres biens de consommation tels que le tabac et le rhum pour le paiement en nature.

Un certain équilibre entre les producteurs "riches" et ceux qui n'avaient pas suffisamment de terres et donc riz pour les buts de fonds de roulement était fourni par les Celeiros pendant la période coloniale. Celeiros est le nom qu'on donne à un programme public qui fonctionnait à travers des établissements localisés dans les régions de production de riz excédentaire, et dont la fonction principale était de fournir des crédits aux producteurs dans la forme de semences aussi bien que de "fonds de roulement" pour financer les groupes de travailleurs.

Une des causes principales qui menait à la réduction des "fonds de roulement" nécessaires et donc à la réduction du riz Balanta dans la région était la réduction et disparition des Celeiros, entre 1975 et 1985. Depuis lors les producteurs de riz n'avaient rien auquel avoir recours quand ils rencontraient des facteurs négatifs de production tels qu'un manque de pluie, le blocage des prix de riz par le gouvernement, des conditions défavorables de troc, etc.

Pendant la décennie en question, la combinaison de prix de riz fixes et des prix plus élevés pour les biens de consommation a forcé les producteurs Balanta de vendre des quantités plus importantes de riz afin d'obtenir les produits de consommation nécessaires. Par conséquent, le nombre de producteurs dont les fonds de roulement n'étaient plus suffisants pour payer les groupes de travailleurs a augmenté. Comme la base de production a diminué, la production de riz n'allait pas de pair avec la demande, ce qui menait à des niveaux de plus en plus élevés d'importations.

En vue du procédé de libéralisation, qui entre autres a fait venir un marché libre sous lequel on voit une amélioration dans les conditions de troc, peut-être le rétablissement de la fonction de crédit que réalisaient autrefois les Celeiros aiderait les producteurs non seulement à récupérer leurs fonds de roulement, mais aussi à les libérer des conditions liantes associées aux emprunts d'un nombre limité de commerçants.

6. Trocs

Le riz, à cause de son "abondance" et son emploi universel (et donc acceptation) dans le pays, représente une valeur intrinsèque qui facilite son emploi dans les trocs. Donc, le riz est employé couramment pour échanger contre toutes les autres denrées agricoles, biens de consommation et intrants de capital.

Le riz prend un aspect encore plus important dans les trocs des groupes Balanta, qui dépendent de la monoculture de riz pour leur survie. Puisque ces groupes n'ont pas d'autres moyens de gagner des revenus, le riz est leur seul moyen pour obtenir les intrants agricoles, les biens de consommation et les intrants de capital. Cette situation est renforcée par le manque ou l'absence d'argent à l'intérieur du tabanca ou village, ce qui encourage les Balanta d'entreprendre leurs achats et ventes à la base du riz.

7. Pertes

Il n'y a pas de données scientifiques sur les pertes aux champs et les pertes de post-récolte du riz en GB. L'estimation de 15% (le GOGB emploie le chiffre de 15% pour l'emploi comme semence et les pertes) employée dans le calcul de production nette n'est qu'une estimation qui est couramment employée par la FAO quand il n'existe pas d'autres bases pour cet emploi.

Dans des termes qualitatifs et très provisoires, le résumé suivant présente les pertes aux champs et de post-récolte.

Mauvaises herbes: Les mauvaises herbes constituent une raison principale pour la réduction en rendement pendant l'étape de production. On fait trois choses pour combattre ce problème. D'abord, les producteurs essaient de planter aussi tôt que possible après les pluies afin de donner au riz une meilleure chance de concourir avec les mauvaises herbes. Deuxièmement, les producteurs mécanisés laissent les mauvaises herbes germer après les premières pluies et puis ils labourent le champ avant de planter le riz. Troisièmement, on fait le sarclage à la main une ou deux fois pendant la période de croissance.

Déprédateurs aux champs: Ces déprédateurs sont des virus, des vertébrés et des invertébrés. On connaît peu sur leur impact sur les pertes aux champs et les réductions de rendement. Les déprédateurs vertébrés comprennent les rongeurs et les oiseaux, qui peuvent présenter le danger le plus grave. Sur l'île de Pecixe, le riz est souvent attaqué par des vols d'oiseaux. Là, aussi bien que dans d'autres parties du pays, il est courant d'employer les enfants pour défendre les champs de riz contre les oiseaux, afin d'assurer une récolte. Des pertes de jusqu'à 80% ont été enregistrées dans les années passées.

Pertes de post-récolte: Rien n'est documenté sur les pertes de riz de post-récolte. Les déprédateurs comprennent les oiseaux, rongeurs, insectes et champignons. Pendant des voyages aux champs on recevait des contes tout à fait contraires de presque pas de pertes jusqu'à des pertes considérables dues aux rongeurs.

Actuellement le Service de Protection des Récoltes (SPR) du Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture fournit les services de gestion des déprédateurs aux fermiers. Ce service est une action limitée pour combattre les mauvaises herbes et les débuts d'infestations des champs par les insectes. On est dans le processus d'amélioration du personnel (trois cadres supérieurs en

plus) et des ressources au sein du service, et d'expansion des activités dans le domaine de post récolte. Mr. Mustapha Cassama du SPR prépare une maîtrise en entomologie dans le domaine des insectes des grains stockés à KSU. Il compte reprendre son service pendant l'été 1991.

Le seul projet connu de stockage des grains a été mis en place au début des années 80 dans la Zone I (Région de Cacheu). Un total de 56 petits silos a été construit en tant qu'éléments de démonstration. Alors que la réponse des fermiers semblait être positive, il n'y a pas eu de suivi une fois que le projet a été terminé.⁶ Dans le projet on n'a pas considéré les pertes de post récolte.

Un faible changement dans la quantité supposée être perdue dans le champs et après la récolte, avant de calculer la production nette, peut avoir un impact significatif sur la situation du riz du pays, et donc sur l'analyse, les conclusions et la formulation de politiques. D'ici 5 années, le Service de Protection des Récoltes pourrait être financé pour entreprendre des recherches vitales et bon marché sur les pertes afin de régler ce chiffre de 5% de pertes que l'on emploie aujourd'hui. Des moyens pour réduire les pertes pourraient aussi contribuer au rendement total national et à la disponibilité de riz.

B. Sources de riz

Aujourd'hui les sources de riz pour la GB sont sa propre production de paddy et les importations de riz nécessaires pour équilibrer un déficit national net dans la production. La situation de ces deux sources a changé d'une position d'excédent sans importations en 1964 à un déficit et importations qui a existé depuis cette date. Les exportations étaient entreprises régulièrement pendant la période coloniale jusqu'en 1964, puis ils se sont arrêtées à cause de la guerre d'indépendance qui a commencé en 1963⁷.

Le suivant est un bref résumé des systèmes de riziculture, production globale et régionales, importations et disponibilité nette. Aussi on souligne les questions pertinentes en termes d'analyse et formulation de politiques et développement de marchés.

1. Systèmes de riziculture

Il existe trois différents systèmes de riziculture en GB, qui selon leur situation géographique peuvent également avoir des sous-systèmes.

a. Riz irrigué (bolanhas)

Les bolanhas sont les terrains bas le long des vallées des fleuves qui sont consacrés à la production rizicole. Les parcelles de terre employées dans la culture de riz varient en grandeur, selon l'élevation par rapport au fleuve et

⁶Redução de Perdas Alimentares despois da Colheita na Guineia-Bissau, Relatorio dum Projecto, Redactor: Idriam N. Resnick, The Economic Development Bureau, INC., New Haven, CT., 1982.

⁷E. Penot et J.S. Canals

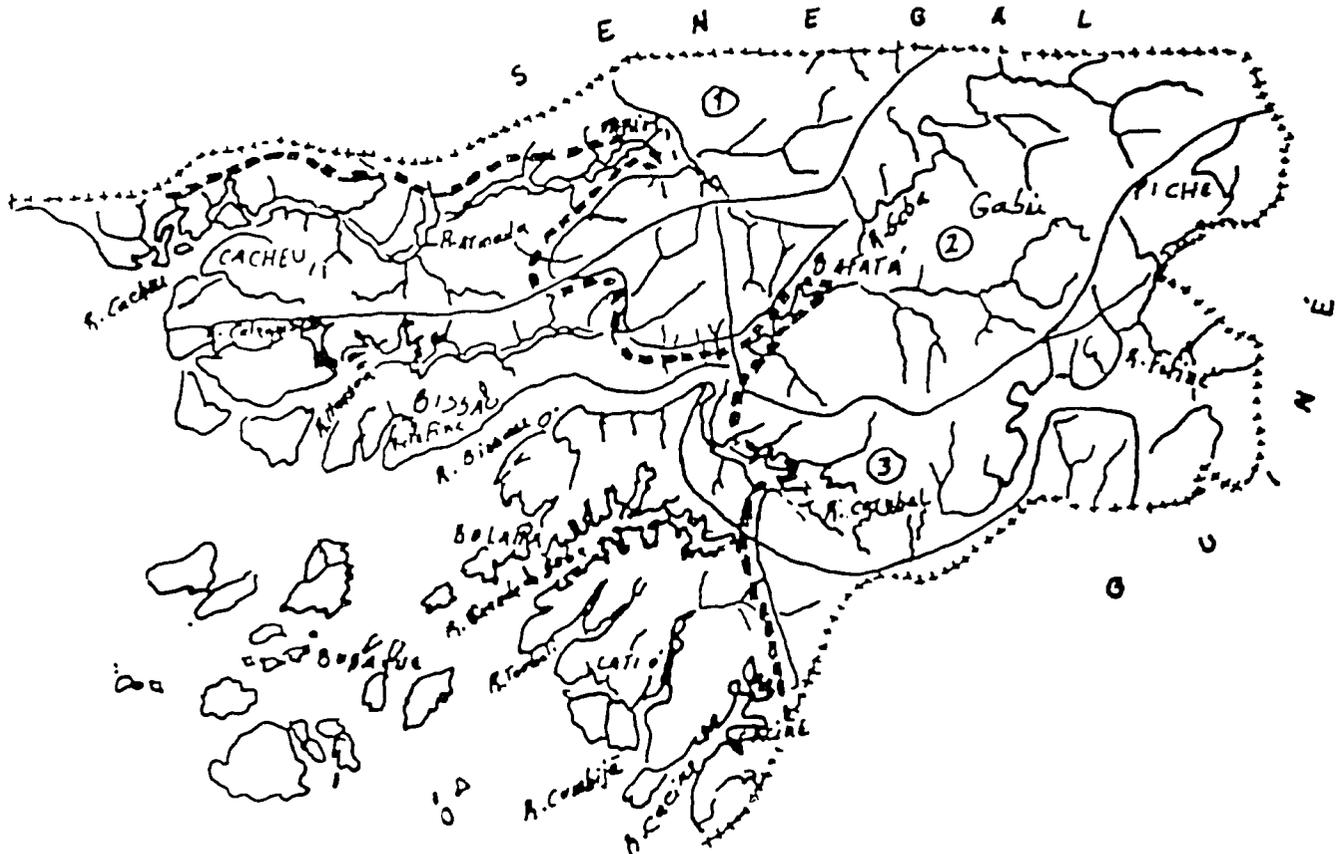
au niveau de l'eau. Il existe deux genres de vallées qui fournissent des terres pour la rizculture irriguée. Leur situation générale est montrée dans la Figure II-4 qui trace la ligne de démarcation entre les deux genres.

ria: les vallées des fleuves dans lesquelles de grandes superficies sont couvertes d'eau salée deux fois par jour à cause de l'action des marées; la matière inorganique est déposée, ainsi formant un sol bourbeux (lama preta) où les mangliers se propagent.

rio: les vallées des fleuves à l'intérieur du pays (et des pays limitrophes) dans lesquelles l'eau douce des fleuves domine; le niveau de l'eau dépend de la saison, que ce soit la saison sèche ou la saison des pluies; ces vallées se trouvent souvent près des bras des fleuves Geba et Corubal.

FIGURE II-4

LIMITES SUPERIEURES D'EAU SALEE EN GUINEE-BISSAU



Notes: (1) Baie de Cacheu; (2) Baie de Geba; (3) Baie de Corubal

Donc, les bolanhas sont de deux genres, dépendant de si la terre était couverte d'eau salée ou d'eau douce. Dans le langage courant, le premier s'appelle le "bolanha" ou le bolanha à eau salée, et le deuxième s'appelle le "bas-fond".

Bolanha à eau salée: Ce sont les superficies qui ont été récupérées de l'eau salée. Tous les groupes ethniques sur la côte et sur les fleuves à eau salée emploient (ria) cette technique de production (Balanta, Felupe, Manjaco, Papéi, Nalú, Bijagó).

La production sur bolanha est basée sur le procédé d'éliminer la pénétration de l'eau salée dans des zones choisies. On construit de petits barrages pour empêcher l'eau salée d'inonder la région. En profitant de la pente naturelle de la terre ainsi protégée, on emploie la pluie pour l'irrigation.

Cette technique de récupération de terre et de production rizicole est une des plus anciennes et des plus adaptées aux conditions écologiques du pays. La résistance aux changements suggérés par les projets de développement est enracinée dans cet équilibre écologique ancien qui a été créé à travers des siècles d'essais et d'adaptation.

Bolanha à eau douce (bas-fond): Ce sont les superficies qui ne sont plus influencées par l'action des marées (rio). Elles se trouvent près des bras des fleuves et sont inondées à des degrés différents pendant la saison des pluies, dépendant de leur caractéristiques hydrographiques.

Les groupes ethniques qui vivent à l'intérieur du pays, tels que les Fula et les Mandinga, se consacrent à cette méthode de riziculture, ce se fait surtout par les femmes. Leurs techniques de production sont plutôt sous-développées, comme manifestées par les bas rendements comparés au rendement potentiel en employant d'autres techniques.

Plusieurs projets ont essayé d'améliorer les techniques de production employées actuellement dans les bas-fonds en améliorant l'emploi des eaux par moyen du nivellement des terres et de la construction de digues, et par moyen de l'introduction de semences améliorées et méthodes de culture améliorées.

Il est important de distinguer ici entre trois genres de sous-systèmes bas-fonds. D'abord, le petit bas-fond avec une superficie inférieure à 40 ha, en moyenne 15-20 ha; deuxièmement, le bas-fond moyen avec une superficie de 40-80 ha; et le grand bas-fond avec des superficies supérieures à 80 ha. Ces grands bas-fonds sont souvent confondus avec les terres basses qui s'appellent les "lalas", qui sont couvertes de buissons et d'arbres, qui sont inondées périodiquement, qui ont un mauvais drainage naturel et qui sont souvent marécageuses.

b. Riziculture en sol aride (pam-pam ou riziculture montagnarde)

Cette méthode de riziculture se fait sans irrigation, d'où le nom. Elle se fait en général sur les montagnes, après avoir coupé et brûlé la végétation. Puisque cette production a lieu dans des sols marginaux, c'est la seule méthode de riziculture qui n'est pas intensive. Ceci nous donne la deuxième caractéristique de ce système, c'est-à-dire l'agriculture changeante - une ou deux années de riziculture suivie de l'assolement avec d'autres récoltes telles que l'arachide ou le mil, suivi de jachère.

La riziculture en sols arides se fait à l'intérieur aussi bien que sur la côte. Elle représente une alternative pour les groupes ethniques qui vivent le long de la côte et qui n'ont pas pu regagner une production équilibrée avec le système des bolanhas. A présent cette production représente une récolte très importante pour les Manjaco. Les groupes ethniques associés avec ce système de production sont les Bijagó, Beafada et Felupe.

c. Riziculture irriguée par pompage

L'objectif de ce système de production est de cultiver le riz pendant la saison sèche, quand la production d'autres récoltes est limitée ou impossible. Les pompes apportent l'eau des fleuves jusqu'aux champs de riz qui ont été préparés avec des canaux d'irrigation, et parfois le nivellement.

Ce système est plutôt récent, introduit par DEPA dans la zone de Contuboel, dans la baie du fleuve Geba. Selon le personnel technique de DEPA, la zone couverte par l'irrigation par pompage ne dépasse pas 140 ha et ne va pas probablement s'élargir.

Le projet chinois à Cantabará a également développé 200 ha de riziculture dont 60 ont une double culture avec irrigation par pompage pendant la saison sèche. Ce projet a montré que les rendements sont de 30% plus élevés pendant la saison sèche quand on emploie l'irrigation par pompage. Les raisons données étaient un meilleur contrôle des eaux et moins de problèmes avec les mauvaises herbes.

Ces deux systèmes sont les seuls systèmes de riziculture avec irrigation par pompage dans le pays. La factibilité économique de ce système de production n'a pas encore été analysée avec un haut degré de fiabilité.

2. Tendances de production

a. Superficie, volumes et rendements

Selon les données disponibles, la superficie cultivée en riz a varié considérablement depuis 1953, quand on a fait le premier recensement agricole. Ces changements historiques sont présentés dans le Tableau II-1 (voir l'Annexe 9 pour les données de séries de temps sur la production de paddy).

Comme montré dans le Tableau II-1, on a vu une énorme réduction de superficie cultivée entre 1953 et 1988. En 1978, seulement 73% de la superficie cultivée en 1953 était en culture, et en 1988 cette proportion était réduite davantage à 24%, si on ne compte pas les superficies récupérées.

TABLEAU II-1

SUPERFICIE TOTALE CULTIVEE ET CULTIVEE EN RIZ

	1953 Recensement	1978 Estimation	1988/89 Recensement 1/
Superficie totale cultivée (ha)	410.801	300.000	98.079
Superficie cultivée de riz (ha)	130.306	122.000	52.464
Production de paddy (tonnes)	100.297	93.000	105.888
Rendements calculés de paddy (tonnes/ha)	0,770	0,762	2,02

1/ Source: GAPLA/MRDA

La superficie cultivée en riz montre la même tendance. En 1978, environ 93,6% de la superficie cultivée en riz en 1953 étaient toujours en service. Dix ans plus tard, cette proportion avait été réduite à 40%, non compris les superficies en train d'être récupérées par les différents projets.

Quand les volumes de production de paddy sont reliés à ces changements de superficie cultivée, on établit un rapport curieux. Entre 1953 et 1978, les volumes de production ont baissé de 7,2% de 100.000 à 93.000 tonnes. De l'autre côté, quand on compare les niveaux de production entre 1953 et 1988, il y a une hausse de 5,6%, un chiffre qui est hautement suspect quand on ne cultivait que 40% de la superficie cultivée en riz en 1953 (130.306 à 52.464).

La même sorte de comparaison historique peut se faire avec les rendements calculés (tonnes/ha) en bas du Tableau II-1. Ces rendements sont restés constants entre 1953 et 1978, à 770 kg/ha. Pourtant, avant 1989 ces rendements calculés ont augmenté de plus de 162%, à 2,02 tonnes/ha, une hausse d'environ 15% par an entre 1978 et 1989. Quelles sortes de changements significatives ont eu lieu dans les intrants agricoles, les pratiques culturales et les techniques de récolte pour permettre une telle hausse dans les rendements?

Sauf si on peut expliquer ou justifier ces inconsistances dans les superficies, la production et les rendements, ces chiffres de base sont inutiles pour l'analyse des séries de temps. De plus, puisque la série historique disponible de 1953 en 1987 est incompatible avec les résultats de la nouvelle méthode d'échantillonnage introduite au MOP pour les statistiques agricoles, toute projection basée sur cette base manquera de fiabilité.

Les résultats de ce premier effort seront disponibles en mars 1990. Il faudra entreprendre une analyse soignée des résultats globaux et par région avec les séries historiques. Il faut employer les désaccords qui en ressortent pour renforcer les efforts actuels sous le projet FAO pour améliorer le procédé d'échantillonnage, plutôt que de disputer le "vrai" et le "faux". Cet effort devrait préparer la scène pour une banque de données améliorée pour l'analyse

statistique de la production de paddy (et autres denrées agricoles), à l'appui de l'analyse et planification de politiques.

b. Production régionale

Le riz est produit partout dans le pays sous les différents systèmes de production soulignés auparavant. Le Tableau II-2 montre les chiffres des productions régionales pendant le cycle des récoltes de 1989/90.

Ces chiffres sont différents, parfois considérablement (voir Annexe IX), de ceux publiés par le Ministère de l'Agriculture pendant l'année 1987. Ces différences ne doivent pas nous surprendre puisque les deux séries de chiffres sont générées par des bases et des suppositions totalement différentes. Les changements les plus surprenants sont peut être les volumes de production moins élevés dans les régions de Tombali et Quinara, les deux régions du pays connues pour leur "surplus". La production des deux régions estimée à plus de 20.000 tonnes chacune est tombée à 5.000 pour Quinara et 10.000 pour Tombali.

A ce niveau ce que ces nouvelles estimations devraient générer c'est une bonne analyse et une discussion sur les scénarios potentiels pour la production et la consommation régionales, ainsi que la distribution inter-régionale du riz et du paddy. La comparaison de ces scénarios régionaux avec la commercialisation (volumes, prix, taux de traitement, quantités transportées, etc.) et les chiffres relevés (consommation totale, importations, exportations, stockage) pour le pays, peut être utile à révéler assez tôt de nouvelles tendances et des changements régionaux pour commencer avec les nouvelles étapes d'efforts d'anticipation dans la région.

TABLEAU II-2

PRODUCTION REGIONALE DE RIZ ESTIMEE POUR 1988/89

Région	Superficie (ha)	Production de paddy (Tonnes)
-----	-----	-----
Biombo	3,345	7.724
Cacheu	11.651	20.387
Oio	9.774	21.678
Bafata	4.893	10.365
Gabu	3.839	9.186
Quinara	2.893	5.344
Tombali	5.837	10.430
Bolama	3.797	7.469
Bas-fonds repique		
15% du total	3.436	7.038
Secteur Amenagé	3.000	6.267
	-----	-----
	52.464	105.888

Source: Annex IX

Comme la nouvelle base statistique (production et commercialisation) sera améliorée dans les quelques années à venir, ce type d'efforts analytiques d'évaluer la situation actuelle du riz et d'estimer les perspectives de court et moyen termes est un facteur essentiel du rôle du secteur publique en faveur du développement du secteur privé dans la région.

Ci-dessous on a des évaluations très qualitatives des zones ou régions du pays qui sont excédentaires et d'autres qui sont déficitaires. Ces régions devraient être prises en tant que point de départ des suivis et des analyses en profondeur à faire dans l'avenir. Par exemple, pendant la campagne 1976/77, qui représente une année de bas niveaux de production, un total de 7.793 tonnes de riz domestique était vendu sur le marché. Cette quantité totale venait des régions de Tombali et Quinara, qui ont contribué 84,7% et 14,4%, respectivement. Ceci implique qu'à l'exception de ces deux régions il n'y a pas d'autre région dans le pays qui produise du riz en excès dans le but de le commercialiser.

Néanmoins, dans les régions déficitaires il existe des zones qui sont autosuffisantes et des zones qui sont toujours déficitaires. Le degré relatif d'autosuffisance est, pourtant, précaire, dépendant de la quantité et distribution des pluies. Pendant des années de pluviométrie abondante, on peut atteindre l'autosuffisance relative, mais pendant des années de pluviométrie réduite, les situations déficitaires sont la norme.

Les régions de déficit chronique sont la ville de Bissau et ses banlieues; Gabú et Bafatá, ce qui comprend toute la partie est du pays; les régions de Oio et Cacheu, aussi bien que l'archipel de Bijagós. Les sous-zones dans les régions déficitaires qui jouissent d'une autosuffisance relative sont:

Région Cacheu: les villages Felupe de Ilia et Djobel
Région Oio: les secteurs Nharca et Mansoa
Région Bafatá: les villages de Sambacunda et Waquilara qui font la double culture sous le projet DEPA, et les villages associés au projet chinois à Cantabara

D'une importance égale, la région excédentaire au sud du pays semble contenir des zones déficitaires, tel le cas de Cacine à Tombali qui apparemment a un déficit chronique de riz à travers l'année.

Pendant les trois dernières années, des conditions climatiques favorables et des changements dans le milieu socio-économique se sont combinés pour produire des conditions favorables à une augmentation dans la production rizicole, comme on voit surtout au Sud. Par exemple, pendant la campagne de 1988/89, le secteur de Catió (Bedanda non compris) a expédié à d'autres parties du pays un total de 293.808 kg de paddy et 237.599 kg de riz usiné, soit 430 tonnes de riz usiné⁸.

⁸Bien que des données semblables existent pour tous les secteurs au sud, l'équipe ne pouvait pas les obtenir.

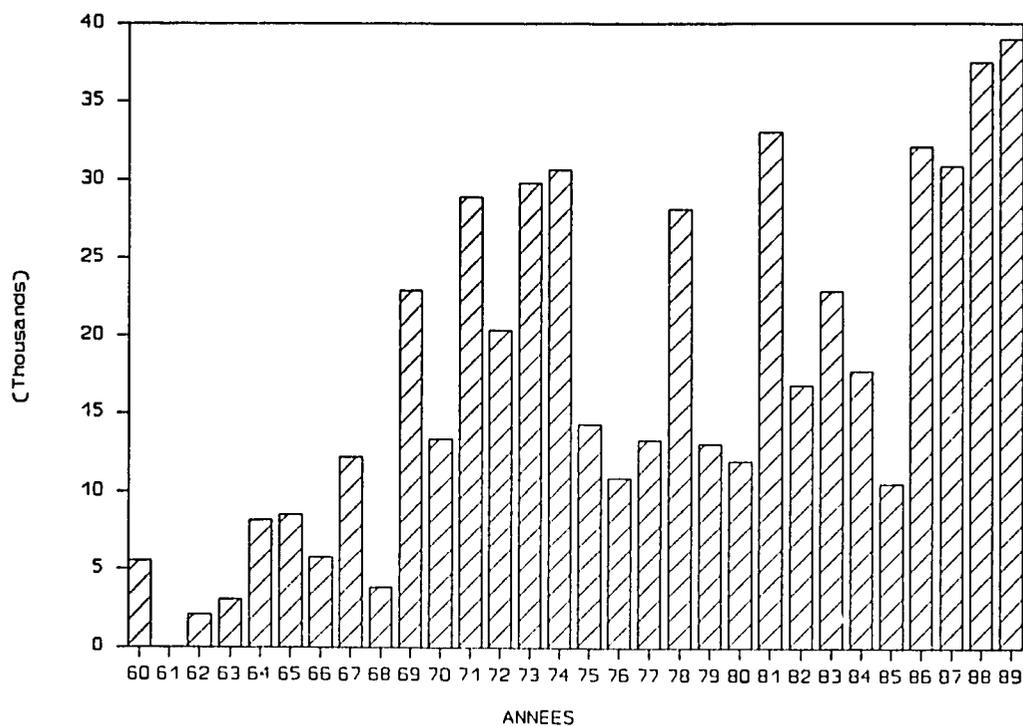
3. Importations de riz

En Figure II-5 on a un sommaire des importations de riz de 1960 à 1989. Trois périodes distinctes peuvent être associées avec le niveau des importations. D'abord, pendant la guerre d'indépendance (1962-1974), les importations de riz sont passées de 6.000 tonnes en 1962 à 30.000 tonnes en 1974. Cette quintuple augmentation d'importations reflète la détérioration continue de la production nationale due aux effets de la guerre qui ont fini par la destruction des infrastructure de transport et des bases de production, et par la migration des fermiers à partir du sud.

Pendant la deuxième période, entre 1974 et le processus de libéralisation de 1986, seulement deux entreprises étatiques avaient l'autorisation d'importer le riz, à savoir Armazéns do Povo (AP) et SOCONIM. Il est clair que la période de monopoly d'état est caractérisée par une énorme irrégularité des niveaux d'importations d'année en année. Par exemple, en 1978 on a importé un total de 28.107 tonnes, alors qu'en 1979 seulement 13.094 tonnes ont été importées. Les niveaux d'importation sont passés de 33.045 tonnes en 1981 à 16.782 en 1982, une chute de 50%.

FIGURE II-5

IMPORTATIONS DE RIZ



Source: Annexe VIII

La troisième période commence avec le processus de libéralisation du marché en 1986. Dès lors, les niveaux d'importation ont montré moins d'instabilité, cependant avec une tendance à augmenter annuellement. Alors que ces niveaux d'importation croissants sont le résultat direct du processus de libéralisation du marché, les raisons directes et spécifiques sont plus difficiles à localiser. Une analyse possible est fournie par le lien du marché entre les noix de cajou et le riz et la possibilité pour les échanges commerciaux régionaux avec le Sénégal et la Guinée-Conakry.

Depuis la libéralisation, le ratio d'achat des noix de cajou a diminué de 2 kg de noix de cajou par 1 kg de riz à 1:1. Ceci veut dire que la même quantité de noix de cajou doit être achetée avec le double de la quantité de riz. En plus, comme les exportations de noix de cajou ont presque doublé depuis 1986, on a besoin de quantités supplémentaires de riz pour acheter ces quantités supplémentaires de noix de cajou.

Il est aussi fort possible que la Guinée-Bissau serve de point de transbordement pour le riz transporté au Sénégal. Durant les deux visites, l'application du modèle prix-site a indiqué des revenus positifs en exportations de riz (ou réexportations) au Sénégal. Alors que toutes les suppositions utilisées ne pouvaient pas être validées, les conversations avec les marchands privés avaient tendance à confirmer cette possibilité de marché.

Les importations pour les trois dernières années sont présentées dans le Tableau II-3. En général ces importations correspondent à la campagne rizicole du pays. Pendant les deux premiers trimestres, immédiatement après la récolte de riz on importe des quantités plus petites de riz; et comme la saison continue, les quantités importées deviennent plus importantes pour compenser les stocks diminués de riz domestique.

TABLEAU II-3

DISPOSITIONS D'IMPORTATIONS DE RIZ

Trimestre	1987	1988	1989
1st	784	9.173	6.418
2nd	8.570	7.578	7.586
3rd	5.044 *	9.572	12.996
4th	16.455	11.167	12.000 **
	-----	-----	-----
Total	30.854	37.489	39.000

Source: National Bank of Guinea Bissau; Department of Economic Studies

Notes:

* Ce chiffre ne coïncide pas avec les données douanières.

** Selon le service douanier, une valeur de seulement US\$2,114 millions était importée, ce qui correspond à 7.686 tonnes de riz. Le MOC a autorisé des importations de 35.500 tonnes avant septembre 1989, et a projeté un volume d'importations d'entre 39.000 et 40.000 tonnes.

Une autre raison pour ce cycle est donnée par le lien du marché entre le riz et les noix de cajou, et les besoins et les régulations du marché de change associé. Les noix de cajou sont achetées du mois de mai au mois d'août, et sont exportées dès que les accords commerciaux internationaux et le transport par mer sont arrangés. Les devises étrangères gagnées sont déposées à la Banque Centrale. Les exportateurs sont habilités à avoir 50 pourcent de leur revenus en devises fortes, et le reste en GP au taux de change officiel. Le cycle commence encore une fois avec les importations de riz pour la prochaine maigre saison, ainsi que pour le stockage pour se préparer pour la prochaine "campagne" de noix de cajou.

Ce cycle d'import-export aboutirait à une forte demande en devise forte pendant le troisième et le quatrième trimestre, nécessaire pour financer plus de 50% des importations totales de riz. Toute différence dans la disponibilité ou le déboursement par la Banque Centrale va augmenter le coût de ces opérations de marché et d'échange commerciale.

C. Production nette, importations et disponibilité par tête

La disponibilité de riz domestique pour la consommation est la quantité nette disponible après l'emploi comme semences, pertes et transformation. Si on suppose 10% pour semences, 5% de pertes pendant la récolte, le transport et le stockage, et 65% de rendement de transformation, il reste donc 55% de riz paddy usiné disponible à la consommation.

Les chiffres totaux de disponibilité à la consommation dans le Tableau II-4 sont obtenus en appliquant ces proportions aux chiffres historiques de production, en ajoutant les importations nettes à cette base et en divisant par la population. On crée essentiellement un répertoire de disponibilité pour voir comment la production du pays se maintient par rapport à l'augmentation de la population.

Les conséquences générales des macro politiques précédentes et le contrôle du marché central peuvent être tracés ainsi. Comme le riz national a diminué de 102,4 kg par personne par an en 1953 à 61,9 kg en 1988, les importations de riz se sont multipliées de pratiquement zéro à environ 40.000 tonnes par année. En 1953 le pays semblait être pratiquement "autosuffisant" en riz (autosuffisance de 98%), avec une disponibilité totale par capita de 105 kg. Avant 1989, la disponibilité totale de riz par capita est restée presque constante à 103 kg par tête par année, mais au prix des importations et un ratio d'autosuffisance réduit (autosuffisance de 60%).

Les frais contractés par le pays ont été très significatifs en termes de (1) la création et le développement du revenu rural prévu, (2) devises étrangères dépensées dans les importations de riz, (3) perte en exportations potentielles de riz et (4) dépenses publiques nécessaires pour gérer et contrôler le système publique en charge.

TABLEAU II-4

DISPONIBILITE HISTORIQUE DE CONSOMMATION PAR TETE POUR LE RIZ

(Tonnes)

Année	Disponibilité nette de riz domestique	Importations nettes	Disponibilité totale	Disponibilité par tête (kg/tête/an)
1953	54.160	1.350	55.510	104,9 (1953 Pop.)
1978	50.220	28.107	78.327	102,0 (1979 Pop.)
1989	58.503	39.000	97.503	103,2 (1989 Pop.)

Source: SCET-INTERNACIONAL 1978; Recenseamento Agrícola de 1989

Notes:

1. Importations nettes:
Se réfère aux importations moins les exportations; pour 1953 les importations sont de 2.000 tonnes et les exportations de 650 tonnes, soit des importations nettes de 1.350 tonnes
2. 1953 population = 529.000 (FAO)
1979 population = 767.742 Anuário Estatístico, 1987
1989 population = (1987 population = 906,612)*(1,021)*(1,021)

D. Potentiel futur de production

La Guinée-Bissau semblait avoir les conditions écologiques et climatiques nécessaires pour produire suffisamment de riz pour sa propre consommation ainsi que pour les exportations - comme indiqué par les données historiques⁹. Alors que ces deux facteurs peuvent bien être vrai de nos jours, c'est les changements sous-jacents des conditions politiques et socio-économiques qui pourraient remettre le pays dans une position de net exportateur.

Dans le passé récent, on n'a pas atteint l'autosuffisance à cause de raisons historiques, politiques et climatiques, telles que la guerre de l'indépendance et la destruction de l'infrastructure associée, les politiques socio-économiques employées, et les variations dans la météorologie, qui ont toutes découragé la production.

Le processus de libéralisation économique et commerciale a, par moyen d'augmentations des prix et de disponibilité des biens, encouragé les producteurs de riz en général et a préparé la scène pour un changement historique potentiellement significatif dans la riziculture. C'est la première fois dans l'histoire de ce pays qu'on a libéralisé les prix d'achat et de vente et que les prix se déterminent au marché. La dévaluation du peso guinéen et le

⁹Entre 1920 et 1964, GB exportait 75.482, 8 tonnes de riz au Portugal.

taux de change déterminé par le marché ont créé des pressions ascensionnelles sur les prix du riz et du paddy. Cette tendance dans les prix a été renforcée par la compétition acharnée entre les commerçants à tous les niveaux. Cette combinaison a encouragé énormément les producteurs de riz à répondre en augmentant leurs niveaux de production aussi rapidement que leurs ressources le permettent.

Les producteurs de subsistance dans les régions excédentaires du pays font de grands efforts avec leurs propres ressources pour regagner des superficies supplémentaires des terres influencées par l'action des marées pour que les hectares supplémentaires entrent en culture dans les prochaines 3 à 5 années. Cette tendance positive de production sera renforcée par les différents projets rizicoles qui se réalisent au sud. Dans la région de Tombali et Quinara un total de 2.085 ha de terre était réclamée pour la riziculture par le DHAS entre 1982 et 1983. Selon le programme, le Département du Ministério do Desenvolvimento Rural e Agricultura aura récupéré encore 5.000 ha d'ici 4 ans, en construisant des barrages pour empêcher la pénétration des eaux salées. Si cette région est capable de produire 2,5 tonnes par ha, ceci ajouterait encore 12.000 tonnes de paddy au niveau actuel de production. Cette quantité ne passera pas entièrement au marché puisqu'une partie sera retenue pour l'emploi sur l'exploitation.

C'est la première fois que les producteurs ont décidé de produire le riz pour des buts uniquement commerciaux, comme illustré par les ponteiros dans la province de Bafata, qui se sont organisés pour produire du riz exclusivement pour la commercialisation; en tant que corollaire, c'est aussi la première fois que l'on a établi une base économique solide pour la riziculture mécanisée. Les premiers pas de riziculture mécanisée ont déjà été pris, comme démontré par les initiatives de CAAPLE.

Cette nouvelle initiative dans la riziculture pourrait rendre possible un taux plus élevé de production dans la région à l'est du pays, surtout près de Bafata, dans une courte période de temps. Ces producteurs ont cultivé au moins 2.500 ha de paddy pendant la campagne actuelle, et selon les espérances, d'ici 5 ans on en aura un total de 10.000 en culture. Si on arrive à maintenir un rendement moyen de 2 tonnes par ha, ceci produirait 20.000 tonnes de paddy pour être vendues.

Si on réalise ces espérances, on pourrait avoir le scénario suivant pour la production et disponibilité de riz. D'abord, un changement significatif dans les dispositions de riziculture aura lieu, surtout auprès de Bafata et au sud. Deuxièmement, plus de 30.000 tonnes de production supplémentaire pourraient être disponibles pour la consommation sur la ferme et hors ferme, ce qui veut dire que le pays s'approchera du point d'autosuffisance relative dans les 5 à 10 ans à venir.

Si les conditions politiques courantes et les conditions du marché continuent, un tel potentiel de production pourrait se matérialiser plus tôt que prévu. Un bon contrôle et analyse de ces tendances, aux niveaux de la production et de la commercialisation devraient pourvoir au bon moment les personnes décidant des politiques en informations pertinentes nécessaires pour prendre des décisions raisonnables pendant ces années critiques de transition.

SECTION III

SYSTEME DE COMMERCIALISATION DE RIZ EN GUINEE-BISSAU

A. Introduction/Aperçu

1. Cadre analytique

Etant donné les différences importantes dans les points de vue analytiques à partir desquels on comprend et discute les systèmes économiques, il faut des connaissances sur le point de vue des auteurs afin de mieux comprendre comment ils ont interprété les observations faites pendant cette étude.

a. Orientation du marché

Le point de vue analytique des auteurs est orienté vers le marché. Ceci implique que notre hypothèse de base est que les gens sont guidés par un intérêt personnel qui, bien que modifié par des contraintes culturelles, peut être employé pour prédire le comportement économique. Donc, quand on parle des quantités de denrées, tel que le riz, au-delà des besoins personnels et culturels, on s'attend à ce que les gens se comportent de manière économiquement raisonnable. Quand cette hypothèse est rejetée par les données rassemblées à travers les observations, nous sommes stimulés à comprendre et expliquer cette situation.

En tant qu'économistes orientés vers le marché, notre théorie est que les marchés en concurrence ont tendance à allouer les ressources dans une économie de manière que le bien-être du public est maximisé. Dans une économie de marchés, le bien-être du public est largement défini par le peuple à travers leurs achats au marché. Dans une économie de marchés, les gens achètent ce qu'ils désirent. Ce procédé de "voter avec leurs pesos" dirige l'emploi des ressources pour que le bien-être social soit maximisé. La conclusion la plus importante que l'on peut tirer sur la politique selon notre théorie est que l'emploi des ressources est dirigé au mieux par les forces commerciales. Il n'existe pas d'autre méthode pour diriger les ressources dans une économie qui réponde mieux aux demandes du peuple exprimées par moyen de leur pouvoir d'achat.

Avec ce point de vue analytique, les lecteurs doivent s'attendre à ce que les auteurs interprètent les preuves de concurrence intense comme bon signe. Il en suit également que toute restriction dans le débit libre de ressources sera interprétée comme obstacle à l'allocation efficace des ressources et à la maximisation du bien-être social. L'Annexe III présente une explication plus en détail des ces idées.

b. Modèles économiques employés

Nous allons employer le modèle de structure, conduite et fonctionnement comme cadre pour notre étude. Un autre modèle employé pour expliquer les régions commerciales et la direction des mouvements de produits s'appelle le modèle emplacement-prix. Les deux modèles sont discutés dans l'Annexe III.

2. Aperçu du marché de riz en Guinée-Bissau

Il sera plus facile de comprendre les détails du marché de riz en Guinée-Bissau si le lecteur a une idée générale du fonctionnement du marché. Le but de cette section est de fournir cet aperçu.

a. Emploi du riz

Bien que tout le riz qui entre en Guinée-Bissau soit consommé localement ou exporté, il joue un rôle principal dans l'économie locale comme moyen d'échange. Le riz est employé pour augmenter les salaires des employés publics et privés (l'emploi du riz pour payer les salaires des employés publics était aboli en 1989). Il est également employé pour acheter - par moyen des trocs - les noix d'acajou, les noyaux de palmier, l'arachide, le miel et la cire d'abeille. Le riz entre au marché de deux sources: les importations et la production domestique. Le riz importé est en général considéré de qualité inférieure au riz domestique et se consomme dans les villes principales et les régions déficitaires du pays. La plus grande partie du riz domestique se consomme dans les régions productrices de riz, bien que l'on commence à transporter des quantités plus importantes hors des régions productrices pour l'emploi dans les trocs et pour la vente directe aux consommateurs.

b. Disposition des mouvements de riz

Basé sur les chiffres estimés de production et utilisation pour 1988-89 fournis par le MOP, Office de Sécurité Alimentaire et les données sur les importations fournies par le MOC, le débit général de riz en Guinée-Bissau peut être décrit de la manière suivante. Les régions du sud de Quinara et Tombali ont produit un excédent d'environ 16.000 tonnes de riz (exprimé à une base décortiquée). Environ 3.000 tonnes de cet excédent étaient transportées à Bissau pour être usiné à l'usine principale puis vendu aux grossistes. La plus grande partie de la production excédentaire qui restait probablement était consommée dans les régions déficitaires près de la région productrice.

Notre modèle d'emplacement-prix (voir l'Annexe III) prédirait que cet excédent était employé dans les régions de Bafata et Gabu parce que les frais de transfert à cette région sont moindres qu'à la région de Bissau. Il est aussi significatif que le déficit estimé dans les régions de Bafata et Gabu, 15.600 tonnes, est du même ordre que l'excédent estimé dans les régions excédentaires du sud. Ces estimations soutiennent la prédiction que le riz du sud a tendance à se consommer dans les régions de Bafata et Gabu. La Figure III-1 montre les mouvements principaux du riz.

Le modèle emplacement-prix suggère que le riz importé est probablement employé pour alimenter les régions déficitaires près du port de Bissau. Ceci comprendrait les régions de Bolama, Biomo, Cacheu, Oïo et la région qui comprend Bissau. Ces régions avaient un déficit estimé d'environ 25.000 tonnes de riz. Les importations de riz se sont élevées à 40.000 tonnes. La Figure III-2 fournit une représentation graphique de la disposition probable des débits de riz importé en Guinée-Bissau.

FIGURE III-1

DEBIT DE RIZ NATIONAL EN GUINEE-BISSAU

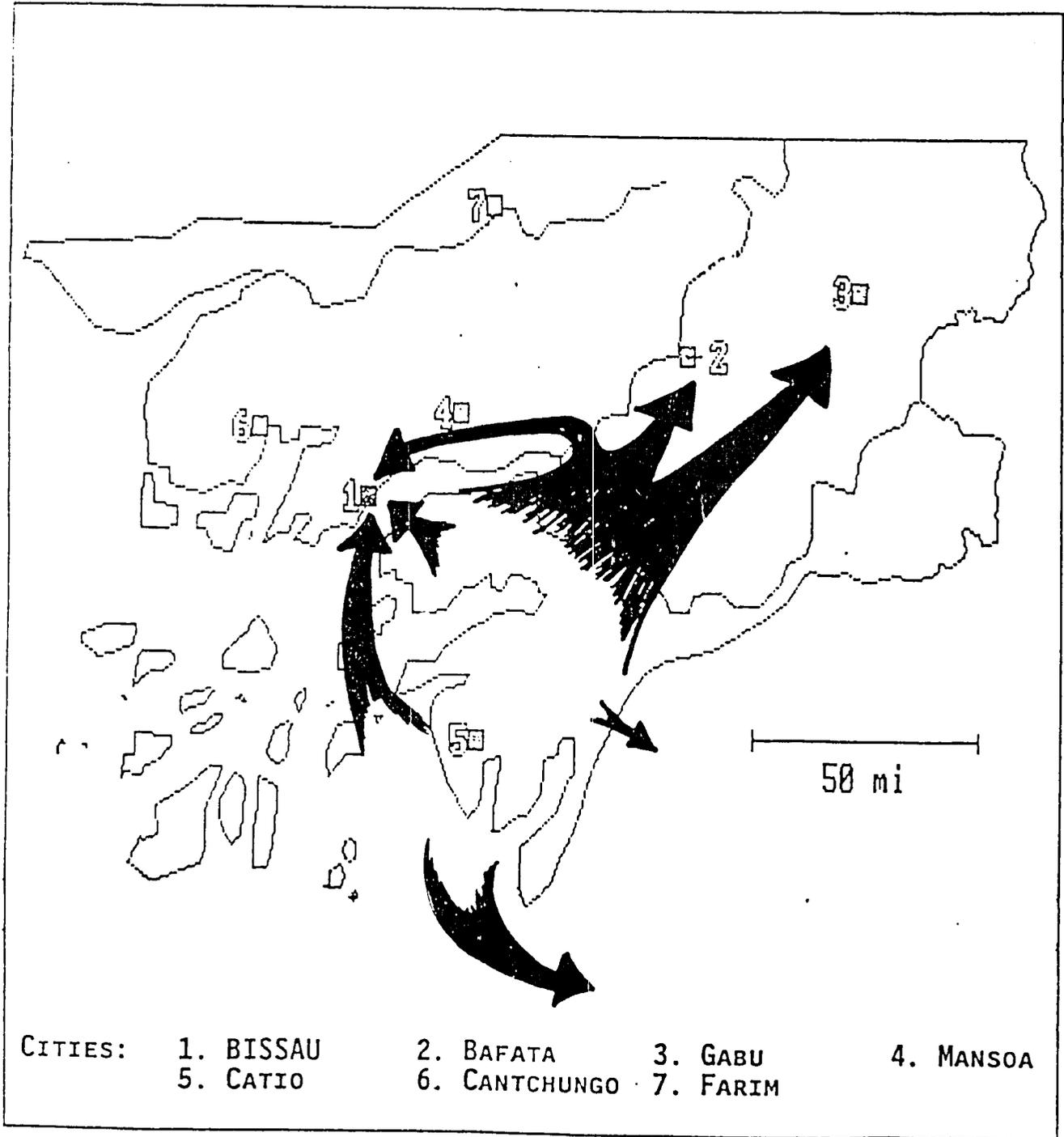
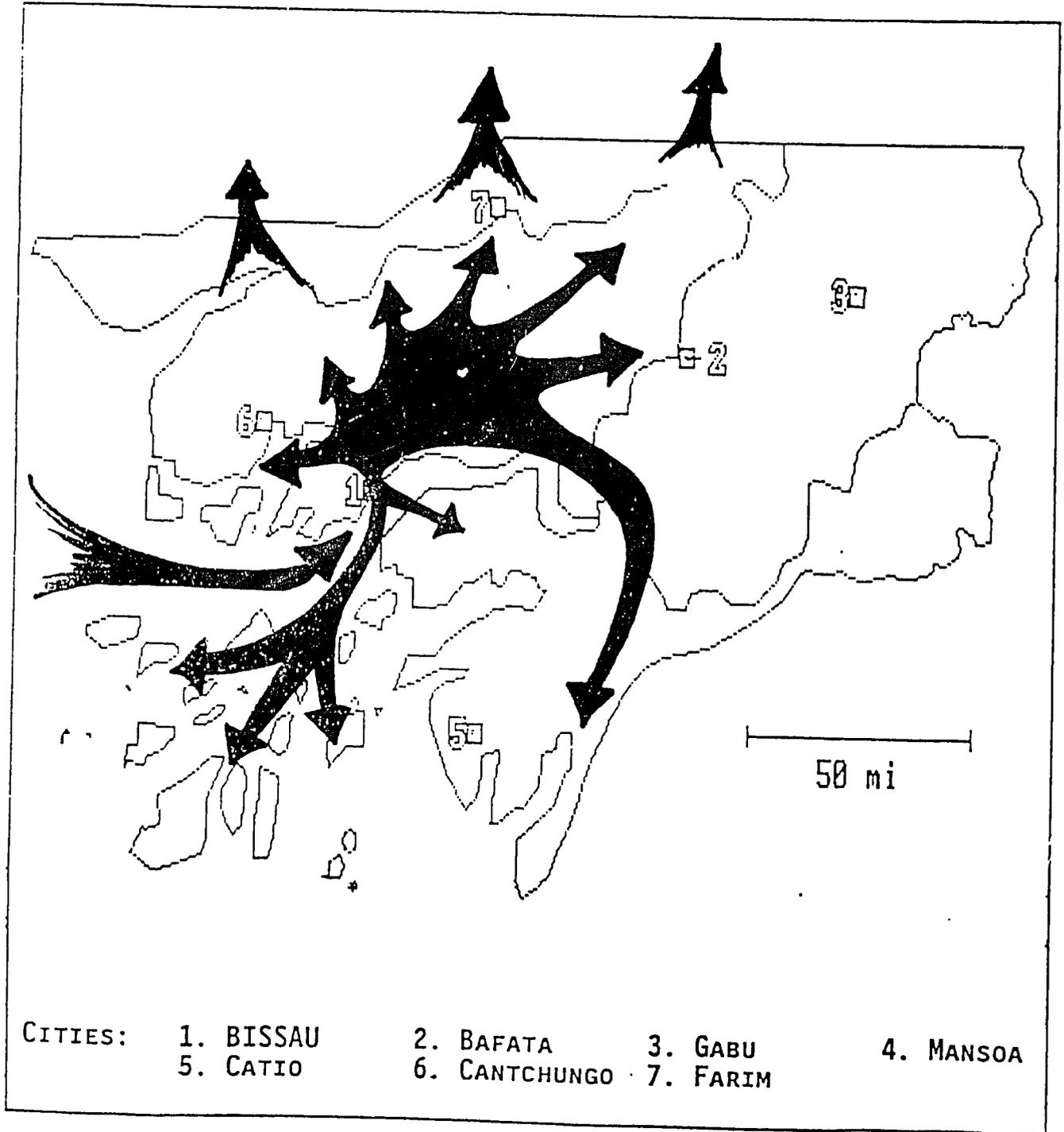


FIGURE III-2

DEBIT DE RIZ IMPORTE EN GUINEE-BISSAU



L'utilisation de cette différence de 16.000 tonnes entre la quantité importée et le déficit national estimé de 24.000 tonnes peut être expliqué par trois facteurs: niveaux de consommation plus élevés qu'anticipés, exportations et stockage. Ces trois facteurs pourraient expliquer une grande proportion de cette différence. Si on suppose une population d'un million d'habitants, la consommation par tête aurait à augmenter de 14,5% (de 110 kg à 126 kg par tête) pour expliquer les 16.000 tonnes de riz.

L'exportation de cette différence dans des camions de 10 ou 20 tonnes exigerait 800 à 1.600 camionnées. Si ce transport était échelonné sur une période de neuf mois, l'exportation exigerait 3 à 6 camions par jour, dépendant de la capacité du camion. Etant donné les nombreux points où on peut traverser la frontière, il est possible qu'une proportion significative des 16.000 tonnes en question pourrait être exportée éveillant ainsi l'attention. La FAO a estimé que les exportations de la Guinée-Bissau s'élèvent à 25.000 tonnes par an.

Le stockage supplémentaire et les changements dans les stocks de riz dans les voies de commercialisation sont censés varier de moins 4.000 tonnes à plus 10.000 tonnes à travers la période 1984-1988.

c. Organisation du marché de riz

Depuis 1986 le marché du riz a changé d'une situation dans laquelle les compagnies publiques dominaient le commerce à la situation du marché ouvert actuel. Le marché à présent est dominé par six organismes qui sont intégrés verticalement. Pour les buts de discussion, on appelle ces organismes les "commerçants principaux" ou les "grands commerçants". Ces termes reflètent le fait qu'en général chaque organisme est dirigé par une seule personne. Chaque organisme est organisé d'une forme pyramidale avec une unité administrative au niveau plus élevé de l'organisme qui dirige les opérations commerciales au niveau villageois par l'intermédiaire de gérants secondaires ou par contact direct avec les commerçants au niveau villageois. Le commerce principal de ces organismes est l'exportation de noix de cajou non transformées. Un commerce secondaire de ces organismes est de fournir le riz aux consommateurs urbains. Un petit nombre de commerçants indépendants dont le domaine commercial peut s'étendre à plusieurs villages travaillent avec les six organismes principaux.

Afin d'obtenir les noix d'acajou, les commerçants principaux distribuent le riz et les biens de consommation aux agents villageois qui font le commerce directement avec les producteurs ou les représentants des producteurs. Le commerce avec les producteurs se fait surtout en forme de trocs. Un peu de riz pour ce but est acheté des producteurs locaux, mais la plus grande partie est importée. A cause de la faible quantité de riz exigée par chaque organisme de commercialisation par rapport aux quantités importées, des groupes d'organismes de commercialisation coopèrent pour importer une seule livraison de riz qui est divisée parmi le groupe.

Malgré ce besoin de coopérer étroitement au niveau des importations, il semble exister très peu de coopération au niveau villageois où les commerçants font une concurrence féroce pour le produit et pour les agents villageois. Afin de procurer des provisions de la denrée désirée, les commerçants principaux donnent à leurs agents des fonds de roulement dans la forme de biens et argent en

espèces. Il leur permettent également d'employer de camionnettes pour aider dans le rassemblement des denrées désirées. Souvent ces camionnettes sont vendues aux agents selon un troc où l'agent fait les paiements avec des denrées. Ce procédé a créé un réseau de commercialisation qui a joint presque tous les villages dans le pays avec la capitale, Bissau.

Ce réseau semble avoir la capacité de s'élargir au-delà de sa concentration sur le riz et le noix d'acajou pour fournir des services de commercialisation pour toute une gamme de biens et services. Au début les grands commerçants employaient le crédit pour contrôler les provisions des denrées. L'acceptation de crédit obligeait l'agent villageois de livrer les denrées accumulées au commerçant qui lui avait fait crédit. Il existe maintenant des preuves qu'il devient de plus en plus difficile d'imposer ces accords à cause d'une augmentation dans la concurrence entre les grands commerçants pour avoir les agents villageois. De plus en plus d'agents villageois obtiennent des niveaux plus élevés d'indépendance en faisant des accords avec plus d'un commerçant.

La concurrence intense au niveau villageois a créé des bénéfices pour les producteurs par moyen de prix plus élevés pour les denrées qu'ils produisent et de prix plus bas pour les denrées qu'ils achètent. Avant la libéralisation du marché, les producteurs des noix d'acajou recevaient un kg de riz pour 2 kg de noix d'acajou. Pendant la campagne d'achat de 1988-89, de nombreux producteurs recevaient 1,33 kg de riz pour 2 kg de noix d'acajou. Plus tard dans la saison, les producteurs recevaient 2 kg de riz pour 2 kg de noix d'acajou. Ces paiements reflètent un changement dans la proportion de troc riz-noix d'acajou de 1/2 à 1/1,5 et finalement 1/1.

Les prix que les producteurs de riz reçoivent pour le paddy ont plus que doublé, sur la base courante du dollars U.S., entre 1987 et 1989. De manière plus spécifique, les fermiers ont reçu approximativement 62 GP/kg ou bien 0,07 \$/kg de paddy au taux officiel de change en 1987. En 1989, les fermiers ont reçu approximativement 300 GP/kg ou bien 0,15 \$/kg de paddy au taux officiel de change.

Les producteurs souvent empruntent des biens de consommation ou du riz des commerçants locaux pendant la "saison maigre" pour les rembourser au moment de la récolte. Dans le passé, quand le nombre de commerçants dans une région était limitée, les producteurs avaient très peu d'atouts dans les négociations avec les commerçants et souvent devaient rembourser leurs dettes avec des denrées qui avaient une valeur plus élevée que la valeur des denrées empruntées. Cette valeur supplémentaire représentait les frais d'intérêt. Il existe des preuves que la concurrence augmentée entre les commerçants pour avoir le commerce avec les producteurs a mené à une réduction considérable dans ces frais d'intérêt. Dans deux cas, on racontait aux auteurs qu'il n'y avait plus d'intérêt à payer et le commerçant considère que l'emprunt de biens aux producteurs est un moyen de gagner leur commerce dans l'avenir.

Pour résumer, le marché de riz en Guinée-Bissau semble montrer beaucoup de concurrence et donc il répond bien aux besoins du peuple de Guinée-Bissau. Les prix au marché local semblent refléter de près ceux dans le marché international. Ceci implique que les producteurs en Guinée-Bissau reçoivent des signaux de prix qui leur dirigeront dans des domaines de production dans lesquels ils auront

l'avantage compétitif par rapport aux producteurs mondiaux. Le travail des commerçants principaux pour créer un réseau de commercialisation pour le rassemblement des noix d'acajou semble avoir des bénéfices pour une proportion considérable de la population rurale. Les prix de riz, à la base actuel du peso, ont augmenté considérablement. On a vu des augmentations dans la quantité de biens de consommation disponibles à l'achat dans les zones rurales. Il semble que les efforts des producteurs de riz dans les négociations avec les commerçants ont augmenté considérablement.

B. Milieu économique

1. Milieu réglementaire

En mi-1989 l'économie de la Guinée-Bissau avait été largement convertie à une économie dirigée par le marché. On a aboli les contrôles sur les prix aussi bien que les monopoles étatiques qui avaient dominé le marché de riz. La société étatique de transformation, SOCOMIN, avait été liquidé. Armazens do Povo, la société étatique de commerce, qui avait dominé le commerce interne et international de riz et d'autres denrées, était en d'être convertie en une société privée. Le droit d'importer et d'exporter les denrées agricoles était accordé au secteur privé sous un système ouvert de permis généraux sous lequel les permis d'importations et d'exportations sont accordés automatiquement. On permettait aux sociétés de commerce internationales de traiter directement avec les sociétés de commerce privées. Les compagnies privées locales pouvaient traiter directement avec les producteurs de riz. La compagnie étatique de transport, Rodofluvial, continuait de fonctionner comme agence quasi-étatique, mais on a aboli les contrôles sur les prix de transport. Le résultat général des politiques de libéralisation était une renaissance dans l'activité des entreprises privées.

2. Fonctions auxiliaires

a. Installations fournies par le gouvernement

(1) Transport et communications

Une grande portion du pays est joint par des routes de toute saison en train d'être réparées et d'autres routes de toute saison qui sont en construction ou planifiées pour construction. Pourtant, les régions productrices de riz à Tombali et à Quinara n'ont pas encore été jointes aux régions de consommation de riz par une route de toute saison. Par conséquent, beaucoup de camionneurs refusent de servir ce marché à cause des dégâts à leurs camions quand ils travaillent dans cette région. Les routes en construction sont entre Sao Domingo et Bissora, entre Bambadinca et Buba, et entre Buba et Catio. La Figure III-3 est une carte de la Guinée-Bissau qui montre les routes principales. Les routes en construction sont marquées d'une ligne épaisse dans la Figure III-3.

Les services de transport en Guinée-Bissau sont gênés par le grand nombre de fleuves et zones estuariennes qui pénètrent le pays. Une fluctuation considérable des marées limite le service des bacs. Par exemple, le bac qui joint les parties nord et sud du pays à travers le fleuve Geba à Bissau ne peut fonctionner que si les marées le permettent. Souvent ceci limite le bac à une traversée par jour.

FIGURE III-3

AUTOROUTES EN GUINEE-BISSAU



LES ROUTES EN CONSTRUCTION SONT MARQUEES D'UNE LIGNE EPAISSE.

Le GOGB fournit des services de transport par terre et par eau à travers sa compagnie de transport Rodoflivial. Pourtant, il semble que les commerçants de riz engage ce service rarement pour transporter leurs produits en dehors de Bissau. Leur préférence est d'employer leurs propres véhicules ou ceux loués de camionneurs privés. L'industrie privée de transport a été l'objet d'une promotion par le GOGB pour importer et vendre à des termes financiers raisonnables un nombre important de camions à 20 tonnes. Malgré ce programme, la plainte que l'on rencontre très souvent chez les commerçants villageois est qu'il y a un manque de services de transport.

Les services d'expédition par eau qui sont fournis par la compagnie Rodoflivial semblent être une alternative peu attrayante au transport du riz par chemin, même pour le riz qui vient de la partie sud du pays. On craint qu'en demandant des tarifs qui sont inférieurs au coût réel, Rodoflivial limite l'entrée du secteur privé dans les services d'expédition par eau. L'effet de Rodoflivial sur le camionnage privé ne semble pas limiter l'entrée; pourtant il peut influencer le secteur privé de manière que les tarifs demandés ne couvrent pas les coûts. Une telle situation indique des tensions futures dans le secteur privé au moment où les camions auront besoin de réparations ou de remplacement et les camionneurs trouveront qu'ils ne peuvent pas payer les dépenses nécessaires.

Les communications téléphoniques joignent les villes principales. Une station de télévision a commencé des émissions en 1989.

(2) Argent comme moyen d'échange

Une monnaie stable est une des fonctions auxiliaires fournies par le gouvernement. En Guinée-Bissau la stabilité de la monnaie a été une contrainte à son emploi. En fait, une grande proportion du commerce au niveau de l'exploitation se fait toujours par moyen de troc. Un facteur qui explique cette pratique est la perception des producteurs que l'argent est un mauvais moyen d'échange parce qu'il ne retient pas sa valeur. Les efforts du gouvernement pour stabiliser la monnaie comprennent des efforts pour limiter les dépenses gouvernementales par rapport aux revenus, contrôler la croissance dans les réserves monétaires en dessous d'un taux cible d'inflation et initier un taux de change flexible. Il y avait des preuves au début d'une confiance augmentée dans l'argent comme moyen d'échange. Certains des plus grands commerçants ont commencé à accepter l'argent en espèces pour rembourser les dettes. De plus, le niveau augmenté de biens de consommation aux marchés locaux semble stimuler le besoin d'argent de la part des agriculteurs. Au lieu d'échanger leur produits directement pour obtenir les biens qu'ils désirent, certains commencent à demander de l'argent, ce qui leur donne plus de flexibilité pour convertir leurs produits en autres biens désirés.

Le besoin d'une monnaie stable va s'accroître au fur et à mesure que les producteurs vendent plus de leur production au marché. Leur désir pour le riz sera limité par leurs besoins personnels, ce qui est caractéristique de tout consommateur. Donc, leur désir d'avoir des quantités supplémentaires de riz va se baisser rapidement à un moment donné. Au-delà de ce point, le manque d'une monnaie stable découragera les transactions commerciales en forçant les commerçants d'employer le système complexe des trocs. Le riz qu'ils reçoivent en échange perdra sa valeur rapidement après que leurs besoins personnels soient

satisfaits parce que d'autres commerçants n'acceptent peut-être pas le riz comme paiement des services. Une monnaie stable facilite les transactions commerciales parce que tous les agents commerciaux l'acceptent comme paiement.

(3) Services bancaires

Les services bancaires sont souvent fournis par une combinaison d'organismes publics et privés. Le système bancaire en Guinée-Bissau est assez limité. La seule banque qui existe au pays, la Banque Nationale de Guinée-Bissau, n'a pas de succursales dans toutes les villes principales. Ceci limite l'accès du peuple à des services de base tels que le crédit et les comptes d'épargne. Le manque de crédit était presque toujours mentionné quand on demandait aux petits commerçants d'indiquer les problèmes principaux qu'ils rencontrent dans les opérations de leurs entreprises. Le manque de comptes d'épargne était noté quand on demandait aux villageois où ils gardaient leur argent accumulé: l'argent non converti en biens tangibles tels que chèvres est gardé à la maison. Il existe des projets pour créer une banque privée; pourtant ces projets n'ont pas été réalisés jusqu'à la fin de 1989.

(4) Système légal

Des services légaux adéquats et un système judiciaire sont presque essentiels pour faciliter le développement le développement d'une économie de marché. Le système légal en Guinée-Bissau souffre d'un manque de professionnels et d'équipement¹. Il n'y a qu'un seul avocat dans le pays qui travaille à temps complet dans le droit. Le nombre de juristes formés qui ont des postes judiciaires est moins d'un tiers du nombre nécessaire pour faire fonctionner le système légal actuel. Le manque d'équipement de bureau dans le Ministère de Justice a limité l'accès du peuple à la loi établie. Par exemple, le catalogue de la législation adoptée depuis l'indépendance est sur des fiches écrites à la main et il est dépassé de plusieurs années. On n'a publié aucune collection de législation sur des sujets quelconques, que ce soit pour le public général ou la profession légale. Il existe des préoccupations que les lois existantes, adoptées pendant la période coloniale, ne conviennent pas à la Guinée-Bissau moderne. Le problème est que les lois ne reflètent pas les lois traditionnelles qui sont largement acceptées et qui conviennent à de nombreuses questions, et qu'elles ne sont pas acceptables pour une économie moderne dirigée par le marché.

(5) Rassemblement et dissémination de données

L'efficacité d'un marché a un rapport direct avec la quantité de données connues sur les conditions commerciales telles que l'offre, la demande et les prix qui en résultent. Du à la nature du marché pour les informations, souvent il devient la responsabilité du gouvernement d'aider dans le rassemblement et la dissémination de ces données. Le GOGB vient juste d'élargir ses activités dans ce domaine. Par exemple, on a rassemblé et agrégé les prix mensuels au détail pour un groupe choisi de produits vendus à Bissau dans une série d'indices de

¹Report of an Advisory Mission of the International Commission of Jurists on the Administration of Justice in Guinea-Bissau by D. O'Donnell and J.A. Da Silva.

prix depuis 1986. Un sondage annuel de la production agricole a été commencé sous la direction de la FAO.

En dehors de ces efforts, la quantité de données connues est limitée. Il n'existe pas de données sur les quantités de riz vendues dans les marchés de Bissau, à partir desquelles on pourrait développer un rapport entre le prix et le volume vendu. Il n'existe pas de données sur les prix ou les volumes vendus dans les marchés principaux hors de Bissau. Les données sur les quantités et dates d'importations et d'exportations de riz et d'autres denrées sont très limitées et ne sont pas publiées. Donc il existe une incertitude considérable sur la quantité de riz qui est consommé réellement dans le pays. Ce manque de données complique la planification de toutes les opérations commerciales parce que les agents commerciaux n'ont pas d'idée suffisante du niveau de provisions qui circulent dans le système. Avec des données suffisantes, les agents commerciaux peuvent formuler des programmes pour maintenir le débit des denrées.

b. Services fournis par le marché

La commercialisation efficace exige des services généralisés qui ne sont pas forcément consacrés entièrement à une denrée spécifique. Des services tels que le transport ou le crédit, par exemple, sont employés par tous les membres de la communauté économique, et en tant que tels, ils sont souvent fournis par des entreprises de services plutôt que d'être fournis par toutes les entreprises pour leur propre emploi. Ces services facilitent les opérations commerciales en permettant aux entreprises de se concentrer sur la production de leurs produits principaux. Cette spécialisation augmente la productivité globale de l'économie. Le nombre de services spécialisés offerts a un rapport direct avec l'ampleur de l'économie parce que l'ampleur du marché des services spécialisés déterminera combien d'entreprises peuvent fonctionner économiquement. Il en suit que dans une économie en développement, beaucoup de ces services spécialisés, tels que la comptabilité, l'assurance et les services de bulletins de crédit, ne sont pas toujours offerts. Donc, la discussion suivante se concentrera sur les services de base, ceux du transport et du crédit.

(1) Services de camionnage

L'industrie de camionnage dans le secteur privé semble avoir beaucoup de concurrence et peut-être elle fonctionne à perte. Une visite à l'endroit où les camions privés attendent d'être engagés a montré combien les camionneurs étaient désireux de travailler. Neuf camions étaient dans l'endroit d'attente; comme nous approchions, nous étions immédiatement entourés de camionneurs, chauffeurs, agents et dockers qui offraient leurs services. Un autre exemple du degré de concurrence était donné par une entreprise qui engage les services de transport par camion. Le gérant de l'entreprise était étonné du coût bas des services de camions, et il disait que les tarifs demandés ne couvraient même pas le coût des services.

Une analyse rapide des coûts principaux pour le fonctionnement d'un camion de 20 tonnes aidera à illustrer ce point. Le Tableau III-1 développe un coût estimé de fonctionnement journalier pour un camion de 20 tonnes. L'estimation développée ne comprend ni les frais administratifs, ni les frais de capital pour les bureaux et le garage. Il faut aussi noter que l'estimation est basée sur

la supposition optimiste d'une utilisation du camion à temps complet: 288 jours par an et 600 km payés par jour. Avec ces suppositions optimistes, le coût estimé journalier de fonctionnement du camion est de US\$ 197, soit 571.339 GP par jour.

Celui que nous avons interviewé disait que l'on peut engager les camions pour des voyages d'une semaine en Sénégal à un tarif de US\$1.300 par semaine. Même en supposant que le camion était au repos et ne consommait pas d'essence, pendant 5 jours, notre estimation du coût réel serait de US\$1.069 (7 x (132+3) + 2 x 62). Ceci donnerait une marge de US\$ 231 pour payer la contribution du camion aux frais généraux et pour couvrir les périodes d'inactivité. Cette marge serait éliminée si le camion ne fonctionnait que 75% des 288 jours ouvrables de l'année. De telles marges minces indiquent un marché avec beaucoup de concurrence qui fonctionne probablement avec trop d'unités productrices. Elles signalent également une réduction future dans le nombre d'unités si on n'augmente pas les affaires considérablement. Dans d'autres mots, ceci veut dire que certaines entreprises privées de camionnage seraient forcées de faire faillite dans une économie normale dirigée par le marché.

TABLEAU III-1

FRAIS DE FONCTIONNEMENT ESTIMES POUR UN CAMION DE 20 TONNES

Coûts annuels	US\$	GP à 2900/US\$
(basés sur coût de \$60.000 pour un camion de 20 tonnes)		
Amortissement sur 3 ans	20.000	58.000.000
Intérêt sur l'investissement (0,5 x 60.000 x 20%)	6.000	17.400.000
Entretien à 20% de l'investissement	<u>12.000</u>	<u>34.800.000</u>
Frais totaux annuels estimés	38.000	110.200.000
Frais journaliers		
(basés sur un voyage de 12 heures à 50 km/h, soit 600 km)		
Coûts annuels exprimés à base journalière		
Coûts annuels divisés par 288 jours par an	132	382.639
Carburant (600 litres à 300GP/litre)	62	180.000
Chauffeur (208.800GP par mois de 24 jours)	<u>3</u>	<u>8.700</u>
Frais totaux journaliers estimés	197	571.339
Coût estimé par tonne par km		
(Frais journaliers divisés par 20 tonnes divisés par 600 km)	0,016	47,61

Cette analyse du camionnage privé était soutenue par un interview avec un camionneur privé. Son entreprise avait un camion de 20 tonnes, deux camions de 5 tonnes, quatre camions de 1 tonne et un camion de 1,5 tonnes. Le grand camion était acheté à terme du GOGB. Parce que l'entreprise ne pouvait pas faire fonctionner le grand camion à temps complet, on avait à employer des fonds d'autres entreprises pour payer les versements sur le camion de 20 tonnes. Le camionneur n'avait pas d'idée précise sur le coût de faire fonctionner les camions, et il expliquait que de tels renseignements ne seraient pas très utiles

dans la situation actuelle où le marché détermine le prix des services de camionnage.

En réponse à une question sur les tarifs demandés pour le camion de 20 tonnes, le camionneur a donné les deux exemples suivants. Il demanderait 1.200.000 GP pour un voyage en Gambie qui exigerait 12 heures aller simple. Au taux de change sur le marché parallèle de 2900 GP/US\$, ceci serait de US\$ 414 pour un voyage de deux ou trois jours, soit entre US\$ 207 et 138. Quand on lui demandait s'il louerait le camion à l'heure, il disait qu'il demanderait entre 25.000 et 30.000 GP l'heure. Pour une journée de 12 heures, 30.000 GP seraient un revenu journalier de US\$ 124. Ces deux exemples sont une indication d'une entreprise marginalement profitable ou sans profit lorsqu'on la compare aux coûts estimés montrés en Tableau III-1.

Des discussions avec des commerçants de riz en ce qui concerne leurs coûts de transport ont révélé une image un peu différente sur la rentabilité des entreprises de camionnage. Table III-2 montre ces données.

TABLEAU III-2

DONNEES DE COUTS RASSEMBLEES POUR LE SERVICE DE TRANSPORT

Date rassemblées	Route	Coût totale en pesos	Km	Tonnes	Coût par tonne par km	Coût par kg	Coûts Nord seulement	regionaux Nord au sud
Nov 17	Bissau-Cacheu	160.000	100	10	160	16	160	
Nov 18	Bafatá-Catió	500.000	196	10	255	50		255
Nov 19	Bissau-Gabu	300.000	201	10	149	30	149	
Nov 26	Bissau-Cacine	600.000	260	10	231	60		231
Nov 26	Bafatá-Cacine	400.000	175	10	229	40		229
Nov 28	Catió-Bafatá	200.000	196	10	102	20		102
Nov 29	Tite-Buba	100.000	66	10	152	10		
Nov 29	Fulacunda-Buba	218.000	36	10	606	22		
Nov 29	Bissau-Buba	500.000	223	10	224	50		224
Nov 30	Bissau-Farim	565.000	119	20	237	28	237	
Coût moyen par tonne/km par région							182	208
Données obtenues d'Amrazen do Povo								
Déc 4	Bissau-Gabu	322.500	201	10	160	32	160	
Déc 4	Bissau-Bafatá	252.500	151	10	167	25	167	
Déc 4	Bissau-Catió	452.500	281	10	161	45		161
Déc 4	Bissau-Cacheu	182.500	100	10	183	18	183	
Coût moyen, selon AP, par tonne/km par région							170	161
Coût moyen global par tonne/km par région							176	212

Les coûts donnés par AP sont un peu plus bas que ceux donnés par les commerçants privés. Ceci peut représenter la différence entre les prix demandés par les agences quasi-étatiques, Rodofluvial et les entreprises privées de camionnage. AP peut avoir tendance à utiliser les services de Rodofluvial à un plus haut degré que les autres commerçants. Le tarif moyen de tonne/km pour les routes dans le nord du pays est de 179 GP par tonne par km. Ceci est nettement plus élevé que les 47,61 GP par tonne calculé en Tableau 3-1, et suggère un profit plus important que dans l'analyse précédente. Il faut analyser cette divergence en plus grand détail.

La distance de transport la plus grande indiquée par les commerçants de riz était de 281 km. Sauf si la gestion des entreprises de camionnage en Guinée-Bissau est très efficace, il est peu probable que l'on emploie les camions pour plus de deux travaux par jour. Ceci suggère que la distance normale de fonctionnement pour le camion typique peut être plutôt de 300 km au lieu de 600 km comme indiqué dans 3.1. Il faut aussi noter en Table III-2 que la plupart des poids de cargaison sont de 10 tonnes au lieu de 20. Ces changements sont incorporés dans une estimation révisée du coût par tonne/km de faire fonctionner les camions dans 3.3. L'estimation qui en résulte est de 96,70 GP par tonne/km plutôt que les 47,61 GP calculés avant. Sur un voyage de 300 km, la différence entre le coût estimé de 96,70 GP et le prix moyen de 176 GP payé par tonne/km mènera à une marge considérable de 79,30 GP, ce qui indiquerait la possibilité d'une opération raisonnablement rentable.

TABLEAU III-3

FRAIS DE FONCTIONNEMENT ESTIMÉS POUR UN CAMION DE 10 TONNES

Coûts annuels	US\$	GP à 2900/US\$
(basés sur coût de \$30.000 pour un camion de 10 tonnes)		
Amortissement sur 3 ans	20.000	58.000.000
Intérêt sur l'investissement (0,5 x 30.000 x 20%)	3.000	8.700.000
Entretien à 20% de l'investissement	<u>12.000</u>	<u>17.400.000</u>
Frais totaux annuels estimés	19.000	55.100.000
Frais journaliers		
(basés sur 300 km par jour)		
Coûts annuels exprimés à base journalière		
Coûts annuels divisés par 288 jours par an	66	191.319
Carburant (300 litres à 300GP/litre)	31	90.000
Chauffeur (208,800GP per 24 day month)	<u>3</u>	<u>8.700</u>
Frais totaux journaliers estimés	100	290.019
Coût estimé par tonne par km		
(Frais journaliers divisés par 10 tonnes divisés par 300 km)	.033	96.67

Des facteurs qui peuvent diminuer cette prédiction optimiste sont le nombre réel de jours et de km pour lesquels on peut facturer les services de camionnage. Comme on avait mentionné auparavant, il est irréaliste de supposer que le camion moyen est employé à temps complet pendant 288 jours par an. Un deuxième facteur est le nombre de jours ou de km pendant lesquels le camion se déplace sans avoir une cargaison payante à bord. Ceci peut se produire quand le camionneur ne peut pas trouver une cargaison qui paie le retour d'un camion. Ceci veut dire que le camion rentre vide.

Les frais des services de camionnage calculés en Table III-2 emploient la distance d'aller simple entre le point d'origine et la destination sur la route. La raison pour ceci est que les commerçants de riz ont indiqué que les tarifs étaient pour aller simple. Si le camion était forcé de rentrer vide à son point d'origine, les revenus par tonne/km créés par le contrat seraient la moitié des chiffres montrés en Table III-2. Donc, les revenus moyens pour les contrats de transport au nord du pays seraient de 88 GP par tonne/km et le profit pour l'entreprise serait minable. Ces calculs sont basés sur des données incomplètes et donc on ne peut les employer que pour indiquer des scénarios possibles. Des analyses plus complètes exigent de meilleures données.

(2) Services d'expédition par eau

L'industrie privée d'expédition par eau en Guinée-Bissau est composée de beaucoup de petites entreprises qui ont des bateaux ou pirogues de fabrication locale. Les pirogues traditionnellement se font de rondins creusés. Les "bateaux" sont de petits vaisseaux de type européen faits de bois ou d'acier. On dit qu'un fabricant de bateaux en bois mène une école de formation à Catio. De plus en plus de ces bateaux et pirogues ont des moteurs hors-bord. La capacité de transport de ces pirogues et bateaux n'était pas déterminée. Evidemment les pirogues et bateaux sont employés pour rassembler le riz ou le paddy dans le sud du pays. Il y avait certains qui croyaient que ces bateaux étaient employés pour transporter le riz en Guinée-Conakry.

Le nombre d'entreprises qui avaient des vaisseaux avec des capacités supérieures à 10 tonnes n'était pas non plus déterminé parce qu'il n'y avait pas de preuve qui indiquait des affaires considérables d'expédition locale par eau. Un commerçant principal disait qu'il avait récemment acheté un vaisseau de 60 tonnes pour le commerce entre le nord et le sud du pays. On n'observait qu'une autre entreprise d'expédition locale, la Compagnie Stenaks de Commerce et Expédition.

Cette compagnie a trois vaisseaux de 25 tonnes qui fonctionnent entre les ports au sud et Bissau. La denrée principale transportée du sud est le riz. Cette entreprise ne semble pas être rentable et on s'attend à ce qu'elle arrête ses services dans le proche avenir. Les causes principales de la non-rentabilité de cette entreprise sont (1) la petite capacité des vaisseaux employés, (2) le coût de rassembler les cargaisons dans les ports ruraux, et (3) le coût, en termes de temps dépensé et tarifs payés, de suivre les règlements gouvernementaux dans les différents ports.

Les responsables de la compagnie expliquaient que le coût du vaisseau pour expédier le riz de Catio à Bissau par eau pouvait faire concurrence avec le coût de transport par camion. Mais quand on ajoutait les autres coûts de rassemblement des cargaisons et de conformation aux règlements, le coût total est plus cher que pour le transport par camion. Finalement, les responsables de Stenaks expliquaient qu'à cause d'une politique de demander des tarifs qui sont fixés par la compagnie étatique Rodofluvial, les coûts totaux de faire fonctionner le vaisseau Stenaks ne peuvent pas être récupérés. Ceci implique que l'on ne peut pas remplacer les vaisseaux à partir des fonds créés par leur emploi.

(3) Services de crédit privés

Bien qu'il existe un projet pour développer une banque privée pour servir le secteur privé, la situation à la fin de 1989 était telle qu'il n'y avait pas de système bancaire privé au pays. Le crédit pour les opérations commerciales venait des commerçants internationaux ou locaux. Les commerçants internationaux vendent des denrées à crédit aux commerçants locaux, ainsi finançant les opérations des commerçants locaux. Le GOGB a favorisé ce procédé en accordant des garanties de remboursement aux commerçants qu'ils peuvent employer comme nantissement avec les commerçants internationaux.

Les grands commerçants dans le marché du riz fournissent la plus grande partie du capital employé dans la voie de commercialisation du riz/noix d'acajou. Ce crédit est accordé aux agents commerciaux qui travaillent directement pour les commerçants principaux, dans la forme d'argent en espèces, véhicules, riz et biens de consommation. Puisque les ressources de crédit des commerçants principaux sont limitées, on s'attend à ce que la quantité de crédit disponible aux agents commerciaux aux niveaux inférieurs de la voie de commercialisation soit limitée.

Cette condition était reflétée dans les commentaires des agents commerciaux villageois interviewés. Quand on leur demandait quels problèmes ils rencontraient dans l'opération de leurs entreprises, ils répondaient le plus souvent qu'ils n'avaient pas suffisamment d'accès aux fonds d'exploitation pour servir leur marché. Les agents commerciaux villageois avec lesquels nous avons parlé souvent reprochaient le manque de crédit aux commerçants principaux, en disant que les commerçants principaux avaient tendance à accorder de petites quantités de crédit à plusieurs individus plutôt que de concentrer le crédit sur un nombre réduit d'individus.

Une telle politique de division de crédit peut convenir dans des circonstances où le réseau de commercialisation était en train de s'élargir rapidement et où la réputation de solvabilité des nouveaux agents commerciaux n'avait pas été démontrée. Dans ces circonstances, ce système de capitalisation du système commercial était peut-être la plus efficace des alternatives. Même un système bancaire bien établi aurait eu des difficultés à accorder le nombre élevé de petits prêts qui ont été faits par les commerçants principaux. Les prêts se faisaient typiquement sans le procédé formalisé d'octroi qui aurait été nécessaire si la banque avait accordé le prêt. Un tel procédé formalisé aurait vraiment limité l'accès de la population aux prêts parce qu'il n'y a que 5% pour cent de la population qui sache lire et écrire en Guinée-Bissau. Le procédé non formalisé a remplacé le procédé formalisé exigé par la banque ou l'organisme public de crédit, et à sa place a employé la connaissance des candidats de la part des commerçants.

La concurrence entre les commerçants principaux semble avoir limité la capacité des prêteurs de profiter injustement des emprunteurs. Cette idée est soutenue par des preuves indirectes qui indiquent que la flexibilité des emprunteurs a augmenté depuis la libéralisation du marché. Les premiers emprunts avaient été faits avec des termes stricts qui avaient engagé l'emprunteur de rembourser l'emprunt avec des denrées dont la valeur était fixée par le prêteur. Par exemple, nous avons parlé avec un acheteur qui avait acheté une camionnette à

un grand commerçants. Les termes du crédit ont précisé que la valeur entière de la camionnette devait être remboursé dans une année avec une quantité spécifique de noyaux de palmier. Le commerçant semblait être très satisfait des termes de crédit et il a remboursé la somme entière en trois mois. Des emprunts faits plus tard permettaient à l'emprunteur de rembourser l'emprunt sur une plus longue période de temps et de verser de l'argent pour les paiements. On peut prévoir que la concurrence entre les prêteurs leur forcera de continuer à modérer les conditions sur leurs prêts juste au point où le rendement sur les prêts est égal aux rendements attendus d'autres investissements.

Dans une économie bien développée, on s'attendrait à ce que les prêteurs spécialisés, telles que les banques, prendraient des commerçants le pouvoir de faire des prêts. Pourtant, dans les conditions actuels en Guinée-Bissau, on se demande si un autre organisme pourrait accomplir cette fonction plus rentablement que les commerçants.

Bien que le système actuel de crédit soit le moyen le plus pratique, sinon le plus efficace, de capitaliser le système commercial, il ne fournit pas le service bancaire important des comptes d'épargne. A présent la plus grande partie de la population n'a pas d'accès aux comptes d'épargne. Ceci limite l'utilité de l'argent parce que les gens n'ont pas de méthode pour stocker et protéger la valeur de leur argent. Deuxièmement, le manque de services d'épargne empêche le procédé d'intermédiation financière qui mobilise les fonds excédentaires pour des buts utiles. Ce procédé se produit quand les fonds limités de nombreuses personnes sont accumulés dans un fonds suffisamment important pour être prêté à des gens qui peuvent s'en servir d'une manière productrice. Ce procédé de mobilisation permettent aux communautés de prendre part au financement de leur propre développement.

C. Structure du marché: comment les participants sont organisés

1. Les commerçants principaux et leurs organismes de commerce

Les six principaux commerçants qui vendent le riz de Guinée-Bissau sont considérés comme étant:

Armazens do Povo (AP)	Geta
Fara Heneni	Djabi
Jacquité	Tonkara

Armazens do Povo est la société étatique qui dans le passé avait le monopole sur l'importation et l'exportation de toutes les denrées agricoles de la Guinée-Bissau. Armazens do Povo avait également le monopole sur la vente de beaucoup de biens de consommation, y compris le riz. D'autres commerçants pouvaient vendre les mêmes biens de consommation que l'AP; mais seulement au-dessus des prix offerts dans les boutiques AP. Ceci voulait dire que le secteur privé était relégué à servir des marchés qui n'étaient pas directement servis par AP. Ceux-ci étaient des marchés situés dans des villages isolés étant donné que AP avait déjà établi des boutiques dans tous les villes et villages principaux.

Le but des boutiques AP était de fournir un débouché pour les biens de production locale et pour des biens de consommation importés. Les biens de production

locale, tels que le riz, les noix d'acajou, les noyaux de palmier, l'arachide, l'huile de palmier, le miel et la cire d'abeille étaient achetés et exportés ou revendus sur le marché domestique. Le riz, par exemple, serait acheté dans les zones excédentaires et serait revendu dans les zones déficitaires. On employait le riz importé pour compenser la différence entre la production nationale et la consommation domestique. Le commerce entre les boutiques AP et les producteurs se faisait en forme de trocs. Par exemple, un kg de riz était échangé contre 2 kg de noix d'acajou.

Le changement récent dans la politique a éliminé le monopole de l'AP et a encouragé le secteur privé d'entrer en concurrence directe avec l'AP. AP fonctionne toujours; et bien que ses pouvoirs soient réduits, il retient des pouvoirs considérables grâce à son vaste organisme de commercialisation et à ses expériences.

Les cinq compagnies privées qui ont accepté le défi de faire concurrence avec AP ont pris modèle sur AP. Ces organismes font l'exportation et l'importation des denrées agricoles et ont des réseaux de commercialisation nationaux. Ces entreprises se concentrent sur l'exportation des noix de cajou. Ceci implique que le commerce du riz vendu aux consommateurs urbains a été en grande partie laissé au soin de l'AP et à de plus petits détaillants urbains. (Lorsque les prix urbains du riz sont favorables, on peut s'attendre à ce que les marchands principaux de riz le vendent sur le marché urbain; cependant, l'inquiétude principale est d'avoir du riz disponible pour la saison annuelle de noix de cajou. De là, les ventes urbaines de riz sont probablement d'une importance secondaire pour leur commerce.) Comme a fait l'AP, ces organismes importent le riz qui est employé pour obtenir les noix d'acajou par moyen de trocs. Les organismes fonctionnent par l'intermédiaire d'une série d'agents villageois qui échangent le riz et les biens de consommation contre les produits de production locale.

Une grande différence entre AP et les nouveaux commerçants est que les nouveaux commerçants ont moins de boutiques établies et plus d'agents mobiles. Les deux commerçants que nous avons interviewé, Fara Heneni et Mandinga de Geta, nous ont dit qu'ils possèdent moins de six boutiques situées à travers le pays. Une grande partie du commerce villageois des grands commerçants se fait par des individus qui font des ventes à partir de leurs maisons et de petites boutiques, en employant des véhicules et le crédit fournis par les grands commerçants. Les commerçants principaux font le commerce également avec des commerçants indépendants à moyenne ou petite échelle.

2. Commerçants secondaires indépendants

Il existe un nombre considérable de commerçants qui possèdent une ou deux boutiques mais qui n'ont pas d'organisme ou réseau de commercialisation comme est vrai des six commerçants principaux. Ces commerçants font surtout la vente au détail des biens de consommation. La plupart de ces commerçants achètent leurs stocks de riz des commerçants principaux. Parmi les commerçants principaux, AP fournit la plus grande partie de ces stocks, surtout à Bissau, Bafata et Gabu, puisque les autres commerçants s'intéressent plus à échanger leurs stocks contre les noix d'acajou. L'importation des biens de consommation est moins concentrée que celle du riz, avec les commerçants à moyenne échelle

qui importent des articles tels que les aliments préparés, les vêtements et la quincaillerie. A Bissau et dans les villes principales, ces commerçants font leur commerce en espèces. Les commerçants à moyenne échelle dans les régions rurales ont tendance à répéter les activités des plus grands commerçants mais à plus petite échelle, en échangeant les biens de consommation contre les produits locaux.

3. Commerçants ambulants

Un nombre inconnu de commerçants indépendants ambulants, connus comme Djilas, continuent à travailler dans les zones rurales. Ces commerçants viennent traditionnellement du Sénégal et font leur commerce à partir de leurs camions.

4. Commerce inter-régional de riz/tabac par les femmes

Une autre forme traditionnelle de commerce se fait par les femmes rurales de la tribu Balanta. Il est possible que cette même forme de commerce se fasse par d'autres; pourtant nous l'avons remarqué seulement dans un village Balanta au sud du pays. Les femmes de ce village voyagent au nord avec le riz et les articles d'artisanat, qu'elles échangent contre le tabac. Après être retournées chez elles, les femmes transforment le tabac pour la vente aux hommes. Les hommes utilisent le riz pour payer le tabac.

5. Organismes agricoles

Les organismes villageois de producteurs semblent être une nouvelle force dans le marché de riz en Guinée-Bissau. On les a observés au sud du pays. Ces organismes étaient initiés par DEPA pour servir comme point de concentration pour les efforts de développement villageois. La réussite la plus évidente de ces efforts est l'établissement des petites usines de riz. DEPA organise un comité, forme les membres dans la gestion et la comptabilité de base, et puis leur vend une petite machine pour l'usinage du riz. Le suivi fourni par DEPA comprend la formation dans le fonctionnement de la machine et la surveillance des procédures de gestion et de comptabilité.

Les bénéfices de ces organismes sont nombreux. Le procédé d'usinage du riz a fourni des sources de revenus supplémentaires pour ceux qui font fonctionner la machine aussi bien que pour les producteurs qui peuvent vendre le riz poli à un profit. Les femmes villageoises qui peuvent payer les services de la machine plutôt que de faire le décorticage à la main maintenant ont du temps libre pour poursuivre d'autres activités. Les profits et les expériences du fonctionnement de l'usine fournissent le capital que les organismes villageois emploient pour d'autres entreprises commerciales.

6. Commerce intra-familial

Les gens qui habitent les villes ont toujours des liens familiaux étroits avec des parents qui habitent dans les zones rurales. Souvent ces liens sont à la base de rapports réciproques. Quand un membre de la famille a des difficultés, les autres membres viennent à l'aide. On croit que cette aide peut expliquer une portion considérable du riz qui passe des zones rurales aux zones urbaines en Guinée-Bissau. L'autre preuve que nous avons obtenue sur ce phénomène venait

d'une enquête préparatoire des habitants de Bissau. Le but de cette enquête était de voir les possibilités d'établir des modèles de consommation moyenne de riz pour ces gens. Une question dans cette enquête a demandé si la personne a reçu des dons de riz des parents ruraux. 67% des gens sondés ont répondu oui. Des ces 67%, 60% disaient qu'ils recevaient du riz à une base régulière. Donc il paraît qu'il soit possible que presque 40% des habitants de Bissau reçoivent des dons alimentaires de leurs amis ou parents ruraux. Il faut faire des études supplémentaires pour estimer l'ampleur de ce commerce de riz intra-familial.

D. Conduite du marché: comment les participants au marché font le commerce

La conduite a un impact considérable sur le fonctionnement d'un système de commercialisation parce qu'elle peut faciliter la production de signaux clairs ou distorsions pour l'emploi des ressources. Par exemple, l'emploi du pouvoir commercial inégal entre les acheteurs et les vendeurs pour fixer le prix d'une transaction commerciale en faveur de l'un des participants peut distordre les prix qui signalent l'emploi socialement acceptable des ressources. Bien que la conduite soit influencée par la structure du marché, elle n'est pas déterminée totalement par la structure. Donc, l'existence d'un petit nombre de joueurs puissants, comme on trouve au marché du riz en Guinée-Bissau, n'implique pas automatiquement que ces joueurs vont collaborer de complicité les uns avec les autres pour fixer les prix. Une telle structure signale simplement la possibilité de conduite non compétitive et suggère qu'il faut surveiller la conduite des agents commerciaux.

1. Emploi de pouvoir commercial et crédit

La preuve indirecte de nos interviews avec les agents commerciaux à tous les niveaux du marché de riz indique que le changement le plus significatif dans la conduite a été une réduction importante dans l'emploi du pouvoir commercial pour fixer les prix en faveur d'un participant dans une transaction. La preuve principale révèle le changement attendu dans les prix après la dissolution du pouvoir monopsoniste: le prix des produits vendus par les agents commerciaux avec le moins de pouvoir a augmenté. Spécifiquement, les prix des noix d'acajou et du riz, deux denrées produites par des agriculteurs sans pouvoir, ont augmenté.

Des changements semblables sont indiqués par les changements dans la conduite des commerçants villageois. Avant la libéralisation du marché, ces commerçants avaient le pouvoir de dicter les termes des transactions commerciales, y compris celles à crédit. Les producteurs qui voulaient acheter du riz ou des biens de consommation à crédit devaient se mettre d'accord pour rembourser les emprunts avec les denrées précisées par le commerçant. Maintenant, les commerçants prêtent des biens, tel que le riz, aux producteurs à condition que la même quantité de riz sera rendu au commerçant au moment de la récolte. Les commerçants ont expliqué qu'ils faisaient ceci afin de développer la bonne volonté avec les agriculteurs, dans l'espoir que les agriculteurs continueront à faire des affaires, y compris la vente de leurs produits, avec le commerçant.

Comme noté ci-dessus, la preuve rassemblée pendant nos interviews suggère que les commerçants principaux ne font pas de complicité pour fixer les prix à leur faveur. De plus, il semble, comme discuté ci-dessus, que les commerçants

principaux perdent leur capacité de contrôler leurs agents villageois du à la concurrence augmentée entre les commerçants principaux pour établir un agent commercial dans tous les villages importants.

Le changement des prix des produits donne des preuves supplémentaires de l'absence des influences non concurrentielles au marché. Dans une économie concurrentielle, ouverte et dirigée par le marché, on s'attendrait à ce que les prix dans le pays refléteraient les prix mondiaux comme ajustés par les impôts pertinents. Un commerçant nous a fourni des prix que l'on peut employer pour déterminer à quel degré cette situation se produit en Guinée-Bissau. Le commerçant fait des importations de riz et des exportations des noix d'acajou. Le prix d'un chargement récent était de US\$ 328 par tonne livré au débarcadère à Bissau (cif). Le commerçant a récemment vendu un chargement des noix d'acajou à US\$755 par tonne, ce qui comprenait le coût de charger le produit à bord du navire (fob). En supposant que ces prix reflètent les prix internationaux pertinents, la valeur des noix d'acajou est de 2,3 fois celle du riz.

On a observé en Guinée-Bissau que cette proportion se déplace de la proportion fixée monopsonistiquement de 0,5 vers une proportion de 1. La proportion 0,5 reflète la pratique précédente d'échanger 1 kg de riz contre 2 kg de noix d'acajou. La proportion de prix est calculée en divisant 1 par 2. Les termes actuels de troc semble varier de 1,5 et 1 kg de noix d'acajou pour 1 kg de riz. Ces proportions de troc indique des proportions de prix anarcade-riz de 0,67 et 1. La proportion 0,67 est calculée en divisant 1 par 1,5 puisque 1,5 kg de noix d'acajou est échangé contre 1 kg de riz.

La différence entre les proportions externes et internes peut s'expliquer par l'impôt d'exportation de 40% sur les noix d'acajou et par les coûts de transfert dans le pays. Si on réduit le prix de US\$ 755 de 40%, il devient US\$ 453 par tonne. Dans ce cas, la proportion externe réelle entre les prix des noix d'acajou et de riz pour les commerçants en Guinée-Bissau est de 1,38 ($453/328 = 1,38$). Cette proportion de prix est pour les deux denrées sur cargo au quai de Bissau.

Pour refléter les coûts de transfert à partir de et vers le village, le prix de chaque denrée devrait être ajusté dans le sens contraire. Le prix du riz devrait être augmenté pour expliquer le coût de transférer le riz du débarcadère au village. Le prix des noix d'acajou devrait être réduit pour refléter les coûts semblables de déplacement des noix d'acajou du village au quai. Le prix du riz serait agmenté de 20% pour les frais de douane et les frais de débarquement et embarquement et de 100 GP/kg ou bien 34 \$/tonne ($100.000 \text{ GP}/2900 \text{ GP}/\$ = \34.48), pour les frais de transport et de manutention. Le prix des noix de cajou serait réduit de 5% pour les frais de port et de 100 GP/kg ou 34 \$/tonne ($100.000 \text{ GP}/2900 \text{ GP}/\$ = \$34,48$), pour les frais de transport et de manutention. Le ratio de prix qui en résulte au niveau du village serait de 0,92 ($\$396/\$428 = 0,92$). Ce ratio est comparé favorablement avec les ratios existant au niveau du village et qu'on a évalué entre 0,67 et 1. Si les suppositions de cette analyse sont correctes, elle indique la probabilité que les prix internes sont parallèles aux prix internationaux. Cette condition indique l'existence d'un marché interne compétitif avec l'absence de pouvoir commercial inégal.

Il faut insister sur le fait que cette analyse est bien limitée par les données disponibles. Par exemple, il est incertain si les US\$ 755 comprennent ou excluent l'impôt d'exportation de 40%. Deuxièmement les frais de port pour l'exportation des noix de cajou ont été estimés. Finalement les frais de transport et de manutention ont été estimés. Donc, plutôt que de l'accepter comme le jugement final de cette question, il faut employer cette analyse comme une indication de la tendance actuelle au marché et suggère qu'il faut une analyse plus complète.

2. Découverte de prix

La découverte de prix est le procédé important de fixer le prix auquel il faut échanger une ressource dans le marché. L'idéal compétitif est que les prix soient fixés par moyen d'enchères dans lesquelles tous les acheteurs ont la possibilité égale de faire une offre de prix pour la ressource. Une approximation raisonnable du procédé d'enchères est celle où les acheteurs et les vendeurs ont l'option de négocier avec plusieurs vendeurs ou acheteurs potentiels pour découvrir la transaction qui fournit le niveau le plus élevé de profits. C'est la meilleure description du procédé actuel de découverte de prix en Guinée-Bissau sous les politiques commerciales libéralisées. Cette situation est reflétée dans le nombre augmenté d'atouts que possèdent les producteurs dans les négociations. Maintenant ils ont plusieurs options pour vendre leurs produits et acheter les biens de consommation qu'ils désirent parce que les commerçants principaux et intermédiaires font concurrence pour obtenir les affaires.

3. Fonctions de commercialisation

Cette section discutera brièvement comment s'accomplissent les six fonctions principales de commercialisation dans le marché de riz en Guinée-Bissau. Couramment dans les marchés en développement il existe une variété de manières dans lesquelles on peut remplir les fonctions de commercialisation. C'est-à-dire, il existe de nombreux chemins que le produit peut suivre en traversant la voie de commercialisation. Ceci est en contraste avec la situation attendue dans un marché bien développé où la majeure partie de la denrée suit un nombre limité de chemins pour aller du producteur jusqu'au consommateur final. Dans la situation plus développée, chaque fonction de commercialisation a tendance à être exécutée par un agent commercial spécialisé. Par exemple, les producteurs ne se concernent pas de la transformation, vente en gros ou vente au détail parce qu'il n'est pas rentable de le faire. Pourtant, dans la situation où la voie de commercialisation n'est pas suffisamment développée pour permettre la spécialisation des agents commerciaux, le producteur peut exécuter toutes les fonctions de commercialisation et vendre son produit directement au consommateur. Il est également possible que les autres agents commerciaux remplissent plusieurs des fonctions de commercialisation. Ceci est la situation dans la voie de commercialisation du riz en Guinée-Bissau. Il faut se souvenir de ce fait quand on lit les discussions séparées de chaque fonction commerciale ci-dessous. Le fait que ces discussions sont séparées ne devrait pas impliquer que les fonctions soient exécutées par des groupes séparés d'agents commerciaux.

La Figure III-4 est un diagramme de la voie de commercialisation du riz comme on le comprend à présent. La caractéristique saillante de cette voie est qu'elle est très complexe avec des connexions multiples entre les agents commerciaux.

a. Rassemblement

Le rassemblement du riz produit localement est probablement la tâche la plus difficile dans le réseau de commercialisation du riz. La région principale productrice de riz est la région au sud du pays, composée des deux régions administratives de Quinara et Tombali. Cette région est mieux caractérisée par son manque de voies ferrées vers les régions de production. Les exploitations sont isolées, souvent situées sur de petites îles. Donc, la tâche de rassembler le riz de ces zones dans des lots qui sont économiquement rentables à transporter est difficile point de vue physique. La tâche devient encore plus difficile du fait que les producteurs n'ont pas tendance à vendre toute la production juste après la récolte. Il s'agit plutôt de producteurs de subsistance qui ne vendent qu'une portion de la récolte. Ceci implique que les producteurs considèrent leurs excédents comme des stocks de valeur qu'ils peuvent vendre pour rembourser des dettes ou obtenir des biens qu'ils ne produisent pas eux-mêmes. Cette pratique mène à un débit de riz vers le marché à travers une période de temps dans des quantités qui limitent l'emploi des méthodes de manutention à grande échelle. Elle exige que les agents de rassemblement soient prêts à rester dans les stations d'achat à travers une période de temps, ce qui peut réduire l'efficacité de leurs opérations.

La marge brute (différence entre le prix de vente et le prix d'achat) observée pour les agents de rassemblement variait entre 50 et 70 GP par kg de paddy manié. Cette marge brute représente environ 20% du prix de vente. La marge de 50 GP/kg reflète les prix payés par AP. Un des agents AP plus expérimentés anticipe que les agents de rassemblement gagneront environ 50 GP/kg sur le riz qu'ils rassemblent. Il faut ajouter les coûts de transport à ce coût de rassemblement pour déterminer le coût au grossiste de déplacer le paddy à la prochaine étape dans la voie de distribution.

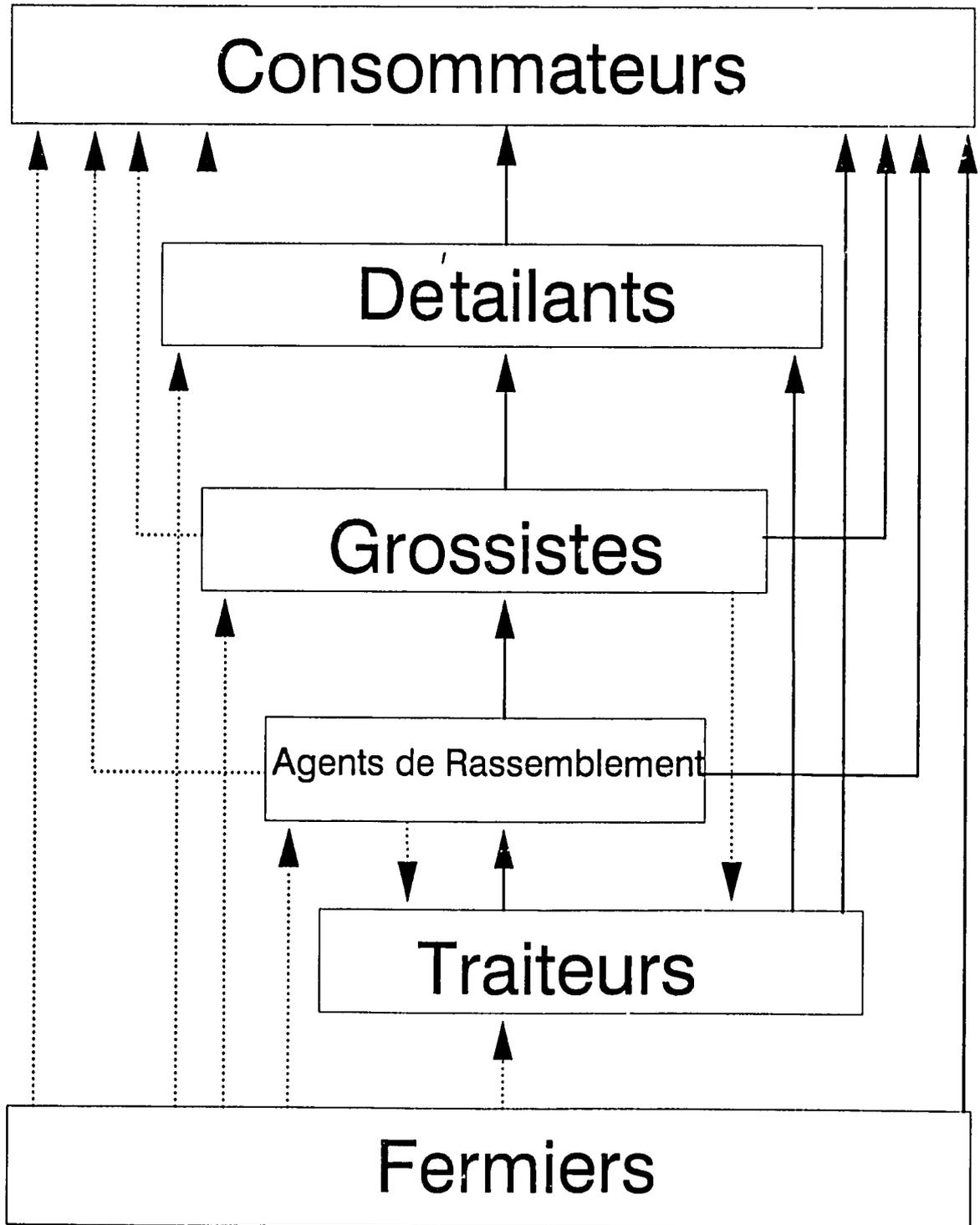
b. Transformation

Le riz de production locale est normalement décortiqué à la main; pourtant, il existe une alternative qui devient plus courante. On a établi 36 machines d'usinage dans la partie sud du pays sous l'égide de DEPA. Les organismes villageois font fonctionner ces machines, qui ont une capacité de 250 kg de paddy par heure, et on offre ces services d'usinage à la population générale. Les frais pour l'usinage est de 1 kg de riz usiné par 10 kg de paddy transformé. Ou les clients peuvent payer 25 à 50 GP par kg de paddy transformé. Pour un point de repère, le coût d'usinage de riz aux EU est estimé à \$2,00/100 livres, soit \$0,02/livre. Ceci veut dire un coût de \$0,044/kg. En employant le taux de change parallèle de 2900 GP/US\$, le coût d'usinage aux EU est de 127,60 GP/kg.

Même à 50 GP/kg de paddy, la pratique de faire l'usinage par machine semble avoir le potentiel d'augmenter les revenus des producteurs. Le prix d'achat en gros pour le paddy pendant la dernière campagne variait de 250 à 300 GP/kg, tandis que le prix d'achat en gros pour le riz variait de 400 à 650 GP/kg. Etant

FIGURE III-4

VOIES DE COMMERCIALISATION DE PADDY ET RIZ EN GUINEE-BISSAU



Paddy

Riz ———

donné le taux de rendement de 65% entre le paddy et le riz usiné, le coût d'usinage par kg de riz est de 38,46 à 76,92 GP/kg (25/0,65=38,46 et 50/0,65=76,92). En supposant un coût de paddy de 250 à 300 GP/kg, le coût du riz dans un kg de riz usiné est de 384,62 à 461,54 GP/kg (250/0,65=384,62 et 300/0,65=461,54).

Si on ajoute le coût du riz et le coût de la transformation, on a un produit fini qui coûte entre 423,08 et 538,46. Donc les producteurs qui préfèrent usiner le riz avec les machines locales avant de le vendre aux détaillants locaux ou aux clients ont la possibilité d'augmenter les revenus qu'ils reçoivent de la vente de leur riz. Le niveau de profit associé avec cette entreprise commerciale dépendra de leurs coûts au-delà du coût de transformation, et de leur capacité de vendre le produit à un prix rentable. Le prix au détail du riz importé a augmenté jusqu'à 1000 ou 1200 GP/kg dans certains marchés urbains pendant l'automne de 1989. De tels prix devraient attirer des efforts plus forts pour vendre le riz local dans les zones urbaines.

Le prix bas de 50 GP/kg de paddy demandé pour l'usinage par les machines villageoises peut signaler des problèmes pour les organismes villageois quand les machines à usinage commencent à s'user et exigent le remplacement. Le prix de 50 GP/kg était fixé en 1986 et n'a pas été ajusté pour refléter les changements dans la valeur de la monnaie. Les prix pour les pièces de rechange ont augmenté de plus de 500% depuis 1987. Si on ne change pas les prix d'usinage pour refléter les changements dans la valeur du peso, il est possible que les organismes villageois n'aient pas suffisamment d'argent pour acheter les remplacements. Une méthode pour éviter les problèmes d'argent est d'accepter le paiement en forme de riz ou de paddy. Ceci permettrait au prix des services de changer avec les changements dans la valeur réelle du riz.

Une étude en 1989 sur les machines à usinage a envisagé un taux confortable de profit si les organismes d'usinage demandaient 50 GP/kg de paddy transformé et si on pouvait faire l'usinage de seulement 65 tonnes par an². Les 65 tonnes représentent environ 30% de la capacité annuelle de la machine, estimée à 225 tonnes. La machine moyenne a transformé 77 tonnes par an. Pourtant, la prédiction du profit était basée sur la supposition que le coût de remplacement des machines et des pièces de rechange n'augmenteraient pas sur un délai de récupération de 5 ans. La pratique d'accepter le riz ou le paddy comme paiement compenserait considérablement l'effet de la valeur changeante des remplacements si le prix du riz changerait par rapport aux changements dans le prix des remplacements.

Les petites machines à usinage semblent transformer une quantité significative de riz transformé par machine dans le pays. L'étude de 1989 a estimé que 29 des 36 machines ont transformé 2.235 tonnes de paddy par an. Cette quantité est presque égale à la quantité de riz paddy transformé par l'usine de riz principale dans le pays. Pourtant, elle représente environ 2% de la production annuelle estimée à 100.000 tonnes. La petite machine avec la plus grande production a transformé 206 tonnes de paddy dans une année. Si toutes les machines pourraient

²Estudo Das Descascadoras de Arroz Instaladas Pelo DEPA-Coboxaque na Regiao de Tombali, de Patrick Levaux, avril 1989.

atteindre ce niveau de production, la production totale serait de 7.416 tonnes par an: environ 7% de la récolte annuelle de riz. Puisque la machine villageoise moyenne ne transformait que 77 tonnes, il est évident que la partie sud du pays a une capacité excédent pour la transformation du riz dans les conditions actuelles. En fait, les machines actuelles ont la capacité d'augmenter le niveau des services de transformation de 2,5 fois. Si on veut utiliser cette capacité excédentaire il faudra des changements dans l'emploi des services d'usinage par les villageois ou une augmentation dans les efforts de commercialisation pour faire venir le riz usiné dans les zones urbaines.

Le GOGB possède une usine de riz à Bissau avec la capacité d'usiner 150 tonnes de paddy en 8 heures. Le coût par tonne pour transformer le riz dans cette usine n'était pas disponible pendant notre visite. L'usine a été installée en 1956 et actuellement fonctionne à une fraction de sa capacité totale. L'usine a transformé entre 2.000 et 3.000 tonnes de paddy de la partie sud du pays pendant la dernière campagne qui durait de mars en août de 1989. Le fait que le moulin ne fonctionne qu'une partie de l'année indique l'existence de capacité excédentaire d'usinage dans la partie urbaine principale du pays dans les conditions actuelles. Donc, dans ces conditions actuelles, il semble que la partie sud du pays et la ville de Bissau ont une capacité excédentaire d'usinage du riz.

Il est clair que cette usine ne peut pas fournir suffisamment de riz pour remplacer le besoin typique de 40.000 tonnes de riz importé, même si le riz nécessaire venait de la production locale. A un taux d'usinage de 65%, 40.000 tonnes de riz veut dire 62.000 tonnes de paddy. A sa capacité de 150 par journée de 8 heures, il faudrait 413 jours pour transformer cette quantité de paddy. Si l'usine fonctionnait 16 heures par jour, on pourrait transformer les 62.000 tonnes en 207 jours.

Nous avons reçu des indications d'autres usines, mais nous ne pouvions pas vérifier leur existence. Une de ces usines a une capacité de 20 tonnes par jour et on dit qu'elle se trouve à Bissau. Trois machines de 3 tonnes par jour sont censées être à Cufar. Et on disait que l'AP avait un programme pour importer 10 machines d'une capacité de 3 tonnes par jour chacune.

c. Ventes en gros

La vente en gros est la fonction de la commercialisation qui fait passer le produit de l'étape de transformation à l'étape de vente au détail. La vente en gros en Guinée-Bissau n'est pas réalisée par un groupe bien défini d'agents commerciaux qui peuvent s'appeler des grossistes spécialisés. Il semble que tous les agents commerciaux dans la voie de distribution à partir des producteurs peuvent accomplir certaines des fonctions de commercialisation. Une grande partie de la fonction de vente en gros est réalisée par les six commerçants principaux, qui distribuent le produit de leurs agents villageois, leurs propres boutiques et les boutiques des commerçants indépendants dans les zones excédentaires aux agents dans les zones déficitaires. La vente en gros est également réalisée par un plus grand groupe de commerçants moins importants, y compris les Djilas (commerçants indépendants ambulants). Les Djilas achètent le riz et le paddy des agents de rassemblement et le vendent aux grands commerçants.

A cause du fait que la fonction de vente en gros est normalement combinée avec d'autres fonctions, il est difficile d'identifier les revenus qui se rapportent à cette fonction. Donc nous n'avons pas de chiffres pour la marge du grossiste. Cette marge serait la différence entre le prix que reçoit l'agent de vente en gros moins le prix auquel l'agent a payé le produit.

d. Ventes au détail

La vente au détail est la dernière étape dans la voie de commercialisation. A cette étape le produit est vendu au consommateur final. Tout comme avec la fonction de vente en gros, la vente au détail est réalisée par de nombreux agents dans la voie de commercialisation entre le producteur et le détaillant. Pourtant, à cause du fait qu'il existe de nombreux agents commerciaux qui se spécialisent dans les ventes au détail, on peut faire une estimation de la marge au détail. Pour le pays entier, les marges au détail observées pour le riz allaient de 5 à 30%. Les marges les plus élevées étaient observées en général dans les petits villages des zones déficitaires, tandis que les marges les plus basses étaient observées dans la capitale. Ces marges étaient nettement plus élevées pour certains commerçants pendant la période de disette en été 1989.

Le plus souvent la vente au détail du riz se fait dans des boutiques qui vendent une gamme générale de biens de consommation. Pourtant, une quantité importante est vendue par des individus qui ne vendent que le riz. Ces individus sont en général des femmes qui font leurs affaires dans les marchés des bazars ou près des boutiques des commerçants généraux. Le riz est vendu en forme non emballé dans des unités de 1 kg. Certains des commerçants généraux ne vendent que des sacs de 50 kg. Cette pratique crée la possibilité de ventes par les commerçants spécialisés parce que beaucoup de clients ne peuvent pas payer 50 kg de riz à la fois.

Le commerçant pèse le riz ou se sert d'une mesure volumétrique (caneca) qui contient environ 1 kg de riz. Une fois le riz pesé ou mesuré, il est versé dans le récipient de l'acheteur.

Les ventes de riz au niveau villageois se font normalement dans la forme de trocs. Les termes de commerce varient selon l'endroit. A Contuboeil, on a échangé une vache contre 300 kg de paddy. Sur l'île de Como, la valeur du riz semblait être plus basse en général. A Como, une vache vaut 20 balaios de paddy, soit 600 kg, puisqu'un balaio de paddy pèse environ 30 kg. Dans certains cas les ventes de paddy entre voisins se font la nuit pour cacher le fait que l'un des producteurs a du riz à vendre et que l'autre a besoin de riz.

e. Stockage

La fonction de stockage se produit à presque toutes les étapes dans la voie de commercialisation. On peut supposer que du stockage considérable a lieu dans les champs. Les agriculteurs font la récolte du riz à travers une période de temps. Ceci veut dire qu'une partie du riz n'est pas récoltée tout de suite après la maturité, mais reste "stocké" sur la tige pendant un certain temps. Les agriculteurs stockent du riz et du paddy chez eux. La méthode de stockage n'a pas été observée parce qu'il est considéré un manque de politesse de demander de voir le riz stocké. Le sociologue, M. C. Rui Ribeiro qui servait comme guide

pour l'équipe en Guinée-Bissau, a expliqué que les agriculteurs ne veulent pas que les voisins sachent combien de riz il a en stockage, de peur qu'il ne doive partager ce riz avec des amis et des parents.

Selon le Service de Protection des Cultures du Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture, des exemples de stockage traditionnel des cultures comprennent les paniers élevés, ouverts ou enduits de boue avec des toits de chaume, dans de grands récipients en poterie avec des couvercles qui ferment bien, et dans des paniers ouverts ou des sacs. Il y a des pertes importantes, mais non documentées, à cause des déprédateurs vertébrés et invertébrés, y inclu les insectes et les moisissures. Le Service de Protection des Cultures essaie de sensibiliser les villageois aux techniques de stockage par quelques démonstrations, et des éléments de stockage.

Les agents de rassemblement, les grossistes, les transformateurs et des détaillants stockent le paddy et le riz dans des sacs dans leurs magasins. Les techniques employées pour assurer la qualité du riz, au-delà de le protéger des pluies, sont très limitées. Le Service de Protection des Cultures n'a pas de programmes en cours pour aider les opérateurs à assurer la qualité de leur grains en stockage. Les données sur la quantité et la qualité de grains perdues pendant le stockage dans les entrepôts commerciaux n'est probablement pas disponibles.

f. Transport

Les femmes qui font la récolte du riz le transportent chez elles dans de petits paniers sur la tête. Cette méthode de transport est aussi employée pour transporter le paddy ou le riz de chez l'agriculteur au point de collecte. Si le paddy se trouve sur une île, il est transporté de chez l'agent commercial par des femmes qui en portent des paniers de 30 kg sur la tête. Les femmes portent le riz ou le paddy à l'embarcadère où elles versent le riz dans une pirogue. Sur l'île de Como, les femmes reçoivent 50 GP/panier. La pirogue est doublée de paillasses pour contenir le riz. La pirogue se déplace au débarcadère du continent où le riz est ensaché et chargé dans des camions. Le coût d'une pirogue (capacité inconnue) de l'île de Como au débarcadère de Catio était de 20.000 GP.

Du point de collecte, le riz ou paddy est ensaché et transporté dans des camions. Le coût de charger et décharger un camion de 10 tonnes était entre 60.000 et 120.000 GP. Ce prix couvrait 6 à 8 ouvriers qui recevaient 10.000 à 15.000 GP chacun. Le coût de chargement et déchargement dans les petits villages peut être beaucoup moins. Une personne nous a dit que ces ouvriers recevaient 5.000 GP chacun. Les coûts de camionnage dépendent de l'origine et la destination. Si le transport était dans le nord du pays, où les routes sont en bonne condition, le tarif par tonne par km ou tonne/km était de 176 GP en moyenne. Cette moyenne est au-dessus de la quantité limitée de données que nous avons rassemblé des agents commerciaux interviewés. Voir le Tableau III-2 où on présente toutes les données rassemblées sur les tarifs de camionnage. Le tarif des services de camionnage dans le sud du pays était de 212 GP/ton-km en moyenne. Le tarif plus élevé pour le transport au sud reflète probablement la mauvaise qualité des routes dans cette région.

Comme mentionné avant, les prix des services de camionnage peuvent indiquer une surabondance de camions sur le marché, dans les conditions actuelles. On a essayé de déterminer le nombre de camions dans le pays, pourtant, les données n'ont pas été obtenues. Une source d'information a révélé que 100 camions de 20 tonnes avaient été importés par le gouvernement et vendus aux commerçants locaux. Une autre source a élevé ce chiffre à 40 au lieu de 100. On disait également que plusieurs camions de 3,5 tonnes avaient été importés par les grands commerçants pour leur propre emploi et pour la vente à leurs agents.

4. Emploi de riz et paddy comme articles d'échange

Le riz et le paddy sont employés comme argent en Guinée-Bissau. Des quantités de riz sont régulièrement employées pour payer les salaires des travailleurs. Un propriétaire d'une plantation paie ses ouvriers 0,6 kg de riz pour chaque journée qu'ils travaillent. Les producteurs commerciaux de riz dans la région Bafata ont donné aux femmes 20% du paddy qu'elles ont récolté comme paiement du travail. Des étrangers à Bissau disaient qu'ils payaient une partie des salaires de leurs employés avec du riz parce que les gens s'y attendaient. On disait que les citoyens qui travaillent avec des "projets internationaux" reçoivent 25 à 30 kg de riz par mois comme supplément à leurs salaires. Bien que cette pratique ait été officiellement abolie, de nombreux employés gouvernementaux disaient qu'ils recevaient des portions de leurs salaires en forme de riz.

Le riz est échangé contre des denrées de production locale telles que les noix, les noix de palmier, l'arachide, l'huile à palmier, la cire d'abeille et le miel.

E. Fonctionnement du marché: fournir des quantités, formes et qualités convenables de riz au bon moment dans le bon endroit et au bon prix

1. Formes convenables: paddy contre riz

Bien que le riz se stocke le mieux en forme de paddy, on ne peut le consommer qu'après décortication. Donc la forme la plus convenable du riz dépend de son emploi immédiat. A cause du poids considérable des coques de riz, il faut stocker et décortiquer le riz près de sa région de production pour économiser les frais de transport. On commence à établir ce modèle de stockage et transformation de riz en Guinée-Bissau. Les commerçants nous ont indiqué la tendance croissante de la part des agriculteurs de décortiquer le riz avant de le vendre. L'explication de cette tendance comprend deux facteurs. D'abord, il y a la disponibilité augmentée des machines à usinage dans la partie sud du pays. Deuxièmement, il y a la différence entre le prix que les producteurs reçoivent pour le riz et pour le paddy. Sur l'île de Como cette différence allait de 165 à 273 GP/kg. Ceci est une augmentation significative dans les revenus, égale à 43% et 99% du prix qu'ils recevaient pour le riz décortiqué contenu dans leur paddy.

Ceci est calculé de la manière suivante. Le prix du paddy allait de 180 à 250 GP/kg. Si les producteurs auraient converti le paddy en riz à un taux de rendement de 0,65, ces prix impliqueraient que les producteurs recevaient les prix suivants pour le riz décortiqué dans le riz paddy vendu: 277 GP/kg et 385 GP/kg ($180/0,65=277$ et $250/0,65=385$). Donc la différence dans les revenus reçus

pour le riz était la différence entre ces prix ajustés et les 550 GP payés pour le riz décortiqué. Ces différences sont égales à 43% et 98% des prix ajustés du paddy ($550-277/277=0,99$ et $550-385/385=0,43$).

Des différences moins dramatiques dans les prix ont été indiquées à Catio et à Mato Farroba. A Catio, au début de la campagne, la différence entre les prix de paddy et de riz ont permis une augmentation de 30% dans les revenus des agriculteurs sur une base décortiquée. Les prix du paddy étaient de 200 GP/kg tandis que le riz décortiqué s'achetait à 400 GP/kg. Cependant, comme la campagne continuait, ce rapport a changé et il n'était plus rentable d'usiner le riz avant de le vendre. Les prix du paddy étaient à 400 GP/kg tandis que le prix du riz décortiqué n'était que de 600 GP. A ces prix, le riz décortiqué contenu dans le riz paddy valait plus que le riz usiné ($400/0,65=615$).

Il est possible qu'il ne fallait pas rapporter ce prix de 600 GP/kg et ce prix de 400 GP/kg de cette manière; cependant, deux commerçants avaient indiqué cette évolution dans les prix. On s'attendrait à ce que le rapport entre le paddy et le riz décortiqué resterait le même. Au moins le prix du riz décortiqué devrait couvrir les coûts identifiables de décortiquer le paddy: au moins $50/0,65=77$ GP/kg. Ceci impliquerait un prix de presque 700 GP/kg pour le riz décortiqué ($400 GP/0,65 + 77 GP$ pour l'usinage = 692,38). Pour que le rapport entre le paddy et le riz à Catio reste le même, le prix aurait à augmenter à 800 GP/kg quand le prix du paddy augmente à 400 GP/kg. Puisque les prix ne se comportaient pas comme prévu, cette situation signale le besoin d'études supplémentaires.

2. Quantités convenables

a. Débit inégal de riz sur les marchés urbains et ruraux du à des importations inégales

Les quantités ne sont pas convenables quand une disette dans le marché provoque une augmentation significative dans le prix au détail d'une denrée. Une telle augmentation s'est produite pendant l'été de 1989. On s'attend à une certaine augmentation de prix pendant cette "saison maigre". Par exemple, dans l'Annexe VI on a le prix moyen du riz au détail et par mois à Bissau pour les trois années de 1987 à 1989. Chaque année contient un mois ou plus pendant lesquels le prix moyen était de plus de 150% plus élevé que la simple moyenne des prix mensuels moyens. Donc, pour les trois dernières années, les augmentations significatives des prix en un mois donné semblent être une caractéristique du marché du riz de GB. L'augmentation du prix pendant l'été 1989, qui était de plus de 150%, peut être expliqué partiellement par la perturbation du flux normal du riz importé en GB pendant l'été de l'année 1989. Il est possible que ceci était dû au changement dans la politique gouvernementale qui a converti l'AP de sa position monopoliste en tant que l'unique acheteur du riz pour le pays à une position d'être un importateur de riz parmi plusieurs. L'incertitude de cette nouvelle situation aurait pu provoquer l'interruption dans les pratiques normales d'achat de riz.

AP aurait pu hésiter d'acheter les quantités normales de riz parce qu'on croyait que d'autres sociétés allaient commencer à importer le riz. Peut-être que les nouvelles sociétés n'étaient pas suffisamment préparées pour importer les quantités correctes au bon moment. Alternativement, peut-être les sociétés

d'importations n'ont pas pu satisfaire aux exigences financières de leurs contrats d'importation parce que les devises n'étaient pas disponibles au moment où on en avait besoin. Bien qu'une analyse des registres d'importations puisse aider à résoudre les aspects de cause et effet de cette question, on suppose que ce problème sera corrigé au fur et à mesure que d'autres importateurs privés plus expérimentés entrent dans l'arène des importations de riz et gagnent les expériences nécessaires pour régler le débit de riz dans ce pays pour aller de pair avec les conditions de l'offre.

3. Qualités convenables

a. Préférences de riz importé contre riz domestique

Il existe des preuves considérables dans la forme d'observations des commerçants que le riz domestique est préféré sur le riz importé qui est de basse qualité. Cette preuve était appuyée par l'observation des différences de prix à plusieurs reprises. A Bambadinca on vendait du riz 100% brisures du Pakistan à un prix de 1200 GP/kg. Juste à l'extérieur de la boutique du commerçant, des femmes locales vendaient du riz domestique à 1500 GP/kg. Ceci est une marge de 25% sur le prix du riz importé. On démontré la qualité du riz domestique en faisant renifler le riz aux clients. Le riz domestique n'avait pas l'odeur moisie du riz importé. A Tite, un commerçant nous a dit qu'il vendait le riz importé à un prix qui était 13% plus élevé que le prix du riz importé de qualité comparable. Un facteur qui nous a empêché d'observer plus de preuves sur la préférence de riz domestique était le fait que la récolte locale venait de commencer. Le résultat est que, nous avons rarement vu le riz national vendu sur le marché lors de notre étude en novembre 1989.

La bonne volonté des consommateurs de payer des primes pour le riz importé de différentes qualités a été observé dans les différences de prix. Un commerçant à Cacheu avait deux qualités de riz importé: une qui se vendait à 900 GP/kg et l'autre à 1.500 GP/kg. Un commerçant à Bissau avait quatre qualités différentes de riz importé, chacune avec une prix différente. La plus basse se vendait à 740 GP/kg, tandis que la plus haute se vendait à 1000 GP/kg.

b. Préférences sur le pourcentage de brisures

On observait certaines préférences sur la quantité de brisures dans le riz. On payait des prix plus élevés pour 35% de brisures que pour 100% de brisures.

4. Au bon moment

a. Campagne agricole et le besoin de riz dans les zones rurales

Le riz est planté en août et septembre et récolté en octobre, novembre et décembre. Les provisions de riz dans les zones rurales, donc, sont plus abondantes juste après la récolte. La saison maigre, pendant laquelle les provisions sont à un minimum, se produit pendant les mois juste avant la récolte. Dans les villages éloignés des routes de toute saison, la saison maigre est compliquée par le fait que les camions qui transportent des provisions supplémentaires de riz d'autres zones ne peuvent pas arriver aux zones déficitaires à cause des pluies qui rendent les routes impassables. Les citoyens

qui habitent ces zones normalement stockent suffisamment de riz pour durer pendant la saison maigre. Les familles qui n'ont pas suffisamment de riz pour toute la saison sont obligées de consommer d'autres grains ou de dépendre des parents ou des voisins pour obtenir du riz.

b. Calendrier agricole et le besoin en riz dans les zones urbaines

Le cycle annuel d'agriculture influence la disponibilité du riz sur le marché urbain de trois manières au moins. Premièrement, la récolte de riz annuelle a tendance à augmenter l'approvisionnement de riz sur le marché urbain à travers les ventes directes ou bien à travers les transferts aux membres des familles vivant dans les zones urbaines. Deuxièmement, la "campagne" annuelle de l'achat de noix de cajou est en grande partie basée sur le riz troqué. Donc, pendant les mois qui précèdent la récolte des noix de cajou, les commerçants peuvent être plus concernés que de retenir les provisions de riz disponibles, spécialement le riz importé, afin de les utiliser pendant la campagne des noix de cajou. Ceci peut impliquer un approvisionnement limité en riz sur le marché au détail pendant ces temps-ci. Le manque de riz sur les marchés urbains peut être accentué pendant la campagne de noix de cajou si les approvisionnements de riz pour le troque sont en moindre quantités que ce qui est nécessaire.

Finalement, on peut s'attendre à ce que l'approvisionnement de riz au zones urbaines à la fin de la campagne de noix de cajou soit faible puisque une grande partie du riz appartenant aux commerçants a pu être utilisée dans la campagne de noix de cajou. On peut s'attendre à ce que cette condition persiste pendant plusieurs mois parce que le pouvoir d'achat de la nation en nouvelles provisions de riz juste après la campagne de noix de cajou est bas à cause du manque de devises étrangères. La prochaine injection principale de devises étrangères aura lieu lorsque les marchands de noix de cajou reçoivent les paiements pour leur récoltes.

5. Prix convenables

a. Rapport entre les prix locaux et les prix internationaux

Les prix des denrées sont convenables quand (1) ils permettent aux consommateurs d'acheter les biens qu'ils désirent au prix le plus bas que possible, et (2) ils dirigent l'emploi des ressources dans le pays vers la production de biens que l'on peut vendre dans le marché international, ou qui peuvent faire concurrence avec les produits importés. En grande partie un pays est semblable à une famille dans le sens qu'il ne devrait pas produire chez soi ce qu'il peut acheter moins cher au marché. Cette idée mène à une politique de commerce international illimité qui permet au pays d'acheter dans le marché international les articles qu'il peut acheter à un prix moins cher que le coût de production. Pour qu'un pays ou famille soit indépendant de ses voisins, il doit produire suffisamment de biens ou services vendables pour subvenir à ses propres besoins. La famille ou le pays est obligé de se spécialiser dans la production des biens et services qu'il peut vendre dans les marché ouvert. Pour faire ceci, il doit se conformer aux désirs du marché dans lequel il vend ses biens et services; c'est-à-dire, il doit produire des biens et services vendables.

Cet ajustement au marché externe se produira automatiquement si les prix dans le marché externe ont un rapport direct avec les prix dans le marché interne. Ceci permettra au marché externe de diriger l'emploi des ressources à l'intérieur du pays vers des emplois qui sont de valeur pour les marchés externes et internes. Si un pays peut produire une denrée agricole tel le riz, les noix d'acajou ou le coton à un prix et une qualité qui permettent la vente sur le marché international, ces produits seront exportés et on peut employer l'argent qui proviennent de ces ventes pour acheter des articles qui ne sont pas produits dans le pays. Si un produit, tel le riz, peut s'acheter moins cher sur le marché international, ce fait sera reflété dans le prix du riz importé dans le pays. Si le prix du riz importé est plus bas que le prix du riz domestique, la production rizicole sera découragée et les ressources (gens, terres, etc.) seront encouragées à produire un produit qui leur permet de gagner des revenus plus élevés. Ces revenus devraient être suffisamment élevés pour leur permettre d'acheter le riz dont ils ont besoin au prix international plus bas, autrement ils n'auraient pas été découragés de produire le riz.

En Guinée-Bissau les prix dans le pays commencent à refléter de très près les prix dans le marché international. En 1987 le prix local à la ferme pour le paddy (90 GP/kg) a représenté 68% ($US\$204/tonne \times 650 \text{ GP}/US\$ = 132.600 \text{ GP}/tonne$) de la valeur moyenne annuelle du riz importé en Guinée-Bissau pour 1987 (voir l'Annexe III pour une liste des importations et valeurs). En 1988-89 les prix de paddy au niveau de la ferme étaient de 2550 à 400 GP/kg. A 300 GP/kg, et en se servant d'un taux de change de 2000 GP/US\$, le prix au niveau de la ferme représente 54% de la valeur annuelle moyenne du riz importé en Guinée-Bissau. Il faut noter que les 300 GP/kg deviennent 538 GP/kg pour le riz ($300/0,65 + 77 \text{ GP frais d'usinage} = 538,54 \text{ GP}/kg$). Ceci représente 96% de la valeur moyenne du riz importé en Guinée-Bissau.

Au lieu de décourager la production rizicole, les indications sont telles que certains genres de riziculture seront encouragés si on permet aux prix internationaux de diriger les décisions de production rizicole en Guinée-Bissau. On peut voir ceci par moyen de l'analyse suivante. Les prix de riz cités par les importateurs en Guinée-Bissau ont varié entre US\$264 et 328 par tonne au port de Bissau. Si on ajoute 22% (voir Annexe VII pour les frais de port récemment rapportés) au prix C&F à Bissau pour les frais de déchargement, on obtient un prix à quai de US\$322 à 400 par tonne. En convertissant ces chiffres en pesos au taux de change de 2000 GP/US\$, le prix à quai du riz importé est de 644.000 à 800.000 GP/tonne, soit 644 à 800 GP/kg. Le transport de ce riz à un village intérieur tel que Bafata ajouterait 25 GP à la valeur de chaque kg. Puis la majoration de 10 à 20% pour la marge du grossiste/détaillant donnerait un prix aux consommateurs de 743 à 1000 GP/kg.

Si on suppose que le riz de Catio pouvait faire concurrence avec le riz importé à Bafata, on peut calculer les prix d'achat du grossiste et de l'agent de rassemblement à Catio. D'abord il faut supposer que la marge au détail était de 10% à Bafata. Ceci veut dire que le détaillant à Bafata a payé 669 GP pour le riz de qualité inférieure. En supposant des frais de transport de 50 GP/kg entre Catio et Bafata, le commerçant à Bafata a payé 619 GP/kg de riz à Catio. On suppose que l'agent de rassemblement a gagné une marge de 50 GP/kg pour la manutention du riz. On suppose aussi que l'agent de rassemblement a payé 50 GP/kg de paddy, soit 77 GP ($50/0,65=77$) par kg de riz usiné pour la

transformation du paddy. Donc, l'agent de transformation aurait payé au producteur 569 GP/kg (619-50-569) pour le riz usiné ou 320 GP/kg (320/0,65+77-569) pour le paddy. Si le riz domestique est considéré un produit d'une plus grande valeur que le riz importé, le prix à Bafata, à Catio et au point de collecte serait relativement plus élevé. Puisque les producteurs locaux étaient disposés à vendre le paddy à 200 ou 250 GP/kg pendant la campagne de 1988-89, il est probable qu'ils seraient encouragés à cultiver des quantités plus importantes à des prix plus élevés.

En supposant que cette analyse est correcte, il paraît que les prix au niveau de la ferme sont convenables. Ils reflètent les prix internationaux et envoient les signaux corrects que les producteurs devraient considérer l'augmentation dans la quantité de riz cultivé. Cependant, cela ne veut pas dire que le GOGB doit activement encourager aux producteurs de cultiver plus de riz en consacrant plus des ressources nationales à des projets de culture. Le marché international du riz est très dynamique avec de grands pays exportateurs et importateurs qui entrent et sortent du marché sans avis préalable. Par exemple, en 1989 la Chine a réduit ses achats de riz dans le marché mondial et ceci a mène à des prix réduits pour le riz pendant l'automne de 1989. Un autre facteur dans la réduction des prix pendant l'automne de 1989 était l'entrée du Viet Nam dans le marché d'exportations.

Sans pouvoir prédire l'avenir des prix internationaux, on court des risques en investissant dans la riziculture. Si le gouvernement encourage les producteurs à augmenter leur production rizicole, le gouvernement sera reproché si les prix subissent une baisse, ce qui nuit aux producteurs. Ceci peut mener à des demandes de soutien gouvernemental pour les producteurs à un moment où le gouvernement devrait consacrer ses ressources à l'augmentation des services auxiliaires de base. Malheureusement, le soutien accordé aux agriculteurs, en les encourageant à produire une récolte non rentable, les empêche de chercher des récoltes rentables. L'action la plus raisonnable pour le gouvernement est d'employer ses ressources pour augmenter le niveau des services auxiliaires de base qu'il offre à tous les citoyens et de permettre au marché de diriger les efforts des producteurs. Si le prix d'une denrée donnée baisse du aux forces commerciales, ceci ne nuira qu'à une portion des producteurs. Aussi, il est probable qu'ils seront préparés à absorber les chocs du marché s'ils savent qu'ils ne peuvent pas s'attendre à ce que le gouvernement absorbe les chocs à leur place.

L'amélioration des routes et l'abolition des impôts sur le riz qui sort de la partie sud du pays devraient mener à une augmentation dans le prix que les producteurs au sud reçoivent pour leur produit. Dans notre exemple de la concurrence entre le riz de Catio et le riz importé dans le marché à Bafata, nous avons supposé que le coût de transport de Catio à Bafata était deux fois celui de Bissau à Bafata. Ceci a réduit de 25 GP le prix que le commerçant de Bafata voulait payer pour le riz à Catio. Nous n'avons pas tenu compte de l'impôt sur le riz qui part de Catio, mais si le commerçant devait payer 100 GP/kg en forme d'impôt, il aurait certainement réduit le prix qu'il était disposé à payer pour le riz à Catio. Le résultat total de ces deux facteurs aurait pu réduire de 25% le prix reçu par le producteur. Etant donné la réaction des producteurs aux changements dans les prix, une augmentation ou baisse de 10 ou 20% dans le prix reçu par le producteur aurait eu un effet marqué sur leur activité commerciale.

Le commerçant à Como nous a dit qu'une différence de moins de 10 GP (égale à moins de 5% du prix reçu) entre les prix à Como et à Catio ferait que les producteurs vendraient leur riz à Catio plutôt qu'à Como.

En employant la représentation visuelle du modèle emplacement-prix, une amélioration dans les routes au sud ou une réduction dans les impôts sur le riz qui part du sud élargira le marché de Bafata vers le sud du pays. Ceci ferait que plus de producteurs de Guinée-Bissau entreraient dans le marché de Bafata.

Les prix au niveau du consommateur semblent être convenables. Ils reflètent le coût des différentes qualités de riz disponibles sur le marché. Deuxièmement, les prix reflètent le coût de fournir les services de ventes en gros et au détail. A Bissau, la marge entre les niveaux en gros et au détail; est peu importante, souvent à l'ordre de 5%. Dans les zones rurales, cette marge est plus importante; cependant, on peut l'expliquer par le fait que les opérations dans les zones rurales sont probablement moins efficaces parce qu'il y a un nombre réduit de gens qui sont servis par une boutique donnée.

Donc il paraît que les prix sont en général convenables au niveau de la ferme et au détail dans la voie de commercialisation du riz. Les impôts sur le riz qui part de la partie sud du pays peut être l'unique exception à cette observation.

- b. Les proportions de prix internes des denrées devraient refléter les proportions internationales

Si les prix sont convenables, ils refléteraient les prix internationaux et les proportions entre les prix des denrées dans le marché externe. La proportion de prix internationale qui nous concerne en Guinée-Bissau est la proportion entre le prix des noix d'acajou et celui du riz. Comme noté ci-dessus, dans la section sur l'emploi du pouvoir commercial et du crédit, cette proportion de prix sur le marché international près du port de Bissau était de 2,3 à 1. Une fois que cette proportion est ajustée pour le tarif sur les noix d'acajou, la proportion externe réelle des prix est de 1,38 à 1. On a fait un réglage supplémentaire pour refléter les frais de transport entre les zones rurales où le commerce des noix d'acajou a lieu et le port à Bissau. Une fois réglée, la proportion de prix externe devient 0,82 à 1, ce qui compare favorablement à la proportion de prix interne. La proportion de prix interne semble changer de 0,67 à 1 vers une proportion de 1 à 1 à cause de la concurrence parmi les commerçants principaux pour obtenir les noix d'acajou. Donc il paraît que les proportions de prix internes commencent à refléter les proportions de prix internationales.

- 6. Endroit convenables: interpréter le débit du riz en employant le modèle emplacement-prix

Deux des questions principales qui se rapportent au mouvement de riz en Guinée-Bissau sont (1) est-ce que des quantités considérables de riz de la partie sud du pays arrivent à Bissau, et (2) est-ce que des quantités considérables de riz sont exportées au Sénégal et en Guinée-Conakry? On peut s'adresser à ces deux questions en se servant du modèle emplacement-prix des coûts de commercialisation. La première question est plutôt une question du pouvoir commercial du marché à Bissau comparé aux marchés à Bafata et Gabu. Pour que

le riz soit attiré du sud à Bissau il faut que le prix à Bissau soit de 15 GP/kg plus élevé qu'à Bafata: un montant qui compenserait le fait que le transport de Catio à Bissau est de 85 km plus long que de Catio à Bafata.

Cette condition n'existerait pas dans la plupart des situations parce que les augmentations de prix à Bissau provoqueraient des augmentations de prix à Bafata. Ceci peut être vrai surtout dans des conditions de disette quand les gens sont plus disposés à payer des prix plus élevés et acheter des quantités plus importantes que d'habitude. Donc, toute augmentation de prix à Bissau serait égalée à Bafata jusqu'à ce que le marché soit devenu saturé de riz. Au moment où le marché à Bafata atteint une surabondance de riz au prix élevé, le prix à Bissau peut commencer à attirer le riz vers son marché parce que les augmentations de prix à Bissau ne sont plus égalées à Bafata.

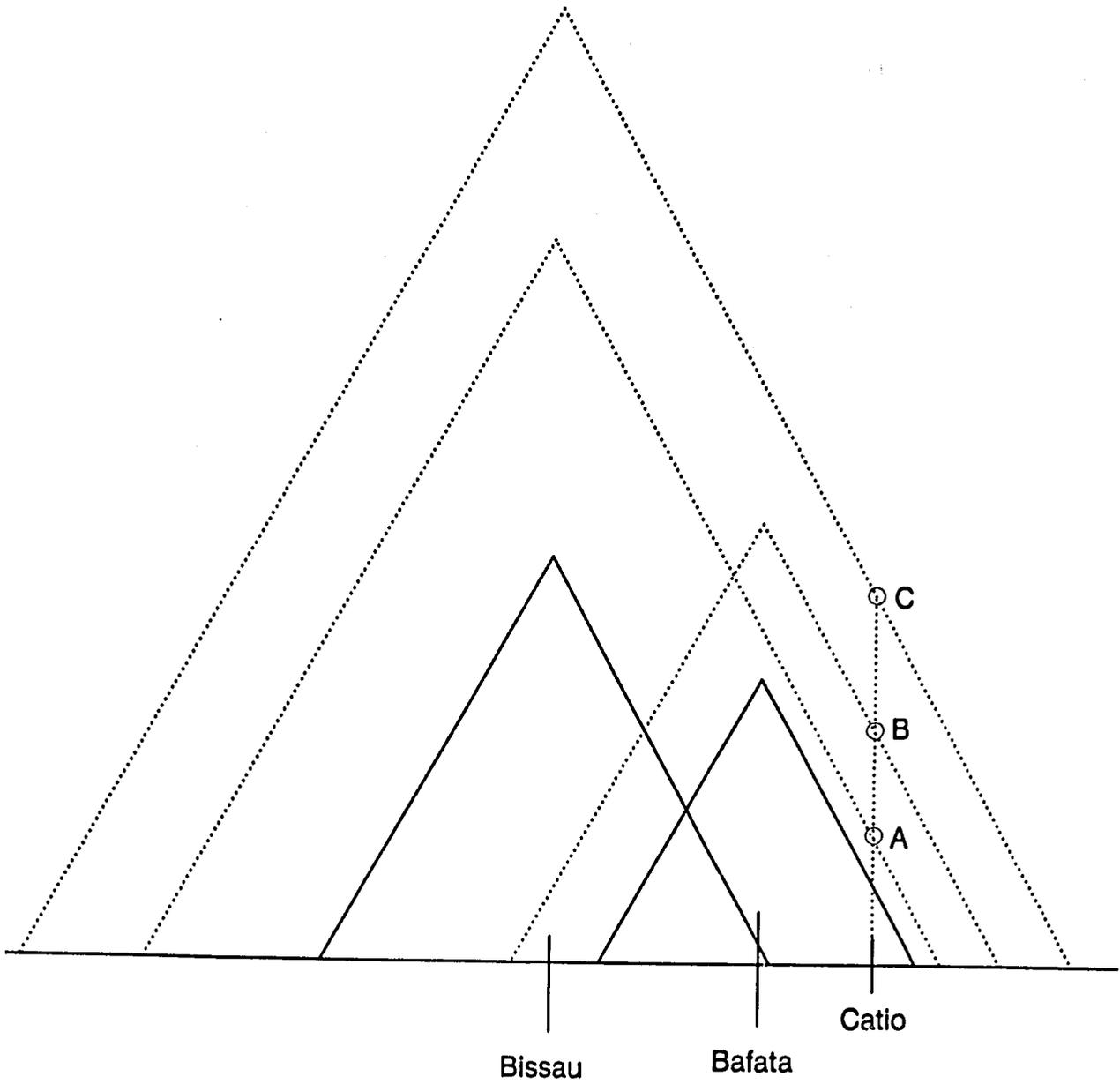
Ces deux scénarios sont illustrés dans la Figure III-5. Comme le prix à Bissau augmente, la tente de prix sur Bissau augmente. Ceci est montré dans la Figure III-5 en forme du changement de la tente faite de la ligne solide à la tente faite de la ligne pointillée sur Bissau. La ligne verticale sur Catio indique où le riz de Catio sera vendu. Quand le prix à Bissau augmente au début, la ligne verticale sur Catio croise la tente de prix de Bissau au point A. Ceci indique que le riz de Catio peut se vendre le plus rentablement à Bissau. Pourtant, comme le prix augmente à Bissau, le prix à Bafata fait de même. Donc la ligne verticale sur Catio croise la tente de prix de Bafata, indiquant que le riz sera vendu à Bafata. Ceci est indiqué par le point B dans la Figure III-5. Une fois que le marché à Bafata atteint une surabondance de riz et que le prix à Bissau continue à augmenter, le riz commence à se déplacer vers Bissau. Ceci est représenté par le Point C dans la Figure III-5.

Donc, la question peut trouver son explication dans la disponibilité de suffisamment de riz excédentaire dans la partie sud du pays pour satisfaire aux besoins de la zone de Bafata et Gabu, avec des quantités suffisantes qui restent pour la vente à Bissau. Les chiffres employés par le Ministère du Plan, Office de Sécurité Alimentaire suggèrent que l'excédent vendable au sud est égal au déficit aux zones de Bafata et Gabu. Ceci suggérerait que la plus grande partie de l'excédent du sud est consommé dans les zones de Bafata et Gabu et n'arrive pas à la ville de Bissau.

Une question liée est la suivante: Pourquoi est-ce que le riz du sud n'est pas arrivé à Bissau pendant la disette de l'été de 1989? Aux raisons données ci-dessus on peut ajouter deux autres facteurs explicatifs. D'abord, la disette s'est produite au début de la saison maigre, à un moment où les excédents sont déjà rares dans les régions productrices. Deuxièmement, le gouvernement de la région de Tombali a essayé de limiter le débit de riz hors de cette région. Finalement, le fait que la plupart du riz à partir du sud soit commercialisé sous la forme paddy est peut être la raison qui fait que les zones rurales ne l'aient pas accepté.

FIGURE III-5

EFFET D'AUGMENTATIONS DE PRIX A BISSAU SUR LES MOUVEMENTS DE RIZ



La deuxième question est si des quantités considérables de riz sont exportées au Sénégal et en Guinée-Conakry. Encore une fois, la réponse à cette question peut être visualisée en se servant des "tentes" du modèle emplacement-prix. Supposons que l'on construit une tente sur le village sénégalais de Tanaf. La hauteur de cette tente doit être suffisante pour attirer le riz des régions productrices de riz au Sénégal ou du port d'importations. Supposons pour le moment que le transport du riz au Sénégal n'est pas subventionné par le gouvernement sénégalais. Supposons aussi que les routes qui vont en Guinée-Bissau sont de la même qualité que les routes qui vont vers les zones excédentaires de riz au Sénégal. Ceci impliquerait que le domaine commercial couvert par une tente de prix sur une ville sénégalaise s'étendrait à une distance égale vers la Guinée-Bissau que vers les zones excédentaires de riz au Sénégal.

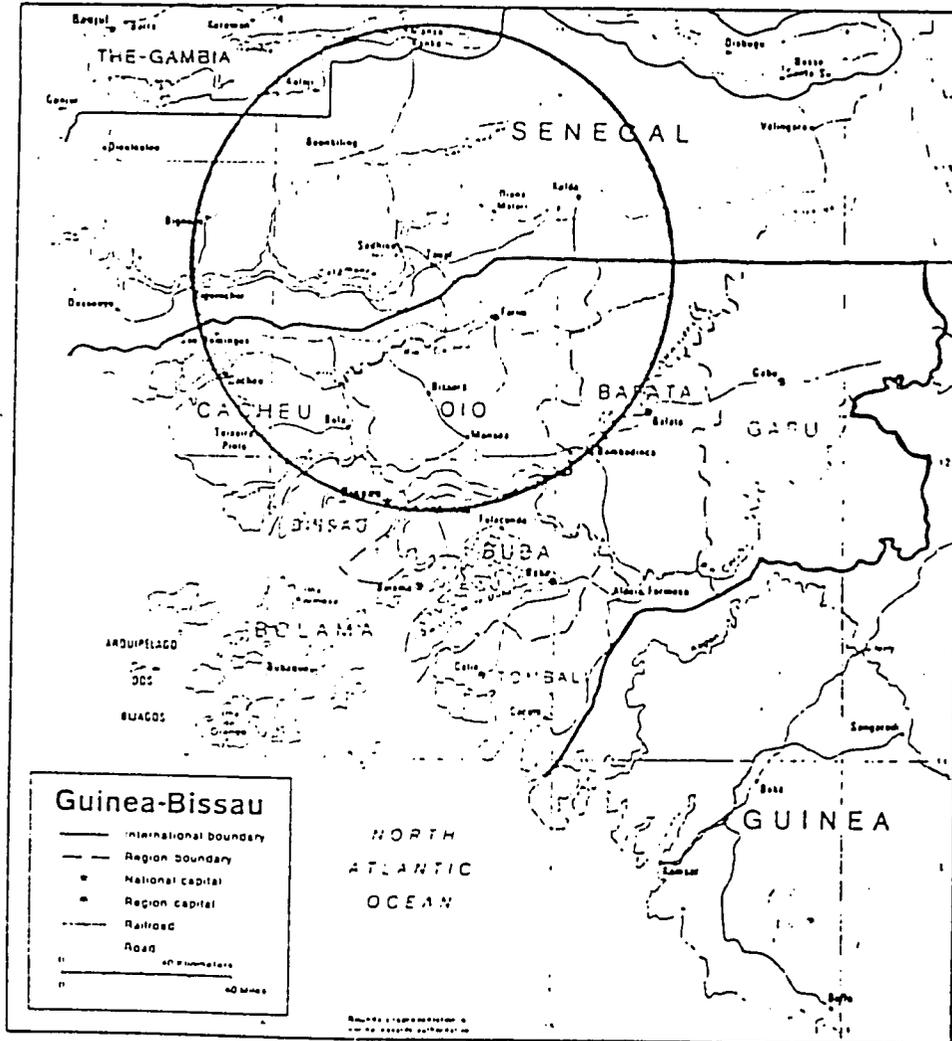
Tanaf est bien situé pour attirer ou fournir le riz au village de Farim en Guinée-Bissau. Si on trace un cercle autour de Tanaf suffisamment grand pour inclure Ziguinchor, le cercle comprendrait également Bissau. La Figure III-6 montre une carte avec un cercle pareil autour de Tanaf. Ceci impliquerait que Tanaf peut attirer du riz de Ziguinchor ou de Bissau, dépendant des prix de riz dans les deux villes et des frais de transport. Ceci impliquerait que si les prix étaient plus bas à Bissau qu'à Ziguinchor, il peut être plus rentable pour Tanaf d'obtenir le riz de Bissau que de Ziguinchor. Si les prix de riz dans les villes sénégalaises reflétaient les prix internationaux, on s'attendrait à ce que les prix en Guinée-Bissau seraient plus bas qu'au Sénégal parce que les villages en Guinée-Bissau sont plus proches à un port d'importation que les villes sénégalaises. Par exemple, le port le plus proche à Tanaf est Bissau.

Dépendant de la hauteur de la tente de prix, soit la hauteur des prix, les zones commerciales de certains villages sénégalais pourraient s'étendre jusqu'en Guinée-Bissau et attirer le riz au Sénégal. Sauf si le gouvernement de Sénégal subventionne le riz et son transport à la région sud du Sénégal, on s'attendrait à ce que les prix à Tanaf soient plus élevés que les prix à Farim. Ceci a été confirmé par les commerçants à Farim qui prétendaient que les prix de riz sont plus élevés au Sénégal qu'en Guinée-Bissau. A la base des frais de transport, on s'attendrait aussi à ce que les prix à Ziguinchor soient plus élevés que les prix à Cacheu. Ceci a été appuyé par un commerçant à Cacheu qui nous a dit que les Djilas achètent du riz à Cacheu pour le revendre au Sénégal.

Un exemple de Farim aidera à illustrer l'encouragement pour faire des exportations au Sénégal. Le prix en gros de riz du port de Bissau était d'environ 1.050 GP/kg en novembre 1989. Le riz aurait pu être acheté à Bissau à 1.000 GP/kg et transporté à Farim à un coût de 50 GP/kg. Pendant notre visite à Farim, les commerçants locaux ont expliqué que le prix du riz au Sénégal était de 135 francs CFA/kg. A un taux de change de 9 GP/franc CFA, les 135 francs CFA deviennent 1.215 GP. En soustrayant le coût d'un kg de riz à Farim de ce prix sénégalais, on arrive à une marge de 165 GP. Sur un sac de 50 kg de riz, cette marge serait multipliée par 50 pour donner un profit brut de 8.250 par sac. A ce taux, il serait bien attirant pour qu'un guinéen fasse plusieurs voyages à travers la frontière, même s'il ne pouvait transporter qu'un seul sac à la fois. Le salaire moyen d'un ouvrier en Guinée-Bissau est censé être moins de 50.000 GP par mois. Un ouvrier qui entre dans le marché international entre Farim et Tanaf n'aurait qu'à faire six voyages avec un sac par voyage pour en gagner autant en profit brut.

FIGURE III-6

EXEMPLE D'UNE REGION COMMERCIALE AUTOUR DE TANAF



Basé sur cette analyse, on s'attend à ce que le riz de la Guinée-Bissau soit exporté au Sénégal. On pourrait prédire les quantités exactes si on connaissait le rapport entre les quantités de riz qui entrent dans les marchés cibles et les prix payés. Ce rapport s'appelle la fonction de demande pour les marchés. On emploierait ceci pour prédire avec quelle vitesse le prix sur le marché cible baisserait au fur et à mesure que de nouvelles provisions de riz entraient au marché. On peut s'attendre à ce que de nouvelles provisions de riz de la Guinée-Bissau entrent au marché jusqu'à ce que le prix baisse suffisamment pour que les affaires ne soient plus rentables. Des limites sur le débit pourraient être basées sur la consommation par tête envisagée et le nombre de personnes dans les marchés sur la frontière entre la Guinée-Bissau et le Sénégal. Puisque les gens ont un besoin périodique du riz, on s'attend à ce qu'un certain niveau de débit entre dans le marché à une base périodique.

Les données sur les prix dans les villages sénégalais n'étaient pas disponibles pendant la visite de l'équipe en Guinée-Bissau en novembre et décembre 1989. Cependant, l'équipe a demandé par l'intermédiaire de l'USAID au Sénégal que ces données soient envoyées à l'USAID à Bissau.

Une analyse semblable de la région de Guinée-Conakry au sud de la frontière de la Guinée-Bissau suggère que l'ampleur des exportations en Guinée-Conakry est beaucoup moindre qu'au Sénégal. Il n'y a pas de villes ou villages importants juste au sud de la frontière et les routes améliorées sont inexistantes. L'idée que très peu de riz est exporté en Guinée-Conakry était appuyée par un des commerçants principaux et par des interviews avec de petits commerçants à Cacine.

SECTION IV

EFFET DE LA LIBERALISATION SUR LE SOUS SECTEUR DU RIZ

A. Introduction

La réinitiation de 1986 du procédé de libéralisation de l'économie et du marché a provoqué certains effets positifs, transitionnels et potentiellement négatifs sur le sous secteur du riz. Certains de ces effets ont déjà mené à des réactions aux niveaux des fermes et des consommateurs et aux niveaux des secteurs publique et privé, d'autres se doivent d'être complètement réalisés et ajustés; alors que d'autres ne sont toujours pas complètement perçus et compris.

En se basant sur la section II et III, on a fourni un sommaire d'évaluation de ces effets et des réactions (ou les réactions potentielles) des différents groupes affectés. Les initiatives d'avenir qui sont attendues et perçues comme étant importantes en termes de leur effet potentiel sur la production, la commercialisation et la consommation ont été mis en relief. Peu importe le type, la plupart des effets ont des problèmes ou des rapports associés qui doivent être évalués dans l'avenir.

B. Effets positifs

Les effets positifs sont ceux qui, dû au changement, ont eu ou qui ont des chances d'avoir des résultats économiques et sociales désirables aux niveaux des fermes, du marché ou du consommateur. Bien que caractérisés comme positifs, certains de ces effets doivent être contrôlés dans l'avenir pour mesurer leur degré d'influence et leur potentiel de cesser d'être positifs, ce qui veut dire qu'ils deviennent neutres ou négatifs.

1. Augmentation de la production de riz

La production de riz en Guinée Bissau s'est accélérée durant les 3 dernières années (Voir Section II). Alors que le climat, qui est un facteur de production critique, a sans aucun doute été important, la raison principale du redémarrage de la production du riz a été l'augmentation des prix, fixés au niveau de la ferme, du riz paddy et du riz moulu (Voir Section III). Ce développement positif va fort probablement continuer à cette cadence rapide, jusqu'à ce que les coûts et les motivations soient en équilibre.

Alors que l'augmentation de la production de riz est sans aucun doute un résultat positif et voulu du procédé de libéralisation, la question en terme de cet effet positif n'est pas au sujet de l'augmentation du volume de production, mais plutôt de l'origine de cette augmentation de production. Puisque la production de riz est caractérisée par la région et le type de production (voir Section II), l'effet des changements de prix sur la production sera en conséquence différent. Par exemple, un fermier ayant une grande plantation commerciale et cultivant le riz Rock V mécanisé et le riz à plante flottante aura une fonction de production différente de celle d'un fermier cultivant du riz sur plateaux dans la même région de Bafatá; aussi, un fermier qui cultive du riz de palétuvier (bolanha) sur l'île de Caiar aura une fonction de production caractéristique reflétant la situation unique du système d'agriculture sur l'île. Chacun réagira positivement

mais différemment aux prix augmentés du riz. Quel groupe, et donc quelle région, va accélérer plus vite la production de riz, va maintenir un tel taux de croissance, et par conséquent va imposer la plus grande pression sur le système de post-récolte ou le système de commercialisation du riz?

Deuxièmement, mis à part les différentes conditions d'agriculture, de culture et d'économie qui influence les décisions sur la production de riz, les motivations de prix ne sont efficaces que sur une portée appropriée, au delà de laquelle les augmentations supplémentaires des prix ne mènera qu'à des augmentations mineurs ou pas de production du tout. Encore une fois, chaque groupe et donc chaque région ont des chances d'avoir un point différent de "revenu négatif" aux augmentations des prix. La question est: quel est ce point pour chacun des systèmes? Donc, le besoin de faire de la recherche et de mieux comprendre les différents systèmes de production de riz existant dans la nation et leur réaction potentielle aux mouvements de prix est critique pour le développement et la mise en place de bonnes décisions de politique de production et du développement d'un système de post-récolte complémentaire.

2. Disponibilité des produits de consommateur

La privatisation de monopoles d'état (SOCOMIN et Armazens de Povo) a été mentionnée comme étant un des facteurs principaux qui a encouragé la production de riz. Un grand nombre de commerçants privés ont été capable de livrer aux fermiers la "marchandise" voulue. Ces fermiers avaient répondu en augmentant la production de riz afin d'obtenir les moyens nécessaires pour acheter la marchandise. Les observations faites sur le champs pendant les mois de Novembre et de Décembre ont prouvé cette hypothèse (voir Annexe 4 pour la liste des articles trouvés dans les mains des commerçants proches des fermes).

La continuation d'un système de marché libre va sans aucun doute continuer à jouer un rôle principal dans les décisions des fermiers pour produire le riz ainsi que d'autres denrées. La question ici est une question de relativité. A quel degré la réponse dans la production du riz était dûe aux années de demande insatisfaite pour les produits et les services et à quel degré va-t-elle continuer? En d'autres termes, quand est-ce que l'innovation va se détériorer? Ou bien, est-ce que la demande actuelle pour ce type de marchandise est assez élevée pour soutenir les augmentations dans les niveaux de production dans l'avenir? Les différents systèmes de production du riz vont répondre, encore une fois, différemment à ce stimulant. Par exemple, la marchandise énumérée dans l'Annexe 4 est probablement de moindre motivation pour un fermier à production de riz mécanisée que pour un fermier essayant de subsister et cultivant le riz sur les plateaux ou par irrigation.

Le point à marquer en termes de cet effet positif a rapport aux prix relatifs des denrées agricoles produites et vendues par les fermiers et aux produits que les consommateurs achètent. Combien de temps et d'effort supplémentaires les fermiers veulent-ils contribuer afin d'acheter la "marchandise" voulue? Est-ce que ce stimulant va continuer son effet, sauf pour les produits de base des consommateurs, ou bien y aura-t-il d'autres produits de consommateurs qui continueront à motiver tous les fermiers cultivant le riz? Des enquêtes périodiques sur les prix au niveau des fermes et sur les prix des produits de consommation seraient utiles pour vérifier les changements des conditions

économiques des fermiers et de leur réponse possible aux stimulants supplémentaires de ce genre.

3. Le riz en tant que moyen d'échange

L'augmentation et la libre disponibilité du riz national ainsi que du riz importé ont contribué à une deuxième reprise des augmentations de la production des fermes dans les denrées échangées contre le riz, telles que les noix d'acajou, les graines et l'huile de palmier, les arachides, le miel, et la cire d'abeille. Par exemple, le ratio de concurrence du riz pour les noix d'acajou a diminué de 1 Kg de riz par 2 Kg de noix d'acajou à 1:1. Ce qui veut dire, que les producteurs de noix d'acajou ont été capables de demander des niveaux de plus en plus élevés de riz pour la même quantité de noix d'acajou vendue. Ce changement positif dans la valeur d'échange des noix d'acajou a encouragé une production supplémentaire, tel que démontré par les plantations nouvelles et réadaptées.

La question à poser est: A quel point est-ce que les producteurs de noix d'acajou vont avoir assez de riz, et voudront avoir de l'argent ou une autre denrée en échange de leur noix? A ce moment, le besoin d'avoir une monnaie stable devient imminent, d'autres producteurs de noix d'acajou peuvent stagner, s'ils ne gagnent pas l'accès ouvert à ces autres denrées qu'ils désirent maintenant. Ceci implique aussi, une fois que ce point est atteint, d'autres débouchés pour le riz dans le marché doivent être trouvés ou doivent être prêts pour absorber ces quantités en excès.

4. Libre entrée et sortie des agents commerciaux

L'opportunité pour une libre entrée et sortie des agents commerciaux dans le système de commercialisation des denrées agricoles et des produits de consommation est une autre conséquence du procédé de libéralisation. Le nombre d'agent, a augmenté de 2 monopoles d'état à des milliers de commerçants au niveau de ferme (détail/petit assemblage), à des centaines aux niveaux intermédiaires (détail/en gros plus grands assemblages), à des douzaines aux niveaux régionales (de plus grands vendeurs au gros) et moins de 50 au niveau de l'import-exporte.

L'effet de ce nombre croissant d'agents commerciaux et d'organisations a été très positif. La concurrence croissante parmi les agents, surtout ceux qui sont proches du niveau des fermes pour les clients des produits de consommation et les fournisseurs de denrées agricoles (ce qui veut dire les fermiers) a (1) mené à des prix plus élevés au niveau des fermes, a (2) augmenté la force de marchandage des fermiers, et (3) a augmenté le rendement général et l'efficacité du système de commercialisation. Le rendement reflète les coûts et les marges associés à la livraison des produits de consommation et des services, et de l'assemblage et la distribution du riz. L'efficacité reflète la capacité du système de marché à livrer les produits agricoles et de consommation et les services au bon moment, dans la bonne forme, et au bon endroit. Les visites sur les champs, les discussions, et les enquêtes brèves entrepris par les auteurs pendant leur séjour indique clairement que la compétition ardente entre les marchands à tous les niveaux fournit, à cette étape du développement de marché, des résultats efficaces dans les deux systèmes de livraison d'entrants et de la commercialisation des produits.

Le problème relié à cet effet positif concerne la structure, le comportement et le rendement futurs des systèmes d'entrants et de commercialisation de produits. Les agents commerciaux du secteur privé sont en train de développer et d'établir des liens, une confiance, et des relations à tous les niveaux. Jusqu'à quel point pourra-t-on maintenir ou réduire les forces en concurrence qui existent, une fois que les joueurs dans l'arène du marché se consolident? Ou est-ce que la force de marchandage va-t-elle se déplacer? Par exemple, les marchands privés sont en train d'offrir des crédits de commercialisation et de production (il n'y a pas d'autres sources à ce moment), souvent sans aucun coût aux fermiers cultivant le riz (1kg de riz pendant la maigre saison est repayé par 1 kg de riz pendant les moissons). Ce crédit "gratuit" est donné afin de garder le fermier comme client et éviter de le perdre au profit d'un marchand concurrent. Comme les marchands inefficaces se retirent, comment est-ce que ce terme de crédit va-t-il changer et en faveur de qui, spécialement en l'absence d'autres sources de crédits?

5. Traitement du riz

Depuis 1983 (avant que le processus de libéralisation ne commence) un total de 26 petites minoteries de riz (250 kg/hr de capacité de mouture) a été vendu par DEPA aux villages dans la région de Tombali et Quinara (voir Annexe 5). Pour des raisons sociales et économiques, ces minoteries de riz ont été les bienvenues au niveau du village. Depuis 1986, le désir d'avoir une marge positive pour le riz usiné a apparemment augmenté les demandes pour plus de minoteries dans le sud.

Cette motivation de valeur ajoutée, près du niveau des fermes, a créé des séries d'effets positifs et de ramifications que se doivent d'être complètement analysés et compris. Ceux qui pourraient être identifiés pas l'équipe dans ces villages qui ont des minoteries de riz incluent (1) le relâchement de la main-d'oeuvre pour d'autres entreprises productives dû aux gains d'efficacité de mouture, (2) création d'une richesse rurale qui est en train d'être canalisée vers d'autres usages productifs, et (3) un potentiel croissant pour les organisation de commercialisation au niveau des villages. Ces trois effets sont discutés d'une manière plus détaillée dans les parties (e), (f) et (g) ci-dessous.

6. Relâchement de la main-d'oeuvre rurale

L'introduction de minoteries rurales de riz faite avec succès au niveau des villages a abouti au relâchement de la main-d'oeuvre rurale pour des entreprises plus productives. Plus spécialement, la main-d'oeuvre relâchée vient des femmes qui n'ont plus à piler le riz pendant 2 ou 3 heures par jours. Dans le sud là où on mange le riz chaque jour de l'année, ceci nous donnera 60 à 90 jours de travail fait par les femmes par année de main-d'oeuvre libérée par femme "qui pile" (en supposant 12 heures par jours, puisque les femmes se réveillent à 4 heures du matin pour piler le premier riz de la journée, c'est un procédé qui est répété une fois ou deux fois pendant la journée).

Dans certains cas, cette main-d'oeuvre relâchée a été canalisée vers des emplois plus productifs tel que la cultivation et la commercialisation additionnelles de riz, ainsi que vers des récréations (présent des observations et des discussions pendant les sorties sur le terrain). Par exemple, 45 femmes se sont

regroupées dans un village pour former une organisation de techniques archandes. Chacune a contribué par 1,000 GP à l'entreprise en 1986 pour acheter les grains de palmier pour les vendre en Guinée Bissau et revenir avec de la marchandise au village. Des lors leur capital a augmenté de plus de 1 million de GP. Les scientifiques à la DEPA sont en train de considérer le potentiel pour des programmes d'éducation rural, maintenant que les femmes (au moins celles qui habitent dans les villages ayant des minoteries de riz) ont le temps d'aller à l'école, avec leurs enfants. Un autre groupe de femmes est en train de considérer la mise en oeuvre d'une opération de détail et stockage dans un des villages pour vendre les produits de consommation et stocker le riz pour la maigre saison.

L'introduction de petites minoteries de riz au niveau rural a fourni aux fermiers les moyens de canaliser la main-d'oeuvre rurale en excès dans des emplois plus productifs en dehors du système de post-production de riz. L'introduction de plus de technologies permettant d'économiser sur la main-d'oeuvre mènera à des profits supplémentaires économiques et sociaux pour le secteur rural. Le potentiel pour les technologies permettant d'économiser sur la main-d'oeuvre mènera à des profits supplémentaires économiques et sociaux pour le secteur rural. Le potentiel pour les technologies d'économie en main-d'oeuvre complémentaires au sein du système de post-récolte qui augmenteront l'efficacité du battage, du nettoyage, du séchage et du stockage (réduction et pertes) a besoin d'être exploré en termes de leur bonne adaptation aux différents systèmes de production du riz en GB.

7. Augmentation de la richesse rurale

Un autre effet positif entraîné par l'introduction de minoteries de riz faite avec succès dans la région du Sud a été la création de "poches" de richesse rurale là où les minoteries sont localisées. Ces augmentations localisées de richesse ont été générées des frais de la clientèle des minoteries (voir Section III pour ce qui concerne les frais de mouture et la totale récupération des frais). Certaines de ces opérations réussites ont régénéré des quantités considérable d'argent liquide (certaines ayant plus de 1 million de pesos) qui sont gardées au sein du village et sont utilisées pour des petites lignes de crédit au niveau du village. Alors que ces petites lignes de crédit au niveau du village fonctionnent apparemment sur une base de profit (des frais d'intérêt sont payés), elles ne sont pas disponibles pour l'économie générale ou le commerce.

D'autres exemples d'usages potentiels mentionnés pour le capital d'exploitation qui est produit incluent (1) les remplacements de minoteries de riz et les minoteries de riz supplémentaires, (2) les moteurs hors-bord pour les pirogues de pêche et le transport fluvial (permettant aux pêcheurs et au transport de devenir indépendant de l'effet de la marée), (3) les petits camions pour le transport rural, et (4) les bâtiments scolaires.

La raison pour cette lacune regrettable entre cette richesse rurale naissante et son emploi potentiellement plus productif au sein de l'économie rurale ainsi que dans l'économie générale, est le manque d'un système bancaire rural qui absorberait cette richesse et la moniliserait d'une manière plus efficace en la rendant disponible pour d'autres usages et pour une plus grande clientèle.

8. Potentiel pour les organisations commerciale au niveau des villages

Jusqu'à présent, le système de commercialisation qui est en train d'évoluer est pour la plupart régénéré d'en dessus, ce qui veut dire des marchands plus importants de l'import/exporte allant plus bas à travers les intermédiaires jusqu'à arriver finalement aux fermes (voir Section III). Cependant, le potentiel pour les organisations commerciales du niveau des villages a déjà été démontré par certaines entreprises prospères dirigés par des femmes qui ont été libérées de leur travail par l'introduction des minoteries de riz au niveau des villages.

Avec l'évolution du système commercial, plus de possibilités de commercialisation pour les organisations au niveau des villages comprennent (1) l'installation de plus de minoteries de riz, (2) l'amélioration des opérations de mouture (d'usinage) du riz pour saisir l'avantage de différenciations du marché via les variations de qualités, (3) les minoteries commerciales, (4) lier le marchandage du riz moulu aux besoins des produits de consommation dans le village, et leur provision, (5) les entreprises de transport rural, et (6) l'utilisation améliorée des sous produits de mouture (tels que le son et les sous produits du riz pour brasserie) dans les aliments du bétail.

9. Disponibilité croissante des services de transport

Un autre effet positive du procédé de libéralisation a été l'approvisionnement croissant dans la capacité de transport, spécialement les camions. Le grand nombre de camions importés depuis 1986 a facilité l'évacuation du riz du Sud et la provision des produits de consommation à la région. Aussi, la compétition serrée entre les sociétés de transport et les opérateurs indépendants a rendu cela possible à des prix très compétitifs (le degré auquel ceci a été découragé par l'état lamentable de la route de Bambadinca à Cacine et Catió n'est pas connu; cette route principale est cependant reconstruite et devrait cesser d'être un facteur dans l'avenir).

Le problème en rapport avec cet effet positif est à deux faces. Premièrement, les taux de transport par camions qui sont exigés aujourd'hui ne semblent pas reflété les coûts totaux de remplacement (voir Section III). Si cela continue, alors, le potentiel d'avoir des embouteillages dans l'avenir dans le transport est réel, une fois que les camions atteignent un point où ils ne sont plus réparables (ce qui représente un autre problème) et que les pièces détachées ne soient pas disponibles. Cependant, dans une économie ouverte, comme celle de la GB, la demande pour le transport et l'offre doivent s'aligner quand l'excès de l'offre de transport est retiré du marché, et que les taux de transport sont graduellement ajustés pour refléter le coût total du transport par camion.

Le contrôle de cette situation par des vérifications périodiques des taux de transport pour les camions, la structure des coûts des taux à payer, les taux d'utilisation saisonnière, les volumes de transport par camions et les types de chargements, ainsi que les conditions primaires et celles des chargements en retour fournira les informations nécessaires pour se préparer à la fourniture supplémentaire du bon nombre et du type de camions dans l'avenir.

Deuxièmement, et peut être d'une plus grande importance, les entreprises de transport et les opérateurs se sont concentrés sur l'intérieur de villes et sur les transports interrégionaux, alors que les besoins en transport rural ne sont toujours pas pourvus efficacement. Le manque de moyens de transport rural était souvent le second problème le plus mentionné pour les commerçants à ce niveau. Le ramassage du riz paddy et du riz moulu au niveau rural est encore plus difficile à cause du manque de bonnes routes de pénétration. Très peu de petits camions (moins de 5 tonnes) sont encore disponibles (ceux qui sont disponibles sont contrôlés par les grands commerçants d'import/exporte et leurs intermédiaires), et le ramassage et la distribution dans les zones rurales sont toujours faits par les hommes et les bêtes (des marches de plus de 30 Km ne sont pas inhabituelles). En plus, l'utilisation de la force des bêtes de trait dans le Sud est limitée par la présence de la mouche tsé-tsé dans certaines régions.

L'amélioration du transport rural à travers la modernisation des routes de pénétration, l'accès aux petits camions par les commerçants intermédiaires et indépendants, aux groupes de fermiers, et aux motocycles et bicyclettes par les petits commerçants réduira énormément les coûts d'assemblage et de distribution associés au transport rural.

10. Relation entre les prix des denrées nationales et internationales

La libéralisation de l'économie a permis au marché national de mieux refléter les prix des denrées appropriés à l'échelle internationale. Par la même, un effet positif à double volet est ressenti au sein du secteur agricole. Premièrement, comme la relation de prix-croisé des denrées échangées devient plus réaliste, une deuxième tendance de l'emploi plus rationnel des ressources au sein du secteur agricole commence à prendre place.

Par exemple, la relation prix-croisé entre le riz et les noix d'acajou, les arachides, les grains d'huile de palmier, l'huile de palmier, le miel, et la cire d'abeilles sont actuellement établis en concurrence en tant que fonction de leur prix internationaux et de l'environnement compétitif au sein du pays. Le résultat de cette compétition à marché ouvert et que la relation troc entre le riz et les noix d'acajou (les denrées les plus importantes pour l'exportation) est tombée d'un coefficient d'échange de 1Kg de riz pour 2Kg de noix d'acajou pendant la période de pré-libéralisation à 1Kg de riz pour 1Kg de noix d'acajou. La conséquence de ceci est que si cette relation n'est pas altérée artificiellement, plus de riz et de noix d'acajou seraient produits à la longue. La production de noix d'acajou est une motivation due à ses capacités de gains en devises étrangères, et plus de riz (étant devenu de moindre valeur en termes de noix d'acajou) doit être produit pour acheter les quantités croissantes de noix d'acajou. Ce scénario doit être qualifié pour deux raisons, premièrement il y a 50% d'impôt d'exportation sur les noix d'acajou qui altère la relation directe entre les prix nationaux et internationaux, et deuxièmement il n'y a pas de garantie que le riz va continuer à être échangé contre les noix d'acajou à la longue (voir point 3 ci-dessus).

La libéralisation de l'économie, les entrants et les produits des marchés du sein du pays, ainsi que l'importation et l'exportation vont contribuer à la meilleure allocation de ressources possibles au sein du secteur économique le plus important du pays, à savoir l'agriculture. Un autre point d'intérêt dans

l'avenir en termes de cet effet positif est le développement des capacités de contrôle des tendances et des développements pour permettre aux secteurs public et privé de prendre des décisions opportunes et appropriées pour ce qui est des politiques, des investissements et de la commercialisation.

C. Les effets transitionnels

Les effets transitionnels sont ceux que l'on considère comme étant temporaires et qui sont ou bien dans le besoin d'être révisés et analysés de près pour s'assurer que leur effet continuera d'être positif, ou bien qu'ils vont se dissiper à la longue, et donc ne nécessitent pas autant de temps et d'effort. Deux effets transitionnels peuvent être identifiés comme ayant besoin d'une attention immédiate, alors qu'un autre a été reconnu comme étant d'une nature temporaire.

1. Développement d'un système de commercialisation du riz du secteur privé

Un changement radical a pris place dans le système de commercialisation quand le rôle de AP a été réduit de celui de monopsonne/monopole public de commerce du riz à celui d'une entreprise de secteur public en concurrence avec beaucoup d'autres entreprises privées. Un effet supplémentaire, et le dernier, sera ressenti une fois que AP est totalement privatisée dans un avenir proche.

Les entreprises du secteur privé sont dans leur troisième année de développement et dans le processus d'apprendre comment marchander, transformer, stocker, et distribuer le riz, le riz paddy, ainsi que bien d'autres produits et services. Ceci exige l'établissement de liens commerciaux (national et international) pour découvrir (la recherche de marché et le développement) et maintenir la plupart des fournisseurs de denrées brutes et de débouchés profitables pour les produits et les services finaux, établir les crédits pour le capital d'exploitation, les installations, et le financement des équipements; planifier et acquérir les installations et les équipements nécessaires pour la transformation et le stockage; obtenir les moyens appropriés et économiques de transport; établir les moyens de communications et les informations sur le marché; la formation du personnel; et connaître plus sur les concurrents et leurs plans d'avenir.

Livrés à eux-mêmes, et avec l'assurance qu'une économie libre continuera d'être une politique gouvernementale fondamentale, les participants du secteur privé apprendront comment relever ces défis avec succès et efficacité, et en faisant ceci ils contribueront efficacement à la transformation de l'économie vitale du riz (sauf pour le riz importé) dans un système de production orienté vers le marché.

Le point qui nous concerne dans cette situation transitionnelle est lié avec la structure, la performance et la conduite du système privé de commercialisation qui se développe pour le riz, pour les autres denrées agricoles, les entrants et les produits de consommations (la structure apparente actuelle, la conduite, et la performance, sont contenues dans la Section III).

Les contributions positives de ce système l'emportent de loin sur les effets potentiels négatifs à cette étape du développement. Ce système a ramené le secteur rural en fournissant des crédits, des entrants, et des profits de

consommateurs à des prix compétitifs et des débouchés prêts pour les denrées agricoles à des prix favorables pour les fermiers. Les consommateurs urbains, qui à travers le commerce ont maintenant un accès plus facile aux sources d'alimentation et de denrées, en ont aussi profité. La culture d'exportation traditionnelle la plus importante, à savoir les noix d'acajou a été d'une certaine motivation comme on le constate à travers la récupération des villes plantations et la création de nouvelles plantations. Le transport rural s'améliore grâce à l'introduction de petits camions appropriés pour l'infrastructure rurale qui existe actuellement et pour les volumes des chargements.

D'un autre côté, cette structure naissante a le potentiel de développer des tendances indésirables. Par exemple, les crédits de commercialisation (le problème le plus mentionné par les intermédiaires et les commerçants) ont été fournis par les marchands d'import/exporte tout le long jusqu'aux fermiers à travers les marchands intermédiaires. De tels crédits sont limités et sont sous "source-de-crédit-sous-condition". Alors que ceci implique que certains risques sont assumés par ceux qui fournissent les crédits, cela implique aussi que la force de marchandage et le contrôle du marché pourraient être déplacés vers les fournisseurs si aucune source de crédits n'est éventuellement mise à disposition. On ne sait pas encore si cette situation va se développer en une situation de monopole/oligopole.

Le transport était le deuxième problème de grand importance mentionné par les intermédiaires et les petits commerçants, ainsi que par les fermiers. Alors que cette situation est en voie d'amélioration à travers l'approvisionnement de petits camions par les marchands d'import/exporte, les conditions de ce type d'investissement de capital sont encore une fois très limitées, et donc sont sous "source-de-crédit-sous-conditions". Alors que le fournisseur assume les risques en faisant des prêts en espèces, les conditions de crédits sont en sa faveur, selon la provision de paiement en retour en espèces de 1 année (noix d'acajou, grains de palmiers et huile). Sous ces conditions, ceux qui peuvent emprunter sont liés à cette source, et ceux qui ne peuvent pas emprunter n'ont aucune autre alternative. Encore une fois, puisque la quantité de transport était critique, et continue à représenté une contrainte, ce type de crédit en espèces a des effets très positifs sur l'économie rurale. Ce sont cependant, les développements d'avenir qui ont besoin d'être contrôlés.

Pour pouvoir renforcer cette transformation positive, des évaluations périodiques de l'effet du processus de libéralisation sur la structure émergente, la tenue et la performance de la production du riz et du système de commercialisation doivent être faites. Des mises à jour périodiques de ce type permettront aux planificateurs de politique de repérer les tendances indésirables assez tôt, de planifier et mettre en place les changements et les stratégies de politiques appropriés.

2. Le nouveau rôle approprié pour le secteur publique

Même sous les meilleures conditions, le secteur privé ne peut pas mener toutes les activités nécessaires requises pour développer un système de commercialisation du riz qui répond et qui est efficace. Certaines de ces activités, à cause de leur nature tombent carrément au sein du domaine du secteur publique.

Puisque la participation de GOGB dans la commercialisation du riz a changé d'un monopsonne/monopole actif et complet à celui d'un quelconque parmi tant d'autre, et continuera à changer à une participation encore plus passive, la question qu'on doit poser maintenant est "Quel doit être le nouveau rôle approprié au secteur public", une fois que la transition est complète avec la privatisation de AF?

Si les changements récents sont une indication, le nouveau rôle potentiel du secteur public pourrait être caractérisé par (1) l'établissement d'un cadre et (2) sa facilité, pour supporter le rôle active du secteur privé dans la commercialisation du riz.

a. Etablissement d'un cadre

Le nouveau rôle public et la participation seront définis au sens large par la politique fondamentale du riz ou des céréales que le GOGB a besoin d'adopter pour le pays (aucune déclaration de politique et aucune stratégie définitives n'a été identifiée pendant les conversations et les interviews avec les représentants des secteurs public et privé). Une politique fondamentale peut être comprise en tant qu'objectif élémentaire qu'une nation possède pour une denrée donnée ou un groupe de denrées en termes de leurs valeurs sociales et économiques. Par exemple, pour le riz en GB, l'objectif fondamentale de la politique pourrait être de "fournir suffisamment de riz pour la population à des prix raisonnables."

Un cadre de politique peut être compris en tant que stratégies qui identifient les moyens et les voies pour mettre en place la politique fondamentale, à savoir, comment est ce que la nation va achever l'objectif de la politique. Des stratégies alternatives ou des voies doivent être explorées et analysées, pour choisir celle qui va faire meilleur usage des ressources disponibles. Certaines ressources peuvent être prêtes et disponibles (la terre, la main-d'oeuvre et quelques capitaux); d'autres ressources se doivent d'être développées ou renforcées (par exemple, toutes celles associées au système de post-production, et le développement institutionnel pour analyser, planifier et réaliser les stratégies de politique). Ce procédé clarifierait aussi les "règles du jeu" pour les deux secteurs privé et public, ainsi que leurs rôles et fonctions respectifs.

b. Services faciles

Mis à part le besoin d'une politique fondamentale et le choix des "meilleures" stratégies, de la mise en place de l'environnement institutionnel (règles de conduite et responsabilités) pour les deux secteurs public et privé, certains services faciles de marché sont essentiels pour le secteur privé pour développer un système de commercialisation du riz efficace. Parmi ceux qui doivent être renforcés ou développés il y a: (a) la construction d'infrastructure nécessaire, (b) approvisionnement de l'offre, du marché, et de l'information sur la demande, (c) l'approvisionnement suffisant de crédits de commercialisation, (d) définitions et mise en place de lois et de réglementations commerciales uniformes, (e) l'établissement et le contrôle de l'emploi des grades et des standards, et (f) la définition et la surveillance des poids et des mesures standards.

Dans beaucoup de cas il y a un manque total de ces services, et lorsqu'ils sont disponibles, leur qualité est mise en doute, ou bien leur efficacité est diluée par les actions publiques toujours prises en se basant sur les règles et les réglementations de la période de pré-libéralisation. Une fois qu'une politique de céréale et un cadre de travail sont établis, on peut faire une analyse claire, donner les priorités et ajuster ces fonctions de facilité du marché, et on peut mettre les processus en marche pour les améliorer ou les initier. Entre temps, les restes de la période de pré-libéralisation doivent être dilués ou éliminés aussitôt que possible.

(1) Infrastructure

L'infrastructure constitue les moyens et les voies qui fournissent la connection entre la source (les producteurs de riz, les fermiers) et la destination (le consommateur). Fournir cette infrastructure veut dire pourvoir en (1) autoroutes principales, (2) routes rurales, (3) routes rurales de pénétration, (4) pont, et (5) en système de communication (téléphones, télex, fax).

L'existence et la qualité d'une telle infrastructure va affecter l'efficacité avec laquelle les denrées agricoles sont transportées des zones de surplus à celles où il y a des pénuries, et de là donc l'effet sur les prix reçus par les fermiers et payés par les consommateurs. Les décisions et les coûts concernant la production seront affectés par le temps de livraison des entrants qui sont nécessaires. Finalement, les communications efficaces sont essentielles pour les prises de bonnes décisions opportunes à tous les niveaux du sous-secteur du riz.

Les améliorations continues dans les infrastructures physique et de communications, spécialement dans le sud seront ceux des contributions principales à l'augmentation de la production du riz et à l'efficacité dans le système de post-production du riz.

(2) Information sur l'offre, le marché, et l'utilisation du riz

Il y a un manque d'informations vitales sur la production du riz, sur sa commercialisation et son utilisation, sans lesquelles la formulation de politique et la mise en place de stratégie resteront très fortuites et au dessous de l'optimum. Les problèmes spécifiques et les besoins sont résumés ci dessous.

- Production du riz: La FAO a initié une assistance technique pour mettre en place un système de cadre d'échantillonnage au sein du MOP dans le but de suivre la production du riz (région, volume, rendements) et d'autres denrées agricoles; cet effort est important, très encourageant et devrait être supporté dans l'avenir. Jusqu'à présent les bases pour les estimations de la production agricole sont basées sur le seul consensus agricole, pris par Amilcar Cabral en 1955.

- Coûts de production: Les questions de l'avantage comparatif et de l'auto-suffisance sont critiques pour l'établissement correcte des stratégies de politique de céréale. Les coûts et les profits représentatifs de production par type de production du riz sont la

base pour discuter de ces deux problèmes. L'équipe était dans l'incapacité de trouver des informations sur les coûts. La recherche dans ce domaine serait une extension naturelle du projet de la FAO cité ci-dessus.

- Utilisation du riz: A l'exception du fait que le riz est la nourriture de base la plus importante dans le pays, il y a très peu d'autres faits connus à son sujet. L'utilisation finale du riz consiste en (1) l'emploi de la semence, (2) les pertes, (3) aliment de consommation pour l'être humain, (4) l'emploi industriel, et (5) les exportations. Les seuls facteurs d'utilisation pour lesquels des informations adéquates sont disponibles (encore que pas aisément) sont les importations et l'usage industriel (fabrication de la bière). L'usage de la semence et les pertes sont donnés sous forme combinée de 15%, et ils ne sont pas basés sur les analyses scientifiques d'un de ces facteurs. La consommation par l'homme est basée sur un besoin journalier théorique de calories qui a été converti à 300 grammes par jour ou 110 Kg par tête par an. Il n'y a pas de statistiques sur les exportations supposées ou les réexportations du riz aux pays avoisinant.

- Commercialisation du riz: Le type d'information de commercialisation qui doit être rassemblé, analysé et disséminé à travers différents moyens et à des intervalles de temps opportuns comprend (1) les prix et les volumes commercialisés à différents niveaux de commercialisation (des fermes, différents villes et villages) et à des intervalles de temps appropriés, (2) les rendements et les coûts de traitement, (3) les coûts de stockage et les pertes, (4) les coûts de transport, (5) les prix appropriés aux frontières et les politiques de riz des pays avoisinants, les situations, et les aspects extérieurs, et (6) les informations internationales sur la situation du riz et sur les aspects extérieurs.

La formulation d'une bonne politique de céréale et de stratégies va exiger de meilleures informations sur ces facteurs par rapport à celles qui existent à l'heure actuelle. Plus de renforcement institutionnel et d'études supplémentaires seront exigés.

(3) Crédit de commercialisation

Pour que le système de commercialisation puisse être d'un rendement efficace et pour qu'il soit en équilibre avec les besoins d'entrants du système de production et des denrées agricoles qu'il fournit, des crédits suffisants doivent être mis à disponibilité pour les fonctions de marchandage (achats, mise à prix, ventes), de transport (assemblage et distribution), de stockage (riz paddy et moulu), et de traitement (minoterie de riz).

Nous avons mentionné le manque de crédits suffisants comme étant le problème le plus important pour la commercialisation. Quoique certains crédits sont fournis actuellement par les marchands eux-mêmes, ce type de crédits est rationné et pourvu sous conditions. Le rationnement de crédits peut aboutir en une commercialisation inefficace du riz et des autres denrées comme l'exemple de

l'emploi des IOUs entre les marchands de premier assemblage et les fermiers cultivant le riz, les ventes perdues ou retardées, les contraintes imposées sur l'expansion des marchands individuels, et les pertes potentielles des économies d'échelle. "Les sources de crédits sous conditions" peuvent mener à la perte de pouvoir de marchandage à certains niveaux de commercialisation, spécialement au premier assemblage et aux niveaux intermédiaires, et aux barrières d'entrée dans la commercialisation par ceux qui n'ont pas accès à cette source de crédits.

Le manque de crédit de commercialisation suffisant (et probablement aussi les crédits de production) est accru par le manque d'infrastructures rurales bancaires et les services associés. Ce manque contraint non seulement l'expansion exigée dans les activités de commercialisation, qui ont besoin d'être équilibrés avec la production, mais aussi annule l'emploi plus efficace de la richesse rurale naissante qui est en train d'être accumulée dans beaucoup de villages à travers le pays. Par exemple, dans le sud plus de 30 villages ont accumulé un certain niveau de richesse dû à l'introduction réussit des minoteries de riz; dans d'autres régions du pays la vente de grains de palmier et de noix d'acajou fournit d'autres sources de revenu rural qui ne sont pas palpées.

Pour que le système de commercialisation agricole se développe en partie avec le système de production et pour que le secteur rural bénéficie plus de la reprise économique de la nation et développe et agrandit des entreprises rurales supplémentaires, un système de banques rurales doit être développé et mis en place en tant que fondation principale d'un système de production agricole orienté sur le marché.

(4) Codes commerciaux et réglementations commerciales uniformes

L'efficacité commerciale est aussi soutenue par des lois et des réglementations uniformes ou universelles qui simplifient et expédient les transactions commerciales, qui protègent les participants et les consommateurs des actions frauduleuses, et fournissent un système légal pour redresser les situations dans lesquelles un ou deux partis souffrent d'une perte ou d'une insatisfaction. Les lois et réglementations doivent être caractérisées par leur uniformité, leur simplicité, et leur application consistante sans exemptions. Ces réglementations ne doivent pas être faites pour contrôler ou restreindre le système de mettre à terme le rôle propre qui lui est assigné comme cela a été mentionné sous les stratégies de mise en place de politique.

Bien que la libéralisation de l'économie a été entreprise par décret lequel a annulé toutes les lois et les réglementations précédentes désignées pour le système antérieur de commercialisation contrôlé par l'état, certains restes du système précédent et un nouvel impôt sur les mouvements du riz du sud ont la capacité de réduire l'efficacité du système commercial du riz, et de créer des désavantages pour les participants du secteur privé. Les réviser, et revoir s'ils sont appropriés, selon les changements du système de commercialisation, pourrait être d'une grande aide pour trouver les changements qui plus tard vont mettre en valeur la conduite et la compétence du système de commercialisation du secteur privé qui émerge. Ceux qui ont été identifiés par l'équipe durant les visites sur les champs et pendant les conversations avec les représentants des secteurs publique et privé sont résumés ci-dessous:

Impôts sur le riz: La libéralisation de la commercialisation du riz a fourni l'ouverture de nouvelles opportunités pour les commerçants privés pour qu'ils évacuent le riz du sud et le vendent dans les régions où il y a des pénuries telles que dans le nord du pays ou bien pour l'exportation. Les efforts fournis en concurrence ont pourvu les fermiers en une situation très lucrative pour la vente de leurs cultures. Dans les années de récoltes de 1986/87 et de 1987/88 beaucoup trop de riz a été vendu apparemment dans le sud de sorte que cette région de surplus a souffert de pénuries pendant les saisons maigres, une situation sans précédent.

L'inquiétude locale concernant ces pénuries a incité le secteur public régional à imposer des "impôts sur le riz" dans le but de contrôler et de réduire le flux de riz de la région. L'impôt initial était de GP25/Kg pour le riz paddy et de GP50/Kg pour le riz moulu. Cet impôt a été augmenté le 9 Août 1989 à GP50/Kg pour le riz paddy et à GP100/Kg pour le riz moulu. Une autre mesure prise pour empêcher les pénuries de riz pendant l'année de récolte de 1988/89 était d'exiger des marchands qu'ils gardent une "réserve" de riz dans leurs magasins, spécifiquement pour les ventes locales. Comme il n'y a pas eu de pénuries pendant la saison maigre de 1988/89, le programme a été déclaré comme étant une réussite et comme étant la raison principale d'avoir eu du riz en suffisance pendant toute l'année. Les informations sur les volumes, les expéditeurs, les destinations, et l'emploi de ces revenus d'impôt sont gardées au niveau régional.

On peut toujours débattre le pour et le contre. Dire que l'impôt sur le riz et les mesures de réserves forcées étaient un instrument de maintien de riz en quantité suffisante dans le sud pendant la saison maigre de 1988/89 est sujet à discussion. Après les pénuries extrêmes de riz dans les régions en manque pendant le mois de juillet et le début d'août, assez de riz importé entre dans le pays pour satisfaire complètement la demande pour plusieurs mois. Cet approvisionnement importé a fort bien pu pousser le riz local des marchés urbains, spécialement durant les mois de Septembre et Octobre. De plus, ce riz importé a créé un surplus d'approvisionnement dans le marché au début des récoltes, et les fermiers étaient dans l'incapacité de vendre leur riz aux niveaux des prix prévus à GP1,000/Kg pour le riz moulu.

Les réserves forcées de riz cultivé au niveau local étaient inefficaces dans le sens où seulement un commerçant à Catio a suivi l'ordre. Puisque le marché avait tendance à ignorer ou à contourner l'ordre, la contribution de cette mesure de maintenir assez de provisions locales de riz au sein de la région est hautement douteuse.

Un effet négatif direct de la mesure d'impôt est le temps supplémentaire et l'effort qu'il faut pour un marchand de peser sa cargaison et la charger sous supervision, et l'enregistrer avant qu'il puisse déplacer sa denrée. Les barrages routiers sur les autoroutes et au niveau des ports pour vérifier les permis

d'évacuation sont des étapes bureaucratiques supplémentaires qui doivent être satisfaites. Aussi, l'impôt supplémentaire ajoute à la marge brute que les commerçants vont exiger pour couvrir tous les frais de transactions. L'impôt actuel sur le riz est d'à peu près le double du coût de transport.

Du côté positif, on peut discuter des impôts et dire qu'ils fournissent des revenus qui peuvent être utilisés localement, indépendamment des provisions ou des restrictions fédérales. Du au manque d'informations traitées aucun chiffre ne peut être rassemblé sur les quantités de revenue régénérées et sur leur utilisation.

- Exemptions de l'impôt sur le riz: Au moins deux des exemptions de l'impôt sur le riz ont pu être identifiées pendant les visites faites sur les champs dans le sud, à savoir AP et les propriétaires de la terre qui sont absents et qui évacuent le riz pour leur propre consommation. Ces deux exemptions peuvent être vues comme étant hautement nuisible à la commercialisation du riz du secteur privé. D'abord, AP est encore une entreprise publique en concurrence avec le secteur privé, et cette exemption lui donne un avantage sur la marge brute par rapport à ces concurrents. Ensuite, les propriétaires de terre qui sont absents et qui évacuent le riz pour leur propre consommation n'ont pas de limites établies en ce qui constitue la "consommation propre ou privée". La motivation pour s'enregistrer en tant que propriétaire pour évacuer le riz sous l'apparence de la consommation privée existe. Comme le temps n'a pas permis à l'équipe de rassembler toutes les informations sur les quantités de riz évacuées sous cette provision, l'effet de cette exemption ne peut pas être évalué.

L'impôt existant sur le riz et ces deux exemptions sont suspects et ne sont pas contribuant à des pratiques de commercialisation équitables et à l'efficacité du marché. Leurs contributions positives et négatives devraient être révisées et reconsidérées en termes de leur objectifs projetés, de leurs actuels effets, et de leur légalité.

- Bureaucratie: Un autre survivant de la période de pré-libéralisation peut être mis en capsule sous le nom de Bureaucratie. Certains de ces obstacles bureaucratiques à l'efficacité de la commercialisation ainsi qu'aux autres denrées agricoles sont reliés aux (1) permis de transport, au (2) transport côtier, (3) aux licences de commerce, et (4) aux barrages routiers. Certains de ces points ont déjà été mentionnés en relation avec les autres problèmes. Des commentaires et des observations supplémentaires sont listés ci-dessous. Les efforts et le temps nécessaires pour dégager les requêtes bureaucratiques pour pouvoir expédier, disons 10 tonnes de riz paddy on de riz de Catio à Bissau sont accablants, spécialement lorsque le mode de transport est côtier. En commençant par la "Guia de Circulacion" qui enregistre les quantités prises et les impôts payés, des permis supplémentaires sont exigés pour charger le bateau, amarrer et partir de Bolama, amarrer à Bissau, décharger le

vaisseau, et transférer la cargaison à l'extérieur de la zone portuaire. En plus, des paiements doivent être faits au directeur du port et aux "boys", qu'on en ait besoin ou pas. En général le "système" ne fonctionne pas seul, mais plutôt comme un patchwork de contacts personnels, qui ne traitent pas nécessairement chaque marchand de la même manière.

Le besoin d'une licence commerciale pour entreprendre des transactions commerciales est désirable d'un point de vue de réglementation et peut être d'un point de vue fiscal, puisque dans l'absence d'un système efficace de perception d'impôt, l'émission de licences peut être un moyen très efficace pour régénérer des revenus. Cependant, le système actuel pour délivrer et régulariser les licences peut ne pas être très contribuant à la commercialisation efficace des denrées agricoles et des marchandises.

Les licences peuvent avoir des effets secondaires indésirable tels que (1) bloquer d'une manière efficace l'entrée dans le système de commercialisation si le coût de la licence est trop élevé, (2) créer des conditions de concurrence non-équitable si de exemptions officielles sont permises, (3) mettre les commerçants licenciés en position de désavantage si les commerçants sans licence sont libres d'entrer ou de sortir de la place du marché, et (4) ne pas réussir à générer les revenus attendus si un système approprié de régularisation et de perception n'est pas mis en place.

C'est l'opinion de l'auteurs, que peut être à l'exception du point (2) ci-dessus, tous les autres doivent être révisés de près et évalués. Le tarif utilisé pour délivrer les licences va de GP600.000 à GP5.000.000 par an, selon le volume et le type de l'opération commerciale. Il est possible que les frais bloquent les demandes qui représentent les revenus perdus et contribuent aux nombres de commerçants sans licences dans le système, de là créant un désavantage de concurrence pour ceux qui peuvent se permettre une licence. Une réduction du coût de la licence pourrait même générer plus de revenu, si le plan actuel des tarifs est un facteur permettant de maintenir les commerçants potentiel à l'extérieur du système officiel.

Une simplification du procédé bureaucratique pour obtenir une licence semble être justifiée. Pour qu'une licence soit délivrée, on doit entreprendre un processus en chaîne, commençant par les autorités locales, là où le commerçant est situé. Si on l'approuve localement, la demande de licence est envoyée à Bissau là où MOC délivre les licences. MOF à Bissau est conseillé par MOC lui disant que telle licence a été délivrée; MOF envoie cette information à ses bureaux régionaux lesquels sont responsables de la perception des frais annuels au niveau local. Les communications entre les autorités locales et les chefs de bureau à Bissau, et entre les Ministères au niveau national apparemment n'ont pas pu rester à la hauteur des demandes de licences. Par exemple, un représentant régional du MOF a reçu la dernière liste mise à jour sur la fourniture de licences en 1982, le rendant impossible pour le bureau

local de percevoir les frais annuels pour les licences délivrées depuis.

(5) Grade et standards

Pendant les visites sur les champs, les interviews, et les discussions, nous avons reçu des informations disant que l'utilisation de "standard de riz" était communément employée pour des buts de commercialisation. Ces standards semblaient représenter les facteurs de qualité désirés, représentant la taille et la propreté des grains, et donc les différences de prix dans le marché. L'utilisation de tels standards est tombée apparemment dans une mauvaise utilisation pendant la guerre d'indépendance, et n'a pas été réintégré d'une manière officielle dans le système de commercialisation du riz.

L'utilisation de standards informels, était cependant observée dans le système actuel de commercialisation de riz, là où les différences de prix sont imposées pour différentes qualités de riz. Le facteur de qualité est le pourcentage de grains cassés contenus dans 1Kg de riz, lequel peut aller de 100% de grains de riz cassés (riz importé de Pakistan) à peu près 35% de cassé (un autre riz importé). Pour le riz produit localement le degré de mouture, ce qui veut dire la quantité de son laissée sur l'endosperme semblait être le facteur de qualité le plus important, ainsi que si le riz était nouveau (actuelle récolte) ou vieux (la récolte de l'an dernier), ce qui est apparemment déterminés par l'odeur du riz.

L'avantage le plus important d'avoir ces standards informels est leur application appropriée pour les transactions journalières du marché, là où les acheteurs et les vendeurs se mettent d'accord sur un prix équitable pour les quantités vendues et achetées à un endroit donné et à un moment donné. Cependant, le fait qu'ils soient informels crée une série de problèmes pour les autres transactions quand le moment et l'endroit ne coïncide pas, et pour le rassemblement d'information sur le marché, l'analyse du marché, et la création de matériel de référence.

A cause de leur nature, les standards informels sont subjectifs, et donc sujets à des ajustements constantes dépendant des conditions courantes de l'offre et de la demande. Lorsque les offres sont en grands nombres, les acheteurs deviennent très sensibles à la qualité et demandent une plus grande qualité pour le même prix. Quand les offres sont faibles, les acheteurs ont tendance à devenir moins sensible à la qualité, et payent de plus grands prix pour une qualité moindre. Le premier scénario pénalise les fournisseurs tels que les fermiers vendant pendant la saison des récoltes, alors que le second scénario est au détriment des consommateurs qui doivent payer chèrement pour une qualité inférieure de riz.

Les informations sur les prix et les volumes à différents niveaux du marché et des intervalles de temps sont essentielles pour l'analyse du comportement du marché, de sa conduite et de son rendement. Sans un standard officiel de riz ou bien "de la qualité moyenne" il devient impossible de définir précisément la relation entre la qualité et le prix, et donc l'effet précis des changements du marché, à savoir sur les producteurs et sur les consommateurs.

Les traiteurs auront des difficultés à produire du riz moulu pour un marché informel changeant constamment, et ils pourraient être découragés à investir dans d'autres équipements nécessaires pour saisir l'avantage des différences de marché. Les acheteurs et les vendeurs auront des difficultés pour se mettre d'accord sur les futurs contrats de livraison si la base de qualité sur laquelle est basé le prix ne peut pas être déterminée à l'avance et que les déviations qui en résultent soient ajustées.

Bien que pas très importante à cette étape du développement du marché, la recherche dans les standards informels de la qualité de riz utilisés aujourd'hui et le développement de standards formels à introduire dans l'avenir, ira à grandes coudées en facilitant le développement d'un vrai système de production de riz orienté sur le marché dans le pays.

(6) Poids et mesures

De même que les grades et les standards, les poids et les mesures universels ont tendance à faciliter les transactions du marché et à réduire les coûts. Encourager l'adoption de poids standard n'est encore une fois pas aussi critique que certains des autres problèmes discutés dans ce rapport. Néanmoins, la recherche dans différentes mesures de volume utilisées actuellement dans le pays fournirait le type d'information de ligne de base nécessaire pour commencer à planifier la formalisation de cet outil de commercialisation.

3. Réduction dans la concurrence atomistique

Un effet final transitionnel a apparemment abouti en une augmentation initiale considérable et en une réduction ultérieure dans la concurrence "atomistique" parmi les commerçants au premier niveau de rassemblement (la première étape de commercialisation entre la ferme et le système du marché). Puisque les chiffres de comparaison n'existent pas, l'augmentation initiale et la réduction ultérieure ne peuvent pas être évaluées (selon le MOC plus de 3.000 licences de commerce ont été délivrées).

Apparemment une opportunité initiale pour un emploi profitable a été prise au sérieux par plusieurs citoyens, et plusieurs licences ont été délivrées. Cette opportunité a été mise en valeur en apparence par les fluctuations saisonnières des prix qui étaient exaspérées par le manque de riz pendant les mois maigres" de l'année, ce qui a induit un grand nombre de personnes à entrer dans le marché en tant que commerçants sans licences cependant une fois que la dure réalité "d'être un commerçant" devenu apparente beaucoup des marchands non-licenciés et licenciés se sont retirés du marché. Comme le système continue à se remuer, le retrait des commerçants inefficaces, aidera à réduire l'inefficacité caractéristique de la concurrence atomistique, à savoir volume-bas coût-élevé.

D'un autre côté, une réduction des commerçants à la première étape de commercialisation au dessous d'un certain niveau créera la possibilité pour quelques uns d'obtenir assez de force de marchandage pour influencer les prix du marché en leur faveur. Les observations faites sur les champs par l'équipe mènent à la conclusion que ceci n'est pas le cas, et dans l'opinion de l'auteurs cela n'a pas beaucoup de chance de se passer dans l'avenir.

D. Effets négatifs

Les effets négatifs sont ceux qui ont un potentiel pour créer des situations économiques et sociales indésirables. Ils devraient attirés l'attention immédiate des planificateurs de politique, donc ils doivent être contrôlés de très près.

1. Prix de riz de consommation plus élevé dans les zones urbaines

Pour que le processus de libéralisation fonctionne, il était nécessaire de changer ou d'ajuster beaucoup de variables macro-économiques, les prix macro, ainsi que les politiques monétaires, budgétaires et de génération de revenu. Deux des changements qui ont un potentiel élevé pour un effet négatif sur les habitants urbains à faible revenu sont la dévalorisation du peso et l'élimination des subventions du riz pour les employés publiques.

L'effet de la dévalorisation du peso a été, et continue de l'être, passé aux consommateurs urbains en tant que réflexion immédiate des prix mondiaux pour le riz. En mai 1987 1 Kg de riz (100% cassé) se vendait à GP125/Kg en Bissau. Depuis la dévalorisation radicale de mai 1982 de 154 pour cent, le peso a continué à être ajusté. Aujourd'hui, la même quantité et qualité de riz se vend au détail de GP1.000 à GP1.200 dans la ville. De là, dans deux années et demie, le prix actuel de riz au détail dans la capital a augmenté par 700% (Voir Annexe 6).

Les salariés publiques étaient autorisé à acheter une certaine quantité de riz par mois à des prix hautement subventionnés. Aussi tard qu'au mois de décembre de 1989, les salariés publiques privés achetaient leur part à GP65/Kg, alors que les prix de vente étaient déjà à GP300/Kg. En janvier 1989, les prix subventionnés aux salariés publiques n'était plus autorisés. Le résultat est que ce segment de la population urbaine a vu les coûts de consommation de riz augmenter de 1.435% entre janvier 1988 et novembre 1989. Pendant ce temps le GOGB a augmenté le salaire de l'employé le moins payé de 37%.

L'effet négatif de ces changements à l'échelle national a été réduit par le fait que plus de 50% de la population est rural et donc pas dépendante entièrement des achats de riz, et ayant accès aux remplaçants tels que le millet, le maïs, et le sorgho. Cependant, on ne peut pas dire la même chose des citoyens, spécialement ces groupes à faibles revenus qui n'ont pas un accès facile aux remplaçants proches.

Réalisant que le riz n'est pas seulement l'aliment le plus important dans le régime national, et que les remplaçant proches peuvent ne pas être aisément disponibles pour la population urbaine, l'effet négatif de ces deux macro changements sur ce groupe de la population ne peut pas être dénié ou aisément mis a l'écart. Cependant, sans aucune information d'enquête sur le revenu du ménage, le budget, et la consommation il est presque impossible d'évaluer le vrai effet. Contrôler les mécanismes et les stratégies de politiques devrait être considéré pour améliorer la situation de ce groupe de population si les prix du riz continuent à augmenter, et si les niveaux de revenus continuent à trainer.

Il y a deux dernières observations intéressantes qui doivent être suivies et analysées dans l'avenir. Premièrement, alors que la consommation élevée de riz par tête est un fait réel (encore qu'il faut le prouver par une enquête statistique solide) la fréquence de la consommation de riz peut être changeante. Dans bien des occasions, on a dit à l'équipe que le riz était consommé 3 fois par jour. Cependant, pendant les visites sur les places de marchés, de restaurants, et d'autres endroits urbains de rassemblement, la consommation de pain de farine de blé était ostentatoire. Pour le petit déjeuner, un morceau de pain (GP 200/grand et GP 100/petit) avec de la margarine était la nourriture standard, au lieu du riz. Que cette observation implique un changement des habitudes alimentaires (à cause de la hausse du prix du riz) ou a été le cas pour de longues périodes ne peut pas être établie. En tous cas l'accroissement d'importations de farine pourrait être l'indication qu'un certain changement de consommation est en train de prendre lieu.

Deuxièmement, l'aide entre famille des membres de régions rurales aux citadins à travers les "cadeaux de riz" est une composante active du système de commercialisation du riz en Guinée Bissau (Voir Section II et III). Des cadeaux de taille de 1 à 3 sacs pesant 50Kg à 60Kg étaient mentionnés comme standard lorsque les membres de la famille urbaine viennent visiter la ferme. Il est impossible de prévoir à ce stage si cette pratique traditionnelle changera ou pas. Cependant, il est possible que les membres de la famille urbaine augmenteraient leur dépendance de ces cadeaux, vu l'augmentation des prix de riz et l'abolition des subventions publiques. L'effet, s'il y en a un, qui peut avoir lieu sur le système commercial est sujet à discussion. La sécurité nette que cette coutume fournit aux citadins et sa contribution à la stabilité sociale en face de cet effet négative est peut être de plus grande importance. C'est de ce point de vue que ce phénomène est d'intérêt aux planificateurs de politique.

2. Effets de la fluctuation intra-saisonnière des prix

Normalement, les prix des denrées agricoles ont un modèle de prix saisonnier caractéristique qui reflète la situation changeante de l'offre et la demande au sein d'un cycle ou d'une saison agricole. Typiquement le niveau de prix le plus bas a lieu pendant la saison des récoltes quand l'offre locale dépasse la demande actuelle et que la denrée doit être stockée pour des ventes ultérieures. Réciproquement, les niveaux de prix les plus élevés sont atteints pendant la saison majeure avant la prochaine récolte lorsque les approvisionnement locaux sont faibles mais le niveau de la demande reste constante.

Un modèle saisonnier normal de ce type envoie des signaux utiles de prix aux producteurs, aux agents commerciaux, aux traiteurs, aux distributeurs, et aux consommateurs leur permettant de prendre de bonnes décisions sur le moment d'acheter et de vendre, la durée de stockage, le degré de traitement et de distribution. Par exemple, les fermiers peuvent retenir une certaine quantité de riz du marché en prévision de prix plus élevés un mois ou deux mois plus tard dans la saison. Cette prévision elle-même peut contribuer à une production plus stable aussi. Les commerçants peuvent stocker le riz pendant un certain temps s'ils ressentent que le changement du prix saisonnier sera assez pour couvrir les frais de stockage et les risques financiers pris. Les traiteurs peuvent varier leurs mélanges de qualité et donc les prix dépendant des conditions de

l'offre et de la demande; de là lorsque l'offre est suffisante les consommateurs sont très sensibles à la qualité, et l'inverse est vrai lorsque l'offre est rare. Finalement, les consommateurs peuvent faire un choix en termes d'achats de qualité et de quantité avec le changement des conditions saisonnières.

Ce modèle de prix intra-saisonnier peut être interrompu ou mis de travers jusqu'aux extrêmes quand les approvisionnements normaux n'arrivent pas sur le marché comme prévu, ou quand on en a besoin, et donc causant des pointes de prix ce qui peut être nuisible à certains segments de la population. De leur côté, ces pointes anormales de prix peuvent envoyer le mauvais message aux producteurs et tendent à créer des conditions "Spéculatives" sur la place du marché (conditions du marché de juillet-août 1989).

Lorsque ces conditions extrêmes ont lieu, les gouvernements ressentent un état "d'urgence" pour intervenir à travers certaines interventions de marché qui sont désignées pour atténuer la condition indésirable de l'offre et la demande et son effet négatif perçue sur les "consommateurs". A leur extrême, ces interventions, atteintes à très haut prix, aboutissent à de petits changements ou des changements pas "normaux" de prix saisonnier qui sont aussi contre-productif puisque'ils diminuent la motivation des producteurs à produire le riz pour des usages commerciaux et pour le secteur privé pour participer dans le processus de commercialisation.

Vu les événements récents en Guinée Bissau et le manque d'informations historiques sur les prix saisonniers et les volumes il est très difficile de dire à ce niveau si le modèle des prix intra-saisonniers du riz (1) et normal, (2) s'il s'éloigne du modèle historique normal, ou (3) s'il se déplace vers un cycle plus normal. Dans le but d'atténuer les effets potentiels négatifs de ces deux extrêmes, il faut permettre aux prix normaux saisonniers de guider le marché, et réduire le besoin de réaction de "peur" par le gouvernement de "faire quelque chose", les moyens et les voies doivent être mis en place pour contrôler les modèles des prix saisonniers pour le riz et les autres céréales pour établir une base de laquelle des politiques et des stratégies solides et à long-termes peuvent être développées.

3. Effets des fluctuations de prix inter-saison

Les prix inter-saisons jouent un rôle principal dans les plans de la production annuelle des fermiers. Comme la moyenne des prix à la ferme pour le riz paddy change, les fermiers les prennent en considération lorsqu'ils décident de la quantité de riz à planter pour la prochaine saison. D'habitude, le prix de la saison passée et peut être le prix de l'année antérieure jouent un plus grand rôle dans le processus de prise de décision que les prix des années précédentes. Dans ce sens, les changements de prix inter-saisons jouent un rôle important dans l'allocation à long-terme des ressources en production agricole.

Les effets positifs de cette réponse aux prix sont clairement indiqués par les augmentations annuelles dans la production du riz depuis le milieu des années 80. Les effets négatifs ont des chances d'apparaître lorsque la place de marché, pour une raison ou une autre, ne survit pas comme le prévoient les fermiers. Par exemple, les fermiers à Tombali et Quinara ont réagi aux prix du riz de l'année derrière en plantant plus de paddy pour cette saison 1989/1990

(jusqu'au point où il n'y avait pas assez de semences pour planter toute la surface voulue). Pendant les visites sur les champs à Catió et à l'île de Caiar en Novembre 1989, on a observé que le marché n'était clairement pas en train de réagir comme les fermiers l'avaient prévu, se basant sur les prévisions de l'année précédente. Les fermiers essayaient de vendre 1Kg de riz moulu à GP1.000 dans les rues de Catio, et pourtant personne n'achetait. Au point le plus proche du niveau des fermes, un point d'échange commercial sur l'île de Como, les mêmes fermiers vendaient le riz à GP550/Kg et le commerçant était en train de le stocker vu le manque de marché pour le riz locale. La question est à deux volets, premièrement qu'est ce qui a créé ce changement draconien et peut être sans précédent dans le prix inter-saison, et deuxièmement comment est-ce que les fermiers vont réagir à un tel changement inhabituel, spécialement les fermiers qui subsistent?

Les deux questions sont très difficiles à répondre avec un quelconque niveau de précision à cause du manque d'informations historiques sur la production, la consommation, les types de commercialisation, les prix, et les volumes échangés. La conversion soudaine de l'économie à la libre entreprise a créé une grande incertitude et un comportement indistinctif du marché dû au "manque d'expérience" des participants du secteur privé. Les fermiers, se rappelant des prix élevés sans pareil des récoltes de 1987/88, et les prix historiques sans précédents subits pendant les mois de juillet et août, s'attendaient naturellement à quelque chose similaire ou meilleur pour cette saison. Le résultat est qu'ils ont planté autant de riz que possible. Cependant, les dernières importations de riz après la situation difficile du mois de juillet et d'août, ont saturé le marché national au moment où la plus grande récolte de riz était prête pour être récoltée. L'étape pour le conflit entre les prévisions des fermiers et la réalité du marché a donc été établi.

Maintenant, comment est-ce que les producteurs de riz vont réagir à ce changement instable des prix inter-saisons? Vont-ils planter quand même plus de riz car la moyenne des prix à la ferme du riz paddy et du riz moulu sont néanmoins au dessus des niveaux historiques, ce qui veut dire qu'ils doivent se rappeler au moins de deux saisons passées. Ou bien, vont ils réduire leur plantation de riz à cause de leur déception, et si oui de combien? Un tel "oscillement" potentiel peut avoir des effets contre-productifs, difficiles à prévoir, et potentiellement déstabilisant.

Comprendre les effets potentiels de ces fluctuations de prix inter-saison sur les décisions des fermiers, les intermédiaires, les budgets et les dépenses des consommateurs, et en général la stabilité sociale et économique va devenir incroyablement plus important lorsque les niveaux de production plus élevés sont accomplis au sein de la nation.

SECTION V

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Introduction

Cette dernière partie du rapport a pour but de fournir la base pour discuter des conclusions et des recommandations données par l'équipe qui a fait l'analyse du sous-secteur du riz. Une discussion approfondie et la compréhension de la signification potentielle de ces conclusions et recommandations par les différents participants au sein du sous-secteur du riz va (1) bénéficier les administrateurs dans leurs efforts de déterminer un cadre de politique, d'analyser les stratégies potentielles, les planifier et les implanter, (2) aider les producteurs à planifier leur production annuelle de riz, (3) faciliter les décisions du secteur privé concernant le marché et les investissements financiers au sein du système de post-récolte du riz, et (4) guider les consommateurs dans leurs décisions concernant leurs dépenses.

De la même importance, cette section a pour but de créer l'échange nécessaire pour aider les auteurs à affiner leur compréhension de ce procédé de libéralisation et donc de contribuer à leurs efforts de formuler des recommandations d'actions plus précises.

B. Conclusions et recommandations

1. Définition et mise en place d'une politique de céréale pour la Guinée Bissau

a. Conclusion

Etablir et promulguer une politique décisive des céréales alimentaires est un besoin pour la nation. De même, le succès continue du procédé de libéralisation exige un rôle institutionnel nouveau et approprié pour le secteur public. Un tel développement (1) renforcera les étapes de libéralisation prises jusqu'à présent, (2) créera un cadre pour le choix des stratégies appropriées pour la mise en place d'une politique qui aidera à optimiser l'utilisation des ressources agricoles, (3) définira le rôle approprié et les activités pour le secteur public, à l'appui d'un système de production de céréales orienté sur le marché, et (4) déterminera les besoins pour le renforcement institutionnel.

b. Recommandations

Politique et stratégies décisives des céréales. Les représentants du secteur privé et du secteur public, ainsi que les agences donatrices devraient promouvoir les analyses et les discussions sur les options et les stratégies de politique alternative pour le riz et les autres céréales en Guinée Bissau. Un sous comité constitué des membres des 3 secteurs doit être établi sous la direction du Ministère le plus approprié, et ceci afin de créer le cadre d'informations nécessaire pour de telles discussions. Une série de réunions, de séminaires et de séances de travail doit être planifiée pour créer un consensus sur ce qui constitue une politique décisive

du riz et des céréales, ainsi que les stratégies de mise en place associées à la nation¹.

Assistance Technique de suivi. Si besoin est, l'assistance technique doit être fournie pour (1) coopérer dans l'expression des options alternatives de politique et des stratégies à discuter, (2) participer dans le procédé de sélection des options de politiques et des stratégies, (3) entreprendre de faire l'inventaire des capacités et des besoins institutionnels des secteurs actuels public et privé, et (4) développer un plan institutionnel de consolidation pour les institutions publiques, quasi-publiques et privées.

2. Réductions des restrictions, exemptions, et les subventions sur le mouvement du riz.

a. Conclusion

Ce qui reste de la période de pré-libéralisation continu à entraver le développement d'un système de commercialisation du riz d'un secteur privé efficace au sein de la nation. Ces contraintes sont reliées au mouvement du riz du sud, et leur réduction par étapes ou bien leur immédiate élimination va améliorer l'efficacité globale du système du marché en (1) augmentant la bonne réaction et la compétition des modes de transport disponibles (fluvier contre routier), (2) créant un bon environnement économique pour le transport fluvier, et (3) éliminant les dérogations injustes et discriminatoires. De plus, le fait de les enlever a très peu de chances d'aboutir ou de contribuer à des pécunies de riz dans le sud.

b. Recommandations

Dispenses d'impôt du riz. Si l'impôt du riz sur les volumes du riz paddy et du riz moulu pris du sud ne peut pas être éliminé, alors toutes les dérogations doivent cesser immédiatement, ce qui élimine alors une pratique discriminatoire qui donne un avantage injuste de commercialisation à des institutions ou des individus choisis.

Contrôles Routier. Sauf si besoin est pour des raisons de sécurité nationale, tous les barrages routiers doivent être réduits, ou éliminés si l'impôt du riz peut être supprimé.

Subventions du transport côtier. Les subventions reçues par RODOFLUVIAL pour le transport côtier aboutissent à des désavantages injustes en cargaison pour le secteur privé, ce qui rend impossible de récupérer le coût total du transport côtier. L'élimination de ces subventions est recommandée pour pouvoir accélérer le développement d'un système de transport côtier d'un secteur privé efficace.

¹Un rapport de politique complémentaire contient les options de politique proposée pour les discussions et les considérations

Bureaucratie reliée au transport côtier. Les étapes de la bureaucratie reliées au transport côtier sont telles que ce mode de transport est hautement décourageant, ou bien il est transféré au secteur informel. Les étapes pour éliminer beaucoup des permis hors de propos, répétés et inutiles, ainsi que rationaliser et centraliser la paperasserie requise, et réduire le nombre de signatures nécessaires va accroître énormément la capacité du système pour faire concurrence avec le transport routier pour les cargaisons et les services.

3. Réduction ou élimination des impôts de commerce et des licences commerciales

a. Conclusion

Les impôts actuels et la bureaucratie associés aux volumes de riz paddy et moulu évacué du sud, représentent un impôt direct sur les fermiers, un poids non-productif sur le système de commercialisation, et une augmentation inutile dans la marge brute de commercialisation requise. Aussi, leur contribution à réduire ou contenir le flux du riz de la région est hautement suspecte. Une réduction graduelle, ou bien une élimination catégorique ajoutera à l'efficacité du système de commercialisation du riz, augmentera le revenu direct des fermiers, et aidera à réduire les marges brutes de commercialisation nécessaires.

Il n'est pas clair du tout que le système actuel fait pour délivrer les licences commerciales, payer les frais, et recueillir les frais annuels de licence soit efficace et contribue au développement d'un système de commercialisation d'un secteur privé compétitif pour les denrées agricoles et la marchandise générale. La vitesse avec laquelle ses développements de libéralisation sans précédents ont pris place, le manque de communication entre les régions et Bissau, entre les ministères impliqués (MOC et MOF), et probablement le manque de ressources et d'infrastructure ont rendu le système actuel incapable de gérer le système entier d'une manière efficace et compétente, sans parler d'être capable d'analyser son effet et de créer des améliorations en son sein.

b. Recommandations

Impôt du riz. Avant de réduire ou d'éliminer l'impôt du riz, une étude rigoureuse du système de l'impôt du riz doit être entreprise pour estimer l'effet de la perte de cette base d'impôt et pour déterminer les alternatives viables pour générer les revenus d'impôt nécessaires.

Licences Commerciales. Le système actuel pour délivrer les licences commerciales, régler et rassembler les frais annuels doit être révisé soigneusement dans le but de (1) évaluer l'effet du revenu de fourniture de licences pour les activités commerciales, (2) explorer les options pour rationaliser le système, et (3) évaluer l'effet des frais différentiels à payer pour les différentes catégories commerciales dans le but d'enlever tout obstacle financier arbitraire qui empêcherait les parties intéressés d'entrer officiellement dans des activités commerciales.

4. Environnement stable, légal et approprié au commerce et aux échanges commerciaux

a. Conclusions

Un environnement stable, légal, qui réagit et qui est approprié au commerce et aux échanges commerciaux est essentiel au développement d'un système de commercialisation dynamique, efficace et opérant pour les denrées agricoles dans le pays. Avec le changement continu de l'économie et du système de commercialisation du contrôle de l'état vers une orientation du secteur privé, un changement analogue dans le cadre légal doit aussi être initié. Cependant, il n'y a pas eu de développement et d'une mise en place d'un cadre nouveau pour le commerce et les échanges commerciaux. Beaucoup des règlements, et des lois de pré-libéralisation, qui ne sont plus valides, pertinentes, ou même légales continuent à être utilisées au détriment des initiatives du secteur privé et au développement général du pays. Le développement et l'implantation d'une série modifiée et pertinente de codes légaux pour les échanges commerciaux et le commerce doit être une priorité dans le plan de développement général du pays.

b. Recommandations

Revision des lois et des règlements sur le commerce et les échanges commerciaux. On doit entreprendre immédiatement des efforts pour réviser les lois et les réglementations actuelles qui sont appliquées au commerce et aux échanges commerciaux. Le procédé de révision doit soigneusement considérer l'histoire du pays pour évaluer les raisons et l'importance des lois développées pour fournir une base pour établir un lien entre le passé et les besoins futurs pour des lois et des réglementations appropriées au commerce.

Développement et adoption des lois universelles de commerce et d'échanges commerciaux. En se basant sur une révision, une série nouvelle et appropriée de lois et de réglementations doit être présentée, discutée et finalisée, avant de formuler et d'accomplir les plans pour leur introduction et leur adoption.

Capacité institutionnelle. Une fois qu'on a finalisé une série appropriée de lois et de réglementations universelles pour le commerce et les échanges commerciaux, et que des stratégies respectives d'exécution ont été choisies, on doit procéder à une analyse des moyens et des voies d'accomplissement. Ceci va nécessiter une évaluation des capacités d'exécution au sein du secteur public, y inclue les besoins techniques, de gestion, légaux, et autres ressources humaines et institutionnelles.

Planifier la réalisation. Un plan à long terme pour institutionnaliser les capacités légales, techniques, de gestion et de direction au sein de la nation doit être développé, consolidé et instauré. Une telle consolidation institutionnelle exigera la formation du personnel dans différents domaines, légal, paralégal, technique, analytique, de gestion et de direction, matériels et équipement, et comme on l'introduit graduellement, on nécessitera un support budgétaire supplémentaire au sein du secteur public.

Assistance technique de suivi. Si besoin est, l'assistance technique doit être fournie pour (1) coopérer dans la révision des lois et des réglementations commerciales, (2) participer dans le développement et la formulation de nouvelles lois et réglementations universelles pour la révision et la discussion, (3) entreprendre de faire l'inventaire des capacités et des besoins institutionnels publiques, et (4) développer un plan institutionnel de consolidation pour la nation.

5. Crédit pour les entrants de capital et la commercialisation

a. Conclusion

Le procédé de libéralisation a fourni aux entrepreneurs et aux institutions du secteur privé de nombreuses opportunités de commerce directement ou indirectement relié à la production et la commercialisation du riz, spécialement dans le sud. Là où ces opportunités de commerce ont été introduites, les fermiers ont bénéficié de la valeur ajoutée supplémentaire ou des gains d'efficacité au niveau du village ou de la ferme. Cependant, le manque de crédit et de sources de crédit (voir point No. 6), ainsi que le coût des crédits a empêché d'introduire un taux de main-d'oeuvre plus rapide ainsi que des technologies qui permettent une économie de temps. Pour pouvoir supporter le taux auquel la production de riz semble augmenter, des crédits supplémentaires doivent être réservés aux fonctions de commercialisation suivantes.

Minoteries de riz. L'introduction de minoteries de riz simples et à basse capacité a été faite avec grand succès dans le sud. Des minoteries supplémentaires, et la formation d'opérateurs et de gérants devraient (1) augmenter la capacité de mouture, l'efficacité du système, et la qualité du riz, et (2) libérer les femmes pendant leurs journées de travail pour un emploi plus productif tel qu'une cultivation supplémentaire de riz, la commercialisation d'autres denrées agricoles, et (3) plus d'opportunités d'éducation. Il en serait de même pour les régions produisant le riz en surplus au sein des régions en déficits.

Transport rural. Le transport rural représente le maillon le plus faible dans le procédé d'assemblage et de distribution des denrées agricoles, des entrants agricoles et des produits de consommation. Un crédit supplémentaire de plusieurs sources est nécessaire pour augmenter son efficacité, et de plus pour relaxer la main-d'oeuvre. Parmi ceux qu'on a mentionné il y a (1) les petits camions (5 tonnes ou moins), les motocycles, et les bicyclettes pour l'assemblage et la distribution rurale, et (2) les moteurs hors-bord pour augmenter le transport fluvial, la capacité de pêche et l'efficacité.

Crédit Commerciale. L'efficacité commerciale est augmentée si un crédit suffisant et opportun est mis à disposition pour la commercialisation des denrées agricoles et produits de consommateurs. Plus spécifiquement, un crédit sous forme de fonds de roulement est nécessaire pour les produits stockés, le transit, le traitement, et les ventes à crédit. Un crédit supplémentaire de

sources différentes aidera à alléger le manque de crédit et augmenter la concurrence commerciales et l'efficacité.

b. Recommandations

Crédit supplémentaire. Au sein du programme de restructuration structurelle qui est entrepris, on doit porter considération à la quantité et au coût de crédit disponible pour les buts de commercialisation en général et pour les entrants de capital associés avec la commercialisation du riz. Des quantités supplémentaires au coût du marché devraient être disponible si possible.

Sources de crédit. A l'exception de DEPA offrant des crédits limités pour l'achat des minoteries de riz, tous les autres crédits de commercialisation sont liés et contrôlés par les marchands. Des sources de crédits supplémentaires devraient être établies pour accroître la concurrence pour les clients désirant des crédits et pour diminuer les effets négatifs du fait d'être sous crédits aux sources limitées.

6. Installations de banques rurales

a. Conclusion

Le manque d'installations de banques rurales à travers le pays représente une des principales barrières au développement économique de la nation. Premièrement, le manque d'une telle infrastructure et des services, contribue à la retardation du procédé de développement pour changer la subsistance actuelle orientée sur un système de production agricole (à l'exception de l'exportation des cultures) à une subsistance orientée vers la commercialisation. Deuxièmement, le marchandage dans les régions rurales est forcé à retenir le troc comme étant le type le plus commun du procédé de transaction commerciale pour les denrées agricoles, ce qui est une approche commerciale au coût élevé. Troisièmement, là où il y a accumulation de richesse rurale (minoteries de riz), son utilisation productive est limitée à la région immédiate à cause du manque d'institutions de banques rurales qui pourraient absorber de tels épargnes et la rendre disponible pour un autre usage productif. Quatrièmement, le manque de sources de crédits supplémentaires combine la disponibilité des crédits et la source limitée. Cinquièmement, les politiques nationales, fiscale et monétaire, et les stratégies sont faites plus compliquées et sont sujettes au doute puisque la quantité d'argent en circulation est littéralement inconnue.

b. Recommandations

Création d'installations bancaires dans les régions rurales. On doit encourager la création d'installations bancaires dans les régions rurales dans le but de (1) aider le procédé de transformation de la subsistance à l'orientation vers le marche, (2) fournir aux épargnants ruraux un moyen flexible pour stocker et augmenter leur richesse, (3) rendre l'épargne rural disponible à

l'économie générale, (4) fournir des sources de crédits et des services indépendants, et (5) faciliter la comptabilité et les politiques fiscales et monétaires nationales.

Options de banque rurales. Une étude des alternatives possibles pour établir des installations bancaires rurales doit être entreprise dans un futur proche. Les options s'étendent de l'ouverture de branches de la National Bank et des banques privées nouvellement créées dans les villes rurales et les communautés, à la formation d'associations de prêts et d'épargne, agréées mais indépendantes, au niveau des villages. Des lignes de conduite appropriées légales et réglementaires doivent être formulées, formalisées, et mises à exécution. Les capacités institutionnelles devront être renforcées ou bien développées.

7. Production du riz et recherche en post-récolte

a. Conclusion

Alors qu'on a fait des progrès dans l'amélioration de la production de riz à travers la recherche et les activités de vulgarisation à Contoubel et à Caboxante, ces initiatives ont été limitées dans leur portée (nombre de projets de recherche) et dans leur envergure (nombre de fermiers qui ont en profité). La production de riz a été aussi supportée directement à travers plusieurs projets dont le but était de regagner les régions productives, spécialement la région de riz de manglier dans le sud.

Quelques informations, essentielles pour la planification de la politique alimentaire, ne sont cependant pas encore disponibles ou pas encore accessibles. Ces informations comprennent (1) le coût de production par unité (tonne) pour chacun des systèmes de production de riz, (2) les taux de semences par système, (3) les pertes sur les champs par système, (4) les rendements d'usinage et les qualités et (5) les pertes post-récolte par système. Alors qu'une analyse du coût de production par unité pour chaque système comprendrait les articles de (2) à (4), ils ont été mentionnés séparément pour marquer leur importance.

Des estimations précises ou l'accès régulier à de telles informations sont nécessaires pour le développement d'estimations statistiques fiables sur la production annuelle de riz et la disponibilité nette. Ces informations sont une clé pour l'analyse ayant rapport avec la commercialisation, la politique, la consommation, les importations et les besoins budgétaires et en devises étrangères.

b. Recommandations

Information: La ligne de base des informations sur le coût de production, les taux de semences et les rendements de moulure et de qualité devraient être rassemblée sur plusieurs cycles de récoltes, en commençant par la prochaine saison de culture en août. On a besoin de personnel dans les deux stations d'expérience à Contuboe et à Caboxante à cause de la distribution des systèmes de production de riz et des sites de moulure. Une fois qu'on a rassemblé ces informations, on devra les envoyer à GAPLA pour les analyser et les

distribuer. On peut faire l'application immédiate de ces informations dans le service de rapport statistique, ainsi que l'analyse de la production, de la commercialisation et de la politique.

Recherche: On devrait commencer la recherche sur les champs et les pertes de post-récolte dès que Mr. Mustafa Cassama retourne à son poste au Service de Protection des Cultures à Bissau. Un tel programme de recherche exigera une planification, des fonds supplémentaires et les deux doivent être considérés sérieusement. Les résultats de recherche peuvent mener à des structures améliorées de stockage et à une meilleure gestion au niveau des fermes et du système de commercialisation, ainsi qu'à des méthodes de manutention améliorées dans les champs avec une réduction consécutive dans les pertes en qualité et en quantité.

C. Renforcement des capacités institutionnelles pour soutenir le développement de politiques et de marchés

a. Conclusion

Le succès des formulations initiales, l'exécution ultérieure, le contrôle futur et le suivi d'une politique nationale de céréales et l'exécution des stratégies respectives va dépendre en grande partie de la qualité du pouvoir institutionnel nécessaire pour accomplir la tâche. Premièrement, un pouvoir institutionnel très spécifique aura à renforcer et développer l'exécution de la politique initiale, le contrôle ultérieur, et la reformulation et les mises au point de la politique future. Deuxièmement, un pouvoir institutionnel complémentaire sera nécessaire pour fournir les facilités de production et les informations commerciales nécessaires dont on a besoin pour aider à analyser et formuler la politique, la production du riz et le développement du marché.

b. Recommandation

Par conséquent, le pouvoir institutionnel qui (1) entreprend l'analyse et la formulation continue de la politique des céréales, et (2) rassemble, analyse, et dissémine le support à la production et l'information commerciale aura besoin d'une évaluation des capacités actuelles des institutions au sein du secteur public, quasi-public et privé. Un plan à long terme pour institutionnaliser les aptitudes techniques, analytiques, et de gestion nécessaires au sein des institutions respectives peut alors être développé, considéré et mis à exécution. Un tel renforcement institutionnel exigera, une assistance technique à long terme, une formation académique de court terme pour les nationaux et une aide budgétaire supplémentaire du secteur publique.

Les lignes de conduites suivantes pour accomplir un tel pouvoir institutionnel en faveur de la formulation de politique, de la facilité de production et de l'analyse commerciale sont recommandées.

- Déterminer le type et la quantité de compétence requise.
- Déterminer le type et la quantité d'équipement et de matériel nécessaire.
- Evaluer le pouvoir institutionnel actuel dans la nation.

- Déterminer la meilleure combinaison des institutions publiques et quasi publiques pour institutionnaliser la politique d'analyse et de formulation.
- Formuler l'assistance technique et les programmes de formation.
- Préparer un budget pour l'assistance technique, la formation, l'équipement et le matériel, et les autres besoins pour mettre en place les programmes
- Promouvoir les discussions avec GOGB pour préparer l'institutionnalisation et la provision des coûts périodiques une fois que le programme a commencé.
- Promouvoir le développement et l'application d'instruments d'analyse appropriés et de modèles pour suivre la performance du marché et prévoir le comportement du marché, dès que le programme est approuvé.

D. Etudes d'appui pour aider à formuler les options politiques et le soutien au développement du marché.

L'objectif de cet effort d'analyser le système de commercialisation du riz en Guinée Bissau était de provoquer une meilleure compréhension des effets potentiels présents et futurs du procédé de libéralisation pour pouvoir aider les agences de développement et les représentants du GOGB dans leurs efforts de l'améliorer. Cet effort initial a été par la suite étendu pour inclure aussi une analyse initiale du système de production de riz, et une évaluation des politiques et des stratégies actuelles nationales.

Les conclusions et les recommandations contenues dans cette section résument les actions de suivi nécessaires qui sont considérées comme étant essentielles pour le renforcement et l'expansion réussite des succès initiaux du programme de libéralisation.

La mise en exécution réussite des recommandations de prise d'actions recommandées nécessitera l'entreprise de certaines études supplémentaires. Ceci comprend (1) des études pour créer un bon type de ligne de base d'information pour l'analyse de politique, la formulation, la mise en place, et le contrôle, (2) l'évaluation de l'effet du procédé de libéralisation sur les fermiers cultivant le riz, et (3) le développement de l'analyse requise pour une planification réussite et la mise en place des autres recommandations reliées au crédit commercial et aux installations bancaires rurales, des lois et des réglementations commerciales universelles, des technologies supplémentaires de réduction de la main-d'oeuvre au niveau des fermes, et d'autres efforts de développement de commerce agricole.

1. Ligne de base d'études ayant rapport à la formulation de la politique du riz et des stratégies.

Alors que la formulation de politique initiale, le développement de stratégie et la mise en place ne doivent pas être retardés, sa qualité, et donc l'effet socio-économique (ou bien les chances d'éviter les erreurs coûteuses) sera énormément mis en valeur en accomplissant les études suivantes et en assimilant les résultats dans le procédé de formulation de politique.

a. Etude du commerce régional pour le riz

Les échanges commerciaux entre la Guinée Bissau et les pays avoisinant tels que le Sénégal, la Guinée Conakry, et la Gambie ont existé depuis bien avant l'époque coloniale. Aujourd'hui, les commerçants transcendent les frontières géopolitiques avec aisance et pratiquement en très peu de temps.

Ces échanges formels et informels réagissent aussi pour exploiter les politiques individuelles nationales des céréales et des stratégies de ces pays. La réaction réciproque est reflétée en des changements périodiques des mouvements et des volumes d'échanges commerciaux, et par conséquent aux niveaux de production national et des motivations individuelles. Par dessus tout ceci, les facteurs saisonniers vont créer aussi des modifications dans la structure des échanges commerciaux et leur volumes, sans tenir compte de la politique individuelle d'un pays.

Une compréhension totale de l'existence, des structures, et des volumes de ce commerce régional (formel et informel) est critique pour la bonne expression d'une politique nationale de riz et la mise en place des stratégies. Des mises à jour périodiques des politiques et des stratégies de production de céréales, de prix, de consommation, d'intervention, et de commerce de chaque pays sont aussi des connaissances fondamentales qui doivent être incorporées dans le procédé de formulation de politique nationale.

b. Détermination des coûts de production et de commercialisation du riz par système.

Certains des points qui devront être adressés lors de la discussion et de l'expression d'une politique nationale de riz comprennent (1) l'avantage comparatif de la cultivation du riz, (2) la stabilisation des prix, et (3) la sécurité de l'alimentation.²

Une bonne compréhension de l'avantage comparatif du pays dans la culture du riz et ses implications pour la formulation de politique, et donc pour l'allocation des ressources globales est fondamentale. L'avantage comparatif a rapport avec la question de cultiver une certaine denrée alimentaire par opposition à son importation, tel que le cas du riz en Guinée Bissau. Il est fort probable que le problème en GB est un problème d'avantage relatif plutôt que celui d'avantage comparatif absolu. Cependant, pour pouvoir analyser ceci, la production interne et les coûts de commercialisation du riz, qui ne sont pas connus actuellement sont essentiels.

Alors qu'aux niveau national ou total le riz peut être traité comme une denrée unique (se basant sur une qualité donnée, cette supposition ne passe plus pour être vraie une fois que les quatre différents systèmes de production sont pris en considération. Sur une base de système par système il y a de fortes chances d'avoir des différences dans la production, la première étape de commercialisation, et les coûts d'opportunités pour l'emploi de ressource. Ces différences sont critiques quand la contribution relative de chaque système à la production nationale de riz est évaluée, et qu'une politique nationale est

² Voir le rapport complémentaire de politique

formulée. Par exemple, la production, la commercialisation et les coûts d'opportunité de la production mécanisée du riz seront très différents du riz produit manuellement par les fermiers sur Caiar. Par conséquent, leurs avantages comparatifs relatifs peuvent aboutir à la préférence d'un système par rapport à un autre, selon la forme de la politique de céréale du pays et de la manière dont les stratégies ont été structurées.

Par conséquent, la production, la commercialisation et les coûts d'opportunités pour les ressources pour chaque système de production de riz ne doivent pas être rassemblés, analysés et incorporés dans le procédé de formulation de la politique de céréale.

c. Etude du budget national de ménage et de consommation.

Savoir quelle est l'utilisation du riz dans le pays est également critique pour la formulation et la mise à exécution d'une bonne politique nationale du riz qui va créer les effets socio-économique désirés. Cependant, de même que les coûts de production, on sait très peu au sujet de la consommation de riz, sauf que c'est la nourriture de base dans la nation. Pour pouvoir fournir aux planificateurs de politique une meilleure base pour formuler la politique que la supposition théorique existante de 110 Kg par tête par an, une étude du budget national de ménage et de consommation doit être faite dès que possible. Une telle étude fournira une ligne de base du type d'information sur un grand nombre de problèmes importants tel que:

- Budget ménager urbain et rural d'allocation à la nourriture, au foyer, au transport, à la santé, à l'école, aux récréations, etc.
- Consommation actuelle de riz par capita et consommation totale.
- Différences dans la consommation par capita par rural-urbain, ethnique, région du pays, niveau de revenu, et saisons.

Ces informations fourniront la ligne de base de l'information critique pour les efforts de développement qui sont au-delà du développement d'une politique nationale de céréales tels que les programmes de santé et scolaires. Aussi, comprendre les changements des allocations du budget de ménage avec l'augmentation du revenu par capital permettra aux planificateurs de politique d'améliorer les décisions qui auront un effet sur les (ménage, agriculture, industrie) allocations de ressources en même temps que la nation se développe. Finalement, comprendre l'effet continue du procédé de libéralisation sur les consommateurs, spécialement la population pauvre urbaine est critique pour concevoir des programmes qui réduisent les effets négatif potentielles sur cette partie de la population.

2. Surveiller l'effet de la libéralisation du marché sur les fermiers

a. Etude des changements des avantages sociaux des fermiers après la libéralisation

Les avantages sociaux des fermiers se sont améliorés depuis que le procédé de libéralisation a commencé il y a quelques années. Aussi, les initiatives pour changer le système de subsistance existant vers un système de production orienté

sur le marché vont contribuer au bien-être des fermiers et au secteur rural en général.

Actuellement, cependant seules les évaluations qualitatives sont disponibles telles que "beaucoup de produits pour les consommateurs sont disponibles dans le secteur rural, même dans les coins les plus reculés." Bien que ces déclarations soient une documentation bénéfique de l'effet positive de l'effort de libéralisation, elles ne nous fournissent aucune information quantitative qui permettrait aux planificateurs de politique d'évaluer le degré, la vitesse, et la direction de l'effet.

Un système de contrôle pour évaluer périodiquement le degré, la vitesse, et la direction des changements affectant les fermiers et le secteur rural serait inestimable pour les mises au point futures de la politique (on doit se rappeler que plus de 80 pour cent de la population est toujours rurale). Ceci nous précisera comment et à quel degré les fermiers ont bénéficié du procédé de libéralisation. Comment vont-ils bénéficier et réagir aux changements futurs de la politique? Y-a-t-il des changements, en cours ou potentiels qui pourraient diluer les bénéfices mûrs jusqu'à présent?

De simples enquêtes pour contrôler l'utilisation des entrants de ferme, les prix au niveau de production à la ferme, en combinaison avec d'autres informations de production et de commercialisation, fourniraient les informations nécessaires de base pour évaluer les effets actuels et indiquer les développements d'avenir.

b. Etude de la production et de la commercialisation d'autres denrées agricoles.

Le procédé de libéralisation a affecté la production agricole en général et pas seulement la production de riz. Ceci est vrai aussi pour la commercialisation des denrées agricoles. Le problème principal rencontré dans cette étude sur le riz a été la pauvreté et le manque d'informations fiables sur la production du riz, la commercialisation et l'utilisation. Il n'y avait pas de manque d'opinions, de conjectures et de contradictions. Néanmoins des changements de politique sans précédents ont pris place et ont des chances de prendre place dans l'avenir.

Alors que les changements de politique qui ont été établis devaient être établis à cause du manque d'options et étaient probablement les plus difficiles à entreprendre, d'autres changements dans l'avenir seront sûrement "sur la marge", ce qui veut dire construire sur ce qui a déjà changé. Ce type d'ajustements de politique entraînent la possibilité de plus grands bénéfices, s'ils sont bien structurés, ou bien de grande nuisance s'ils sont mal conçus.

Des études supplémentaires sur la production et la commercialisation par classes de denrées alimentaires pour les denrées agricoles cultivées pour l'exportation et la consommation nationale??? (1) vont engendrer les informations nécessaires de base nécessaires pour de bons ajustements de la politique agricole, (2) vont indiquer là où la production et la commercialisation de ces denrées peuvent être améliorées, (3) vont aider au développement du commerce agricole, et (4) vont mener à une allocation améliorée de ressources au sein du secteur, et par là au bien-être des fermiers.

3. Initiatives supplémentaires du développement du marché

a. Etude sur l'entrants de capital, le crédit pour la commercialisation, et les bancaires rurales

Comme on l'a indiqué dans cette section les crédits supplémentaires pour les entrants de capital, la commercialisation en général et les installations bancaires rurales sont nécessaires pour réduire le manque de crédits, saisir le potentiel de la richesse rurale engendrée, fournir des sources supplémentaires de crédits pour réduire les "sources de crédits sous conditions" et faciliter les décisions et les contrôles nationaux fiscaux et monétaires.

Une étude sur les crédits et les banques doit être entreprise pour évaluer ces défauts dans le système de crédit et de banque. On doit en savoir plus au sujet des besoins actuels et potentiels de crédits, de la richesse rural engendrée et de son potentiel, et aussi des "sources de crédits sous conditions" et leurs effets sur la production et la commercialisation des denrées agricoles. Des moyens alternatifs pour fournir des crédits pour la production, l'amélioration du capital, de la commercialisation, et la mobilisation des ressources rurales seraient une formidable poussée pour l'économie rurale du pays.

b. Lois et réglementations commerciales universelles

Alors que le système de commercialisation a été complètement changé d'une monopole d'état à un système privé, et que les lois et les réglementations commerciales associées avec l'ancien système ont été abolies par décret, il n'y a pas eu de proposition d'une série compréhensible de lois et de réglementations universelles et de leur mise en place pour le nouveau système de commercialisation privée. Aussi, bien qu'aboli par décret, cela ne veut pas dire que les anciennes lois et réglementations ne sont plus appliquées et renforcées, au détriment des initiatives du secteur privé.

Une étude faite pour la révision des anciennes lois et réglementations, de leur abolition par décret, et du manque d'une nouvelle série fournirait une base pour comprendre et clarifier leur effet négatif actuel et potentiel sur le procédé de libéralisation. Cela fournirait aussi les informations nécessaires pour formuler les changements et promouvoir la mise en place d'une nouvelle série appropriée de lois et de réglementations universelles qui encourageraient un développement plus efficace du système de commercialisation.

c. Technologie agricole d'épargne en main-d'oeuvre

Un des effets les plus dramatiques de l'introduction de petites minoteries de riz dans les zones rurales de Tombali et Quinara a été l'effet indirect sur les entreprises rurales et donc sur les ressources à travers le dégagement de la main-d'oeuvre dont on avait besoin auparavant pour battre le riz pendant toute la journée. Le projet chinois de production de riz a démontré la faisabilité technique, culturelle et économique de l'introduction de simples batteurs qui ont augmenté considérablement le rendement de la main-d'oeuvre de cette opération.

L'introduction et l'adoption supplémentaire de technologies d'épargne en main-d'oeuvre augmentera plus tard le dégagement de la main-d'oeuvre à utiliser dans des entreprises plus productive, et en même temps augmentera le rendement du système de post-production du riz. Aussi, plus le système de production du riz change en un système qui est orienté vers le marché, et de plus en plus le rendement, la qualité, et la bonne réaction seront récompensés.

Des tarages simples et sans moteur peuvent être aussi fabriqués localement et introduits. Les technologies d'épargne en main-d'oeuvre sont disponibles aussi pour la phase de production, et doivent être explorées. Par exemple, IRRI a développé beaucoup de petits outils de production, d'implantation, et de machines qui peuvent très bien être de bonne utilité pour certains des systèmes de production de riz en Guinée Bissau.

Finalement, un autre effet bénéfique et de grande durée de l'introduction et de l'adoption de technologies d'épargne en main-d'oeuvre est reflété dans la création d'entreprises rurales adaptées pour la fabrication et la réparation de ces outils et de ces machines, ajoutant aux profits de l'introduction initiale.

d. Etudes du développement de commerce agricole

Etant donné que le secteur rural répond aux défis relevés par la demande pour les denrées agricoles, et le besoin pour les entrants agricoles et les produits pour consommateurs au niveau des villages, les opportunités pour les commerces agricoles de taille, de location et de structure appropriée vont être absorbant.

A la longue, des moyens doivent être institutionnalisés pour fournir l'aide nécessaire pour déterminer la faisabilité commerciale, technique, économique, financière, et de gestion de projets potentiels et de nouvelles entreprises.

Par exemple, si les batteurs et les tarages sont introduits avec succès, de nouveaux établissements de fabrication et de réparation vont être construits sans doute. Là où les études du type agro-commercial, d'assistance technique, et de formation peuvent aider c'est en évaluant les besoins et les exigences techniques de gestion, financiers, et de commercialisation que de telles entreprises auront à maîtriser pour pouvoir entreprendre avec succès de telles entreprises. La même chose est vraie pour les minoteries de riz déjà en place et pour celles de l'avenir, pour les entreprises de transport, les associations d'épargnes et de prêts au niveau des villages, les entreprises de marchandage, les entreprises de pêche, et autres.

ANNEXE I
DECLARATION DE TRAVAIL

DECLARATION DE TRAVAIL

L'entrepreneur fournira une étude dans laquelle seront compris les points suivants, mais elle ne sera pas limitée seulement à ces points-là:

1. Description des caractéristiques et des analyses de tendances récentes dans la production du riz, l'import/export, et la consommation. Le degré d'autosuffisance atteint.
2. Analyse structural de système de commercialisation du riz dans le pays, comprenant: l'identification et la description des saisons, des voies de commercialisations, des participants, des volumes, du stockage, de la maintenance, et des infrastructures de traitement; les estimations des pertes de post-récolte, les méthodes de transport, l'enchevêtrement avec le système, les talents de gestion et techniques, etc.
3. Contingent selon la disponibilité et la qualité des données, faire une analyse de conduite et de performance du système de commercialisation du riz y incluant les prix et les marges à différents niveaux, la part du fermier des prix de ventes en gros et au détail, découverte de prix, détermination, qualités, barrières d'entrée, etc.
4. Analyses des politiques récentes et actuelles de GOGB, les stratégies d'intervention et les programmes et leur effet sur la production de riz, la commercialisation, et la consommation.
5. Travailler conjointement avec un représentant de l'INEP et faire des enquêtes sur les champs pour obtenir une vue personnelle du système du riz, et faire des interviews avec les agents de commercialisation des producteurs, les responsables de GOGB, les autres agences de donation, et les consommateurs.

ANNEXE II
ENQUETE SUR LA CONSOMMATION DE RIZ
DANS LA VILLE DE BISSAU

Previous Page Blank

101

BAIRROS :	23	PESSOAS=10:	248	RECEBER :	40 DESP/DIA:	5775
FOSSES :	99	TRABALHAM :	250	FESS/FCS:	7 CONS/DIA:	292,65
Nº. PESSOAS :	693	LAVRAM :	67	TRAS/FCS	2,5 CONS/PES:	0,51

ZONA	BAIRRO	N.PESSOAS	ETNIA	PESSOAS=10	TRABALHAM	P.LAVRAM	RECEBER	CONSUMO	CONS/FESS	DESPESAS
I	NEMA	13	BALANTA	6	2	1	0	3	0,30	7000
I	NEMA	9	MANDINGA	4	2	0	0	3,5	0,50	5000
I	RENO	10	CABOVERD	6	4	1	1	3	0,43	4000
I	CUPILON DE CIMA	6	BIAFACA	2	3	1	1	1,75	0,35	5000
I	CUPILON DE BAIXO	3	BALANTA	1	2	1	0	1,75	0,70	3000
I	MISSIRA	4	BALANTA	2	2	1	1	2	0,67	5000
I	MISSIRA	7	MANCANHE	4	1	0	0	2	0,40	1500
I	MISSIRA	7	MANCANHE	3	2	1	0	1,5	0,27	3000
I	MISSIRA	4	MANJACA	0	2	1	0	2,5	0,63	5000
I	MISSIRA	10	MANCANHE	6	2	1	1	5	0,71	7000
I	MISSIRA	4	MANCANHE	2	2	1	0	1	0,33	6000
I	GAMBIAFACA	12	BIAFACA	4	2	1	1	4,5	0,45	10000
I	GAMBIAFACA	9	BIAFACA	4	3	1	0	4	0,57	9000
I	MINDARA	13	MANCANHE	5	2	0	0	14	1,33	7000
I	MINDARA	8	MANCANHE	3	3	1	1	2,5	0,38	3000
I	MINDARA	6	PAFEL	3	1	1	0	3	0,57	5000
I	SINTRA	8	MANJACA	2	5	0	0	4	0,57	6000
I	CHAO DE PAPEL	9	PAFEL	5	1	1	1	2,5	0,45	8000
I	CHAO DE PAPEL	6	BALANTA	1	2	1	1	1	0,18	10000
I	AJUDA	10	MANDINGA	4	4	1	1	2,5	0,31	15000
I	AJUDA	6	SARACOLE	2	2	0	0	4	0,30	3000
I	CUNTUM	10	MANDINGA	2	5	1	0	6,5	0,72	6000
I	CUNTUM	6	FULA	4	3	1	1	2,5	0,63	4500
I	STA. LUCIA	2	PAFEL	0	1	1	0	0,6	0,30	1500
I	STA. LUCIA	8	PAFEL	1	1	0	0	5,5	0,73	7500
I	LUANDA	7	BALANTA	2	4	1	0	3	0,50	3000
I	LUANDA	4	MANJACA	2	2	1	0	2,5	0,33	1500
I	LUANDA	4	BALANTA	1	1	0	0	3	0,86	3500
I	TCHADA	5	FULA	3	2	1	0	3	0,86	4000
I	TCHADA	6	FULA	4	2	1	1	2	0,50	5000
I	PLUSA	7	MANCANHE	2	3	0	0	3,5	0,53	5000
I	EANDIM	9	FULA	5	2	1	1	3	0,45	6000
I	ALTO CRYM	6	MANCANHE	3	1	0	0	0,75	0,17	1000
O	FRACA	7	MANJACO	2	2	1	1	2	0,33	5000
O	FRACA	5	PAFEL	1	2	0	0	1,5	0,33	7500
O	FRACA	8	CABOVERD	1	3	1	1	1,75	0,23	10000
O	FRACA	9	CABOVERD	2	4	0	0	2,5	0,36	10000
O	FRACA	8	CASERNGA	3	4	1	1	2,75	0,42	15000
O	FRACA	1	PAFEL	3	5	1	1	4	0,42	12500
O	FRACA	7	MANCANHE	2	2	0	0	2	0,33	5000
O	FRACA	5	ELJAGO	1	2	1	1	1,5	0,33	7500
O	FRACA	4	BALANTA	1	1	1	0	1	0,29	5000
O	FRACA	2	BEAFACA	2	7	1	1	4,5	0,41	10000
O	FRACA	7	CABOVERD	3	2	0	0	1,5	0,27	5000
O	FRACA	7	SIRIANA	2	4	1	1	3,5	0,53	7500
O	FRACA	6	PAFEL	3	1	1	1	2,5	0,56	5000
O	FRACA	6	CABOVERD	2	3	0	0	2	0,40	10000
O	FRACA	8	MANDINGA	2	3	1	0	3,5	0,50	8000

FRACA	7 PAPEL	3	1	1	0	5	0,31	5000
FRACA	6 CABOVERD	3	3	0	0	3	0,57	7500
FRACA	5 GESA	2	1	0	0	2	0,50	5000
FRACA	7 CABOVERD	2	2	0	0	3	0,50	7500
FRACA	7 MISTA	0	3	0	0	2,5	0,35	15000
FRACA	7 PAPEL	3	2	1	1	3,5	0,54	6000
FRACA	4 CABOVERD	2	2	0	0	1,5	0,50	7500
FRACA	5 MANJACA	3	2	1	0	1,5	0,43	5000
FRACA	6 CABOVERD	3	1	0	0	2	0,41	6000
FRACA	5 MANCANHE	2	2	1	0	2	0,50	5000
FRACA	8 FULA	3	2	1	0	4	0,62	7500
FRACA	7 LIBANESA	1	6	0	0	3	0,46	15000
FRACA	5 CABOVERD	2	2	0	0	2	0,50	10000
FRACA	8 MISTA	3	4	1	0	3,5	0,54	10000
FRACA	7 NALU	2	3	1	1	4	0,57	10000
FRACA	6 LIBANESA	1	3	0	0	4	0,73	15000
PENHA	6 MANCANHE	3	2	0	0	1,5	0,33	1500
PENHA	12 MANDINGA	2	4	1	1	5	0,45	5000
PENHA	9 FELUPE	4	3	1	1	2,5	0,35	4500
PENHA	5 BEAFADA	3	2	1	0	1	0,29	2000
PENHA	9 PAPEL	2	2	0	0	9	1,13	5000
PENHA	16 MANDINGA	5	6	1	1	9	0,57	6000
PENHA	5 MANCANHE	2	1	1	0	1	0,25	2000
PENHA-BOR	4 GESA	1	2	0	0	1,5	0,43	2500
PENHA-BOR	11 MANSONCA	2	4	1	1	4	0,40	3500
PENHA-BOR	6 BEAFADA	0	3	1	1	4	0,60	3500
PENHA-BOR	6 SOSSO	1	3	1	0	1,5	0,27	2500
PENHA-BOR	6 BEAFADA	2	2	1	0	1,5	0,30	1200
PENHA-BOR	4 BEAFADA	2	2	1	1	1,5	0,50	2500
BAIRRO MILITAR	5 BALANTA	2	2	1	1	2,5	0,63	7500
BAIRRO MILITAR	7 BEAFADA	3	2	1	1	2	0,35	1500
BSA	12 MISTA	5	1	0	0	5	0,53	6000
MADINA	5 MANJACA	3	2	1	0	1,5	0,43	2500
MADINA	6 BALANTA	2	2	1	1	1,5	0,30	6000
QUELELE	5 BALANTA	2	2	1	1	1,5	0,38	3000
QUELELE	4 BIJAGO	3	1	1	1	1	0,40	7500
QUELELE	6 BIJAGO	1	2	1	1	1,5	0,27	5000
QUELELE	8 PAPEL	5	2	1	1	1,5	0,27	
QUELELE	6 BALANTA	3	1	1	1	4,5	1,00	1500
QUELELE	4 BALANTA	1	3	1	0	2	0,57	1500
QUELELE	5 PAPEL	1	2	0	0	1,5	0,33	1000
QUELELE	7 MANDINGA	2	3	0	0	2	0,33	1500
QUELELE	6 NALU	2	3	1	1	2	0,40	1500
CUNTUM	13 BEAFADA	2	7	1	1	8	0,57	10000
CUNTUM	6 MANDINGA	4	2	1	0	1,5	0,38	3500
CUNTUM	8 CABOVERD	5	2	0	0	2,5	0,45	5000
CUNTUM	15 FULA	0	7	1	0	6	0,40	10000
CUNTUM	4 MANCANHE	3	1	0	0	1	0,40	5000
CUNTUM	8 MANCANHE	4	2	1	1	4,5	0,75	3500
CUNTUM	5 BALANTA	2	3	1	1	2,5	0,63	3000
CUNTUM	4 FULA	1	2	0	0	1	0,29	3000

CONSUMO DE ARROZ POR BAIRRO

ZONA	BAIRRO	ETNIA	N. PESS	N. PESSK	TRABALH	P. LAVRAM	RECESEM	CONSUMO	CONS/PE	DESPESAS	BAIRRO	MEDIA
I	AJUDA	MANDINGA	10	4	4	1	1	2,5	0,31	15000	I AJUDA	0,55
I	ATIBA	SARACOLE	6	2	2	0	0	4	0,90	8000	I A CRIM	0,17
I	ALTO CRIM	MANCANHE	6	3	1	0	0	0,75	0,17	1000	P B. MILIT	0,49
P	BAIRRO MILITAR	BEAFADA	7	3	2	1	1	2	0,36	1500	I BANDIM	0,45
P	BAIRRO MILITAR	BALANTA	5	2	2	1	1	2,5	0,63	7500	P ERA	0,53
I	BANDIM	FULA	9	5	2	1	1	3	0,45	5000	I CHAO	0,32
P	ERA	MISTA	12	5	1	0	0	5	0,53	5000	P, I CUNTUM	0,53
I	CHAO DE PAPEL	PAPEL	8	5	1	1	1	2,5	0,45	8000	I CUPILON	0,53
I	CHAO DE PAPEL	BALANTA	6	1	2	1	1	1	0,18	10000	I GAMBIAF	0,51
I	CUNTUM	FULA	6	4	3	1	1	2,5	0,63	4500	I LUANDA	0,73
P	CUNTUM	BALANTA	5	2	3	1	1	2,5	0,63	3000	P MADINA	0,36
P	CUNTUM	MANDINGA	6	4	2	1	0	1,5	0,38	3500	I MINDARA	0,79
P	CUNTUM	BEAFADA	13	2	7	1	1	8	0,67	10000	I MISSIRA	0,50
P	CUNTUM	MANCANHE	8	4	2	1	1	4,5	0,75	3500	I NEMA	0,65
P	CUNTUM	CABOVERD	8	5	2	0	0	2,5	0,45	5000	P PENHA	0,50
P	CUNTUM	FULA	4	1	2	0	0	1	0,29	3000	P PENHA BOR	0,45
I	CUNTUM	MANDINGA	10	2	5	1	0	6,5	0,72	6000	X FLUBA	0,58
P	CUNTUM	MANCANHE	4	3	1	0	0	1	0,40	5000	C PRACA	0,48
P	CUNTUM	FULA	15	0	7	1	0	6	0,40	10000	P QUELELE	0,44
I	CUPILON DE BAIXO	BALANTA	3	1	2	1	0	1,75	0,70	3000	I RENO	0,43
I	CUPILON DE CIMA	BIAFADA	6	2	3	1	1	1,75	0,35	5000	I SENTRA	0,57
I	GAMBIAFADA	BIAFADA	9	4	3	1	0	4	0,57	9000	I S. LUCIA	0,52
I	GAMBIAFADA	BIAFADA	12	4	2	1	1	4,5	0,45	10000	I TCHADA	0,68
I	LUANDA	BALANTA	4	1	1	0	0	3	0,65	3500		
I	LUANDA	MANJACA	4	2	2	1	0	2,5	0,83	1500		
I	LUANDA	BALANTA	7	2	4	1	0	3	0,50	3000		
P	MADINA	BALANTA	6	2	2	1	1	1,5	0,30	6000		
P	MADINA	MANJACA	5	3	2	1	0	1,5	0,43	2500		
I	MINDARA	MANCANHE	8	3	3	1	1	2,5	0,38	3000		
I	MINDARA	MANCANHE	13	5	2	0	0	14	1,33	7000		
I	MINDARA	PAPEL	6	3	1	1	0	3	0,67	5000		
I	MISSIRA	MANCANHE	4	2	2	1	0	1	0,33	6000		
I	MISSIRA	MANCANHE	7	4	1	0	0	2	0,40	1500		
I	MISSIRA	MANCANHE	10	5	2	1	1	5	0,71	7000		
I	MISSIRA	MANCANHE	7	3	2	1	0	1,5	0,27	3000		
I	MISSIRA	MANJACA	4	0	2	1	0	2,5	0,63	5000		
I	MISSIRA	BALANTA	4	2	2	1	1	2	0,67	5000		
I	NEMA	MANDINGA	9	4	2	0	0	3,5	0,50	5000		
I	NEMA	BALANTA	13	6	2	1	0	8	0,80	7000		
I	PENHA	MANCANHE	5	2	1	1	0	1	0,25	2000		
I	PENHA	MANDINGA	15	5	5	1	1	9	0,67	6000		
I	PENHA	BEAFADA	5	3	2	1	0	1	0,29	2000		
I	PENHA	PAPEL	9	2	2	0	0	3	1,13	5000		
I	PENHA	FELIFE	9	4	3	1	1	2,5	0,36	4500		
I	PENHA	MANDINGA	12	2	4	1	1	5	0,45	5000		
I	PENHA	MANCANHE	5	3	2	0	0	1,5	0,33	1500		
I	PENHA-BOR	BEAFADA	4	2	2	1	1	1,5	0,50	2500		

:	PENHA-BOR	MANONCA	11	2	4	1	:	4	0,40	3500
:	PENHA-BOR	BEAFADA	5	0	3	1	:	4	0,50	3500
:	PENHA-BOR	GEBO	6	1	3	1	0	1,5	0,27	2500
:	PENHA-BOR	BEAFADA	6	2	2	1	0	1,5	0,30	1200
:	PENHA-BOR	GEBA	4	1	2	0	0	1,5	0,43	2500
:	FLUBA	MANDANHE	7	2	3	0	0	3,5	0,55	5000
:	FRACA	CABOVERO	6	3	3	0	0	3	0,57	7500
:	FRACA	BIJAGO	5	1	2	1	1	1,5	0,33	7500
:	FRACA	MANCANHE	7	2	2	0	0	2	0,33	5000
:	FRACA	MANJACA	5	3	2	1	0	1,5	0,43	5000
:	FRACA	PAPEL	11	3	5	1	1	4	0,42	12500
:	FRACA	MANCANHE	5	2	2	1	0	2	0,50	5000
:	FRACA	CASSANGA	8	3	4	1	1	2,75	0,42	15000
:	FRACA	LIEANEBA	7	1	6	0	0	3	0,46	15000
:	FRACA	CABOVERO	8	2	4	0	0	2,5	0,36	10000
:	FRACA	MISTA	8	3	4	1	0	3,5	0,54	10000
:	FRACA	CABOVERO	8	1	3	1	1	1,75	0,23	10000
:	FRACA	LIEANEBA	6	1	3	0	0	4	0,73	15000
:	FRACA	BALANTA	4	1	1	1	0	1	0,29	5000
:	FRACA	PAPEL	5	1	2	0	0	1,5	0,33	7500
:	FRACA	CABOVERO	4	2	2	0	0	1,5	0,50	7500
:	FRACA	GEBA	5	2	1	0	0	2	0,50	5000
:	FRACA	CABOVERO	6	3	1	0	0	2	0,44	6000
:	FRACA	MANDINGA	8	2	3	1	0	3,5	0,50	8000
:	FRACA	FULA	8	3	2	1	0	4	0,52	7500
:	FRACA	PAPEL	6	3	1	1	1	2,5	0,56	5000
:	FRACA	CABOVERO	5	2	2	0	0	2	0,50	10000
:	FRACA	CABOVERO	7	3	2	0	0	1,5	0,27	5000
:	FRACA	NALU	7	2	3	1	1	4	0,57	10000
:	FRACA	CABOVERO	7	2	2	0	0	3	0,50	7500
:	FRACA	PAPEL	7	3	2	1	1	3,5	0,64	6000
:	FRACA	CABOVERO	6	2	3	0	0	2	0,40	10000
:	FRACA	MISTA	7	0	3	0	0	2,5	0,36	15000
:	FRACA	BEAFADA	12	2	7	1	1	4,5	0,41	10000
:	FRACA	SIRIANA	7	2	4	1	1	3,5	0,59	7500
:	FRACA	PAPEL	7	3	1	1	0	5	0,91	5000
:	FRACA	MANJACO	7	2	2	1	1	2	0,33	5000
:	QUELELE	BALANTA	5	2	2	1	1	1,5	0,39	3000
:	QUELELE	BIJAGO	4	3	1	1	1	1	0,40	7500
:	QUELELE	PAPEL	8	5	2	1	1	1,5	0,27	0
:	QUELELE	BALANTA	6	3	1	1	1	4,5	1,00	1500
:	QUELELE	BALANTA	4	1	3	1	0	2	0,57	1500
:	QUELELE	PAPEL	5	1	2	0	0	1,5	0,33	1000
:	QUELELE	MANDINGA	7	2	3	0	0	2	0,33	1500
:	QUELELE	BIJAGO	6	1	2	1	1	1,5	0,27	5000
:	QUELELE	NALU	6	2	3	1	1	2	0,40	1500
:	FENO	CABOVERO	10	6	4	:	1	3	0,43	4000
:	SINTRA	MANJACA	8	2	5	0	0	4	0,57	6000
:	STA. LUCIA	PAPEL	8	1	1	0	0	5,5	0,73	7500
:	STA. LUCIA	PAPEL	2	0	1	:	0	0,6	0,30	1500
:	TOHADA	FULA	6	4	2	1	1	2	0,50	5000
:	TOHADA	FULA	5	3	2	1	0	3	0,86	4000

CONSUMO DE ARROZ EM BISSAU POR ETNIA

BALANTA :	0,58	CABOVERD :	0,43	FULA :	0,53	MANCANGHE :	0,48	MISTA :	0,47	SARACULE :	0,75
BIJAGO :	0,34	CASSANGA :	0,42	GEBA :	0,31	MANDINGA :	0,48	NALU :	0,53	SIRIANA :	0,63
BIJAGO :	0,34	FELUPE :	0,42	LIEANESA :	0,58	MANJACA :	0,50	PAPEL :	0,56	SOSSO :	0,29
						MANCONCA :	0,36				

ZONA	BAIRRO	ETNIA	N. PESS	N. PESS/	TRABALH	P. LAVRAH	RECEBER	CONSUMO	CONS/PE	DESFEZAS	CONSUMO MEDIO	CODIGO
=====												
P	NACIONA	BALANTA	5	2	2	1	1	1,5	0,30	6000	BALANTA :	0,58 BL
P	QUELELE	BALANTA	5	3	1	1	1	4,5	1,00	1500	BIJAGO :	0,52 BA
I	NIHA	BALANTA	13	6	2	1	0	8	0,80	7000	BIJAGO :	0,34 BJ
I	LUANCA	BALANTA	7	2	4	1	0	3	0,50	3000	CABOVERD :	0,43 CB
I	CHAO DE PAPEL	BALANTA	6	1	2	1	1	1	0,16	10000	CASSANGA :	0,42 CS
I	QUILLOA DE BAIXO	BALANTA	3	1	2	1	0	1,75	0,70	3000	FELUPE :	0,42 FE
P	QUELELE	BALANTA	5	2	2	1	1	1,5	0,38	3000	FULA :	0,53 FU
P	QUELELE	BALANTA	4	1	3	1	0	2	0,57	1500	GEBA :	0,31 GB
P	BAIRRO MILITAR	BALANTA	5	2	2	1	1	2,5	0,63	7500	LIEANESA :	0,59 LB
C	FRACA	BALANTA	4	1	1	1	0	1	0,29	5000	MANCANGHE :	0,49 MC
I	LUANCA	BALANTA	4	1	1	0	0	3	0,85	3500	MANDINGA :	0,48 MD
I	MISSORA	BALANTA	4	2	2	1	1	2	0,57	5000	MANJACA :	0,50 MJ
P	QUILLOA	BALANTA	5	2	3	1	1	2,5	0,53	3000	MANCONCA :	0,36 MS
P	BAIRRO MILITAR	BEAFADA	7	3	2	1	1	2	0,36	1500	MISTA :	0,42 MI
P	FEIHA	BEAFADA	5	3	2	1	0	1	0,23	2000	NALU :	0,53 NL
P	FEIHA-BAE	BEAFADA	5	0	3	1	1	4	0,80	3500	PAPEL :	0,56 PP
P	QUILLOA	BEAFADA	13	2	7	1	1	8	0,67	10000	SARACULE :	0,75 SA
P	FEIHA-BAE	BEAFADA	6	2	2	1	0	1,5	0,30	1200	SIRIANA :	0,63 SI
P	FEIHA-BAE	BEAFADA	4	2	2	1	1	1,5	0,50	2500	SOSSO :	0,29 SO
C	FRACA	BEAFADA	12	2	7	1	1	4,5	0,41	10000		
I	SAME-BAE	BEAFADA	3	4	3	1	0	4	0,57	9000		
I	SAME-BAE	BEAFADA	12	4	2	1	1	4,5	0,45	10000		
I	QUILLOA DE CIMA	BEAFADA	6	2	3	1	1	1,75	0,35	5000		
P	QUELELE	BIJAGO	5	1	2	1	1	1,5	0,27	5000		
C	FRACA	BIJAGO	5	1	2	1	1	1,5	0,33	7500		
P	QUELELE	BIJAGO	4	3	1	1	1	1	0,40	7500		
C	FRACA	CABOVERD	6	3	3	0	0	3	0,67	7500		
C	FRACA	CABOVERD	7	2	2	0	0	3	0,50	7500		
P	QUILLOA	CABOVERD	8	5	2	0	0	2,5	0,45	5000		
C	FRACA	CABOVERD	4	2	2	0	0	1,5	0,50	7500		
I	FEIHA	CABOVERD	10	5	4	1	1	3	0,43	4000		
C	FRACA	CABOVERD	7	3	2	0	0	1,5	0,27	5000		
C	FRACA	CABOVERD	3	1	3	1	1	1,75	0,23	10000		
C	FRACA	CABOVERD	6	2	3	0	0	2	0,40	10000		
C	FRACA	CABOVERD	5	2	2	0	0	2	0,50	10000		
C	FRACA	CABOVERD	5	3	1	0	0	2	0,44	6000		
C	FRACA	CABOVERD	2	2	4	0	0	2,5	0,38	10000		
C	FRACA	CASSANGA	3	3	4	1	1	2,75	0,42	15000		
P	FEIHA-	FELUPE	9	4	3	1	1	2,5	0,36	4500		
I	QUILLOA	FULA	5	4	3	1	1	2,5	0,53	4500		
P	QUILLOA	FULA	4	1	2	0	0	1	0,29	3000		
I	TOHACA	FULA	6	4	2	1	1	2	0,50	5000		
C	FRACA	FULA	8	3	2	1	0	4	0,62	7500		
I	BAIHOA	FULA	3	5	2	1	1	3	0,45	5000		
P	QUILLOA	FULA	15	0	7	1	0	6	0,40	10000		
I	TOHACA	FULA	5	3	2	1	0	3	0,36	4000		
P	FEIHA-BAE	GEBA	4	1	2	0	0	1,5	0,43	2500		

I	FRACA	GEBA	5	2	1	0	0	2	0,50	5000
I	FRACA	LIBANESA	8	1	3	0	0	2	0,73	15000
C	FRACA	LIBANESA	7	1	5	0	0	3	0,45	15000
C	FRACA	MANCANHE	5	2	2	1	0	2	0,50	5000
I	MINDARA	MANCANHE	13	5	2	0	0	14	1,33	7000
P	CUNTUM	MANCANHE	4	3	1	0	0	1	0,40	5000
P	CUNTUM	MANCANHE	6	4	2	1	1	4,5	0,75	3500
I	MISSIRA	MANCANHE	7	4	1	0	0	2	0,40	1500
I	MINDARA	MANCANHE	8	3	3	1	1	2,5	0,33	3000
I	MISSIRA	MANCANHE	10	6	2	1	1	5	0,71	7000
I	PLUSA	MANCANHE	7	2	3	0	0	3,5	0,56	5000
P	FENHA	MANCANHE	6	3	2	0	0	1,5	0,33	1500
P	FENHA	MANCANHE	5	2	1	1	0	1	0,25	2000
I	MISSIRA	MANCANHE	7	3	2	1	0	1,5	0,27	3000
I	ALTO DE FIM	MANCANHE	6	3	1	0	0	0,75	0,17	1000
I	MISSIRA	MANCANHE	4	2	2	1	0	1	0,33	5000
I	FRACA	MANCANHE	7	2	2	0	0	2	0,33	5000
I	CUNTUM	MANDINGA	10	2	5	1	0	5,5	0,72	6000
P	CUNTUM	MANDINGA	6	4	2	1	0	1,5	0,33	3500
P	FENHA	MANDINGA	16	5	6	1	1	9	0,67	6000
I	YEMA	MANDINGA	9	4	2	0	0	3,5	0,50	5000
I	FRACA	MANDINGA	8	2	3	1	0	3,5	0,50	8000
I	AJUDA	MANDINGA	10	4	4	1	1	2,5	0,31	15000
P	FENHA	MANDINGA	12	2	4	1	1	5	0,45	5000
P	QUELELE	MANDINGA	7	2	3	0	0	2	0,33	1500
I	MISSIRA	MANJACA	4	0	2	1	0	2,5	0,52	5000
I	SINTRA	MANJACA	6	2	5	0	0	4	0,57	6000
P	MADINA	MANJACA	5	3	2	1	0	1,5	0,43	2500
C	FRACA	MANJACA	5	3	2	1	0	1,5	0,43	5000
I	LUANDA	MANJACA	4	2	2	1	0	2,5	0,33	1500
C	FRACA	MANJACO	7	2	2	1	1	2	0,33	5000
P	FENHA-BOR	MANGONCA	11	2	4	1	1	4	0,40	3500
P	BRA	MISTA	12	5	1	0	0	5	0,53	5000
C	FRACA	MISTA	7	0	3	0	0	2,5	0,36	15000
C	FRACA	MISTA	8	3	4	1	0	3,5	0,54	10000
C	FRACA	NALU	7	2	3	1	1	4	0,57	10000
P	QUELELE	NALU	6	2	3	1	1	2	0,40	1500
I	STA LUCIA	PAPEL	2	0	1	1	0	0,5	0,30	1500
C	FRACA	PAPEL	5	1	2	0	0	1,5	0,33	7500
I	CHAO DE PAPEL	PAPEL	9	5	1	1	1	2,5	0,45	8000
C	FRACA	PAPEL	5	3	1	1	1	2,5	0,56	5000
C	FRACA	PAPEL	11	3	5	1	1	4	0,42	12500
P	QUELELE	PAPEL	5	1	2	0	0	1,5	0,33	1000
P	FENHA	PAPEL	9	2	2	0	0	5	1,13	5000
I	MINDARA	PAPEL	6	3	1	1	0	3	0,67	5000
P	QUELELE	PAPEL	9	5	2	1	1	1,5	0,27	0
I	STA LUCIA	PAPEL	2	1	1	0	0	3,5	0,73	7500
C	FRACA	PAPEL	7	3	1	1	0	5	0,91	5000
C	FRACA	PAPEL	7	3	2	1	1	3,5	0,64	5000
I	AJUDA	SARACOLE	6	2	2	0	0	4	0,80	8000
I	FRACA	SIRIANA	7	2	4	1	1	3,5	0,52	7500
P	FENHA-BOR	SOSSO	6	1	3	1	0	1,5	0,27	2500
P	CUNTUM	SOSSO	4	1	2	0	0	1	0,29	3000

ANNEXE III
CADRE ANALYTIQUE POUR L'ANALYSE
DU MARCHE

15

ANNEXE III

CADRE ANALYTIQUE POUR L'ANALYSE DU MARCHÉ

A. Motivation et Efficacité Privées dans l'Utilisation des Ressources.

En tant qu'économistes orientés sur le marché, notre théorie est que les marchés de concurrence tendent à allouer l'utilisation des ressources au sein de l'économie de sorte que le bien être public soit maximisé. Dans une économie de marché, le bien être public est largement défini par les gens à travers leurs achats sur la place du marché. Les gens dans une économie de marché achètent ce qu'ils veulent. Le processus de "voter avec leur pesos" dirige l'utilisation des ressources. Par exemple, supposons que les gens vivant dans une économie de marché et changent leurs habitudes d'achats par rapport à une denrée telle que le riz. Au lieu d'acheter le type de riz très disponible, supposons qu'une proportion substantiel de gens commence à acheter un nouveau type. Dans un marché très compétitif, la demande croissante pour le nouveau type de riz va tendre à élever le prix du nouveau type. Simultanément, la demande décroissante pour l'ancien type de riz va tendre à réduire son prix de vente.

Les agents commerciaux, tels que les détaillants et les producteurs de riz, auront tendance à répondre aux prix changés par produire et vendre plus de ce type nouveau de riz et moins de l'ancien type. De cette manière, l'économie de marché redirige ou réalloue les ressources disponibles loin de la production de produits et de services peu désirés. Ce processus de réallocation aura tendance à continuer jusqu'à ce que toutes les ressources soient utilisées dans leur meilleur usage. Ceci aura lieu quand toutes les ressources produisent les produits et les services qui sont appréciés par la société autant que la société apprécie les ressources elles-mêmes.

Ces valeurs sont découvertes sur la place du marché. On utilise généralement le terme, prix, pour décrire la valeur que la société met dans les produits et les services. On utilise généralement les termes, salaire, loyer, et coût, pour décrire la valeur que la société place dans les ressources. Donc, l'allocation des ressources au sein d'une société est considérée optimale ou efficace si on paye à chaque ressource un salaire qui est égal au prix payé pour le produit ou le service produit par la ressource. Alternativement, ceci veut dire que chaque produit ou service est vendu à un prix qui est juste égal au coût de sa production. Ceci implique qu'il n'y a pas d'excès de profit et qu'on n'a pas eu de pertes.

En Guinée Bissau, l'efficacité voudrait dire que le riz importé devrait se vendre à un prix qui serait suffisant pour payer son importation et sa distribution. Evidemment, ceci voudrait dire que

les gens fournissant le service se sentiraient récompenser pour leurs efforts; sinon, ils travailleraient ailleurs. Si le prix est devenu beaucoup plus élevé que ce niveau adéquat, les excès de gains attireraient l'intérêt d'autres agents commerciaux. Ces agents importeront plus de riz, peut-être plus que ce qui était nécessaire, et les quantités de riz croissantes sur le marché auraient tendance à baisser le prix au détail. Ce processus d'ajustage continuerait pour toujours. Cependant, les grandes variations de prix auraient tendance à cesser lorsque les agents commerciaux auront appris à fournir les quantités de riz qui pourraient être absorbées par le marché à un prix qui paierait juste les efforts des agents commerciaux efficaces.

L'efficacité veut dire aussi que le riz national doit être en concurrence avec le riz importé; sinon, les producteurs seront encouragés à utiliser leur ressources d'une manière inefficace. Si la production de riz était subventionnée, ce qui veut dire, payé un prix plus élevé que celui du marché, les producteurs mettront plus de leurs ressources dans la production de riz. Ceci les découragera de mettre ces ressources dans la production de denrées que le marché aura indiqué comme étant demandées. La nation aura à payer pour son riz plus que nécessaire et elle laissera tomber les denrées qui auraient été produites si le marché avait dirigé les allocations de ressources. Sous un système orienté sur le marché, une production de riz supplémentaire peut être encouragée quand les gens expriment leurs préférences pour le riz locale. Alternativement, la production d'autres denrées, telles que les fruits et les légumes peut être encouragée. Certains de ces produits peuvent être consommés localement, fournissant une variété au régime local et poussant les prix de denrées produites à diminuer. Certains de ces produits peuvent être exportés, fournissant à la nation des devises étrangères supplémentaires.

L'excès de gains attire l'attention. C'est le signal qui veut dire qu'on doit faire plus dans un domaine de marché donné. Dans un marché libre, les entrepreneurs répondent rapidement à ces signaux et ses ressources sont dirigées à la livraison de ces services. Ceci est efficace car les grands profits attirent l'attention sur un problème ou une opportunité que la société ressent avoir besoin d'une attention immédiate. Cependant, des que la problème commence à attirer l'attention, l'excès de profits commence à disparaître. Les agents commerciaux qui travaillent sur le problème apprennent comment le résoudre efficacement et ne restent dans le commerce que ceux qui peuvent résoudre le problème efficacement. Entretemps les entrepreneurs de la nation sont en train d'être attirés par le prochain problème le plus profitable faisant face à la nation. Après un certain temps, les problèmes élémentaires de la vie ont tendance à être résolus de la manière la plus efficace possible.

Dans la secteur agricole de la Guinée-Bissau, ce processus a commencé avec l'exportation de noix de cajou. Les grands profits ont attiré l'attention des entrepreneurs désirant prendre des risques substantiels pour ramasser et exporter ce produit. Leur succès voudra dire que l'excès de profits associé à ce commerce

aura tendance à diminuer une fois que le processus sera bien connu et systématisé. Les entrepreneurs dans le commerce seront graduellement remplacés par des commerçants efficaces et plus prudents. Entretiens, les entrepreneurs seront en train de chercher de nouvelles affaires ayant assez de profits pour attirer leur attention. En Guinée-Bissau, ceci peut être l'huile de palme ou bien une denrée complètement différente. Le but est que les ressources de la nation ont tendance à être utilisées de la manière la plus efficace. Les entrepreneurs sont encouragés à prendre le rôle de dirigeant dans ce processus avec la promesse d'obtenir de plus grands profits s'ils agissent rapidement.

Il est important de remarquer que le processus de réallocation exige que les prix soient libres de fluctuer en réponse aux changements des structures d'achats des gens et que les ressources soient libres d'être utilisées comme les prix le dictent. Pour exprimer couramment ce besoin on doit dire que l'environnement économique doit permettre aux prix d'être flexibles et aux ressources d'être mobiles.

Le processus de réallocation encouragerait les ajustages dans l'utilisation des ressources jusqu'à ce que toutes les ressources soient employées dans leur meilleur usage. Quand cette condition est remplie, il n'y a pas de motivation pour changer l'allocation de ressources et l'économie est alors en équilibre. On ne fait plus de profits en excès. On n'accuse plus aucune perte. Par définition le bien-être social est maximisé parce que les gens reçoivent la valeur maximum (de la manière dont ils définissent la valeur à travers leurs achats) à travers l'utilisation des ressources disponibles.

Cependant, l'équilibre économique n'est jamais atteint vraiment car les conditions dans l'environnement économique sont rarement stables. Par exemple, les préférences, les goûts et les désires des gens peuvent changer. Quand ceci se passe et que les gens changent leurs modes d'achats, les prix changent. Les changements de prix réduisent le profit associé à certains produits et certains services et augmentent le profit associé à d'autres. Les changements de prix et le profit associé fournissent la motivation pour les commerces de changer le mélange des denrées et des services qu'ils produisent et l'économie est poussée vers un rétablissement de l'équilibre. Le nouvel équilibre va réfléchir le sens de bien-être redéfini par les gens.

La conclusion la plus importante de la politique qu'on peut obtenir de notre théorie est que l'utilisation des ressources est mieux dirigée par les forces actives du marché. Il n'y a pas d'autres méthodes d'orientation de l'usage des ressources au sein d'une économie que soient plus sensibles aux demandes des gens telles qu'exprimées à travers leur pouvoir d'achat. Ceci vient du fait qu'un marché hautement compétitif fournit constamment la motivation d'ajuster l'utilisation des ressources pour servir les désires de la société. Le fait que la motivation pour une utilisation efficace des ressources soit constante assure que le bien-être

social est toujours aussi près que possible de son niveau maximum. Sous un système d'allocation de ressources orienté sur le marché, il n'y a point besoin de réunir un comité pour décider si un changement est approprié pour changer l'utilisation des ressources qui reflètent les changements dans les préférences ou dans les autres facteurs économiques. Le changement commence automatiquement dès que les gens commencent à exprimer un désir de changement à travers leurs modes d'achats. Il n'est point besoin de faire des enquêtes sur les désires des gens. Leur mode d'achat fournissent l'enquête la plus précise de ce qu'ils veulent. Si les agents commerciaux sont libres de répondre à ces desires, le bien être social aura tendance à être maximisé.

B. Le rôle du gouvernement dans la gestion de l'économie

La meilleure analogie qu'on puisse faire sur une économie serait peut-être celle d'un organisme vivant qui est constamment en train d'évoluer ou de s'adapter à l'environnement dans lequel il vit. L'environnement économique dans lequel une économie opère ou "vit" est défini par les ressources disponibles, par l'économie externe, et le gouvernement. L'exemple le plus approprié d'une économie qui s'adapte aux changements de son environnement économique causé par l'action gouvernementale est l'économie de la Guinée-Bissau s'adaptant au changement d'une économie centrale à une économie de marché.

Les gouvernements ont une grande responsabilité pour ce qui est de mettre en place un environnement économique qui facilite l'utilisation efficace des ressources de la société en pouvant pourvoir aux demandes du peuple. Notre théorie d'allocation de ressource orienté sur le marché implique que ceci peut être fait le mieux en minimisant l'intervention directe du gouvernement dans le jeu libre des forces du marché. Souvent les gouvernements ne sont pas satisfaits du niveau et de la distribution des denrées et des services produits par les forces du marché libre et ils décident d'intervenir sur la place du marché pour orienter l'utilisation des ressources de la manière qu'ils pensent être la mieux acceptée socialement. Le danger de faire des actions qui limitent le libre mouvement des prix et des ressources est que la capacité de réallocation du marché est entravée. Ceci entrave la capacité de l'économie de s'adapter aux changements de conditions et augmente les chances que les ressources seront utilisées d'une manière inefficace. Ceci augmente les chances que le bien être social sera réduit en conséquence.

Vu que l'intervention du gouvernement sur le marché devrait être minimisées, la question qui se pose est quel est le rôle de gouvernement? Notre théorie de marché-orienté implique que certains services ne sont pas facilement fournis par le secteur privé puisque le secteur privé aura des difficultés pour rassembler les paiements pour l'utilisation de tels services. Un exemple approprié de ce genre de service est le rassemblement et la dissémination de l'information du marché. Le marché fonctionne mieux lorsque tous les agents commerciaux sont bien informés au

sujet des prix et des autres facteurs économiques dans l'environnement économique. Pourtant, très peu de commerces privés sont dévoués au rassemblement et à la publication de telles informations pour deux raisons. Premièrement, une fois que les informations sont rassemblées et publiées peu de gens sont prêts à payer pour obtenir ces informations. Deuxièmement, les commerçants privés profitent souvent du fait qu'ils ont des informations que les autres agents commerciaux n'ont pas. De là, il y a très peu d'encouragement pour le secteur privé pour rassembler et distribuer les informations. Fournir ce type de service est un rôle évident pour le gouvernement.

Les autres services que le gouvernement fournit normalement sont les lois et le système légal pour les renforcer, l'argent qui est utilisé comme un moyen d'échange, et un réseau de transport. Ces services sont généralement qualifiés de, services de facilité, parce qu'ils rendent les transactions du commerce privé plus facile.

Un autre rôle du gouvernement est de maintenir assez de contrôle sur l'économie pour prévoir et empêcher les désastres. L'analogie entre une économie et un organisme vivant doit être poussée jusqu'à inclure la possibilité qu'il y a des limites au delà desquelles l'organisme ne peut plus s'adapter. La plupart des poissons n'ont pas la capacité de s'adapter à l'assèchement de l'eau du bassin dans lequel ils vivent. Ceci peut s'appliquer aussi à une économie: un choc ou un changement trop grand dans l'environnement de l'économie est suffisant pour endommager sérieusement l'économie. Ceci veut dire que les gouvernements doivent développer une responsabilité et maintenir la capacité de prévoir et de se préparer pour les chocs anormaux de leurs économies.

En tant qu'économistes de marché, les auteurs parlent souvent du besoin que le gouvernement a pour contrôler et régulariser son économie. Cependant, comme nous avons essayé de le démontrer dans la discussion de notre point de vue analytique, les mots, le contrôle et la réglementation, ont des définitions très restrictives pour nous. Par le mot contrôle, on veut dire le type de contrôle global qui est orienté vers la prédiction et le traitement des chocs dans l'économie qui sont au delà de la capacité d'adaptation de l'économie. Ce type de contrôle aide à assurer que l'économie ne soit pas endommager d'une manière irréparable par des événements imprévus, mais il permet à la tâche journalière de l'allocation des ressources aux forces du marché de continuer son train. Quand on parle de réglementation nous pensons aux réglementations qui assurent la libre circulation des ressources (y inclu les informations) à travers l'économie. De telles réglementations assurent un haut niveau de concurrence au sein de l'économie.

C. Assurer la sécurité alimentaire dans une économie dirigée sur le marché.

Les implications d'une théorie de marché orienté pour le rôle du gouvernement d'assurer la sécurité alimentaire sont que le

gouvernement doit faire reulement ce que l'industrie privée ne fera pas. Sous cette philosophie, la tâche principale du gouvernement est de fournir les informations sur la production alimentaire, la consommation, les importations, et les exportations qui permettront la meilleur compréhension possible de la situation alimentaire. Deuxiément, le gouvernement doit mettre en place un environnement économique qui encourage l'industrie privée pour agir sur les informations, à savoir, pour fournir les quantités appropriées d'aliments à des prix raisonnables. L'information adéquate et la liberté d'agir sur cette information doivent assurer que la société peut résoudre ses besoins normaux d'aliments et s'adapter avec succès à la plupart des chocs dans le système. Cependant, le gouvernement doit être préparé à agir dans des circonstances extraordinaires quand tous les efforts de l'industrie privée échouent.

D. Comprendre un marché à travers un modèle de structure de conduite et de rendement.

Les économistes ont développé un modèle qu'ils utilisent comme une structure pour étudier les marchés. Le modèle est appelé modèle de structure, de conduite et de rendement. La théorie comprise dans ce modèle est que la structure d'un marché influence la conduite des agents commerciaux dans leur business et que la structure et la conduite influence toutes les deux le rendement du marché. La structure d'un marché est la description du nombre d'entreprises qui opèrent à chaque étape identifiable ou à chaque niveau fonctionnel du marché.

Les fonctions élémentaires d'un canal de commercialisation sont l'assemblage, le traitement, la vente en gros et au détail, le stockage, le transport et le classement pour la qualité. Le stockage et le transport sont les fonctions de connection qui lient les autres fonctions principales. De là, le stockage et le transport peuvent avoir lieu à, ou entre, n'importe quelles autres fonctions principales. Le classement de la qualité du produit est une fonction de facilité importante qui peut avoir lieu à n'importe quelle étape de la voie commerciale. Les fonctions supplémentaires qui sont importantes dans les voies commerciales bien développées sont le traitement plus poussé (changer le produit de base en un produit spécial pour le consommateur tel que le pain) et l'emballage.

Une étape dans la voie de marché peut être décrite comme un niveau ou une couche dans la voie de commercialisation là où une fonction commerciale particulière ou un groupe de fonctions est accompli par un groupe similaire d'entreprises ou d'organisations. (Pour épargner sur l'utilisation des mots, un individu, une société ou une organisation commerciale, est souvent appelé un agent commercial.) Les étapes d'une voie de commercialisation représentent des combinaisons différentes de ces fonctions de base. La combinaison particulière des fonctions accomplies à chaque étape du marché est une caractéristique individuelle du marché sous étude et dépend de la denrée maintenue et de la structure de la voie de marché.

Généralement, la première étape dans une voie de commercialisation est l'étape d'assemblage. C'est le cas de la voie de commercialisation du riz en Guinée-Bissau. A l'étape de l'assemblage, de petites quantités de riz d'un certain nombre de fermiers sont assemblées en des lots ou des quantités assez grandes pour être transportées économiquement.

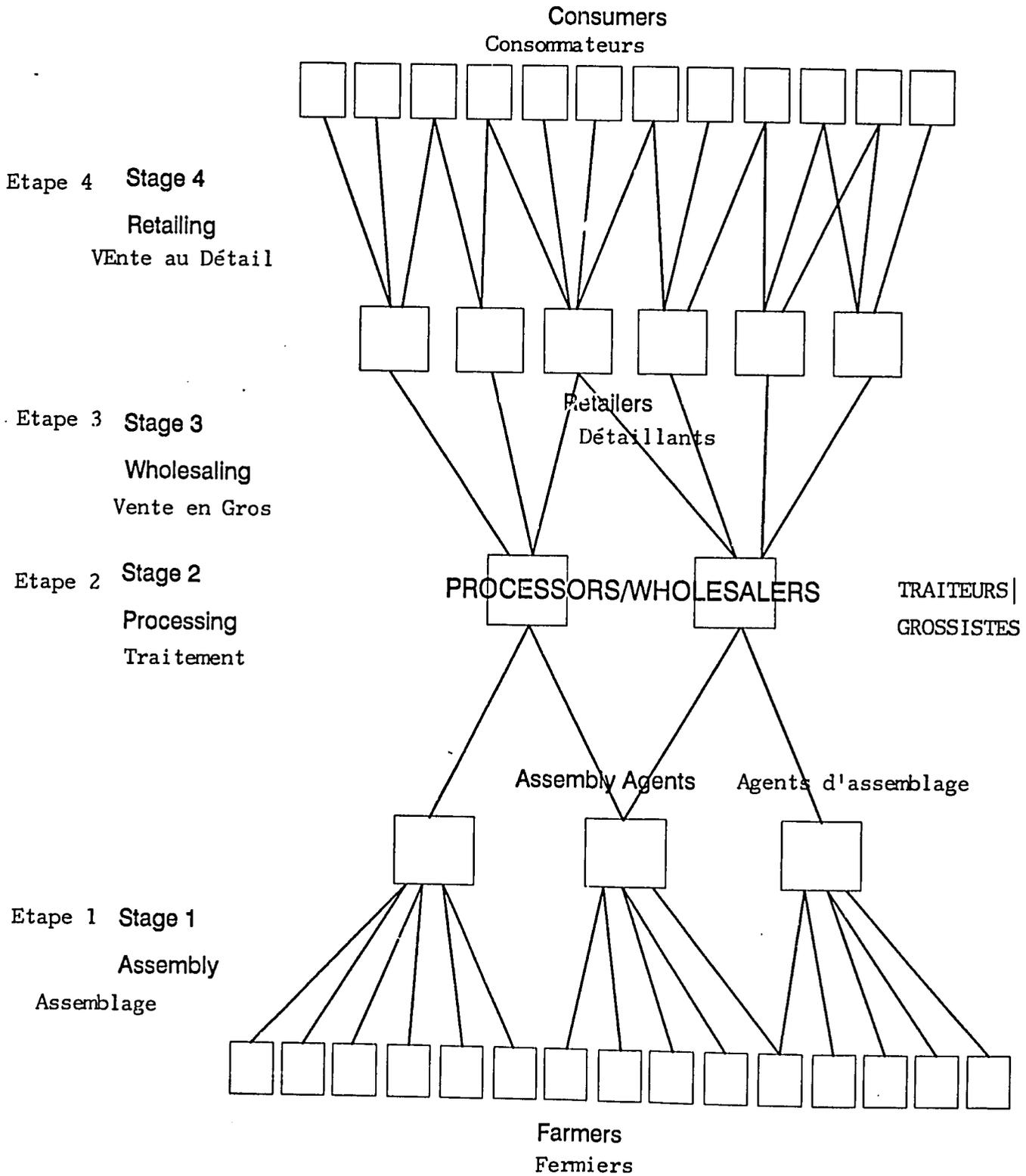
Les économistes de commercialisation parlent des hautes et des basses étapes de marché ou de niveaux parce qu'ils voient la voie du marché sous forme de diagramme tel qu'en Figure III-1. Le flux du produit est décrit comme allant de bas en haut, des producteurs au niveau le plus bas aux consommateurs au niveau le plus haut.

La conduite se réfère à la manière avec laquelle les agents commerciaux font fonctionner leur business. Les aspects les plus importants de leur conduite est comment ils établissent les prix et coordonnent leurs activités. La structure a un effet évident sur la méthode utilisée pour fixer les prix. S'il y a seulement une seule société à une étape particulière dans la voie de commercialisation, cette société peut avoir le pouvoir pour fixer le prix unilatéralement. C'était le cas en Guinée-Bissau avant 1986 quand seul le gouvernement, Armazens do Poro, avait le droit d'acheter les noix de cajou. S'il y en a très peu, des agents commerciaux hautement coopératifs à n'importe quelle étape dans la voie de commercialisation, il y a la possibilité que le petit nombre d'agents va établir les prix en accord avec eux-mêmes. Plus le nombre d'agents est grand à n'importe quel niveau et moins il y a de chances pour qu'une telle collusion ait lieu et plus il y a de chances que les prix soient fixés par négociations entre les acheteurs et les vendeurs. Cet arrangement est le plus proche de la concurrence idéale car il encourage la concurrence entre les acheteurs et les vendeurs qui tend à assurer que toutes les ressources dans l'économie soient utilisées le plus efficacement possible.

La conduite se réfère aussi aux agents commerciaux et les talents qu'ils utilisent dans leur commerce. Les talents techniques et de commerce sont nécessaires pour opérer efficacement les affaires de commercialisation des grains. Le niveau général de formation parmi les agents de commercialisation dans la voie de commercialisation va affecter le rendement total du système.

La coordination se réfère à la manière avec laquelle les différents agents commerciaux coordonnent le flux des denrées à travers le système. Elle peut être soit verticale soit horizontale. La coordination verticale permet d'assurer que les bonnes quantités et qualités de chaque denrée arrivent au bon niveau du système commercial et au bon moment. La coordination verticale est la plus critique lorsqu'on travaille avec des denrées hautement périssables telles que les fruits et les légumes. Les quantités produites doivent correspondre aux capacités de traitement et de commercialisation des étapes les plus élevées du système pour éviter les pertes qui ne sont pas nécessaires. La coordination horizontale est faite généralement pour obtenir le pouvoir

FIGURE III-1
AN EXAMPLE MARKETING CHANNEL
 UN EXEMPLE DE CANNAL DE COMMERCIALISATION



économique nécessaire pour négocier sur des termes égaux avec un agent commercial puissant à un autre niveau du système commercial.

La structure, encore une fois, a un effet principal sur le degré de coordination. S'il y a seulement une entreprise dans le marché, la coordination verticale est menée de l'intérieur par décret administratif. S'il y a beaucoup de petites entreprises de production, et seulement une entreprise de traitement, l'entreprise de traitement aura tendance à dicter les termes de l'accord aux petites entreprises. Si les termes qu'elle dicte deviennent trop lourds, les petites entreprises peuvent se grouper en une bande ou bien elles peuvent se coordonner horizontalement pour former une entité unique de négociation avec assez de pouvoir de marchandage pour négocier à termes égaux avec l'entreprise de traitement. Quand les agents commerciaux d'un niveau commun dans le système commercial se combinent pour former une seule entreprise, le processus est appelé intégration horizontale.

Quand on a affaire à une denrée telle que le riz, le besoin de coordination précise est réduit. Le riz qui entre dans le processus de mouture peut être stocké à différents niveaux dans la chaîne pendant un certain temps avant d'être accumulé en bonnes quantités pour les opérations efficaces de mouture. Cependant, cette considération doit être équilibrée contre le besoin accru de coordination lorsqu'il y a des acheteurs en concurrence pour le riz non traité. Selon une quantité de production qui est moins que les capacités d'opérations des opérations de moutures existantes, la coordination est importante pour l'agent commercial espérant contrôler assez de quantités pour opérer efficacement ses installations.

La coordination peut être faite de plusieurs manières. La forme la plus commune de coordination dans une économie orientée sur le marché est la coordination fournie seulement par les signaux de prix. Les agents commerciaux répondent aux changements des prix en augmentant ou en diminuant les quantités et les qualités de produits et de services qu'ils fournissent à l'agent commercial juste au dessus d'eux dans la voie commerciale. Comme le besoin d'une coordination plus serrée devient plus grand, des accords contractuels peuvent être utilisés pour s'assurer que les quantités et les qualités de produits et de services désirées soient délivrées au moment voulu. Souvent le besoin de coordination devient assez fort pour qu'un agent commercial peut étendre son niveau d'opérations vers le haut ou vers le bas dans la voie commerciale. L'agent commercial qui prend cette route pour améliorer la coordination va soit acheter soit faire la duplication des opérations de ces fournisseurs ou de ces acheteurs. Ce type de coordination est appelé l'intégration verticale. Dans une voie commerciale totalement intégrée, une entreprise est propriétaire et fait fonctionner des agents commerciaux à tous les stades de la voie commerciale.

Le rendement se réfère à l'efficacité de rendement des fonctions commerciales faites par la voie commerciale. Le rendement est

influencé par la structure de la voie commerciale et par la manière avec laquelle les agents commerciaux font fonctionner leur commerce. Si les prix sont fixés à travers un processus de négociations hautement compétitif entre les acheteurs et les vendeurs, l'efficacité de l'utilisation des ressources a tendance à être assurée. L'efficacité veut dire que chaque produit ou service est vendu à un prix égale à son coût de production. L'efficacité économique ou le rendement de la voie commerciale peut être détérioré si un agent commercial ou un groupe d'agents ont gagné assez de pouvoir économique pour dicter les prix plutôt que les négociier. Ceci peut être le cas si la structure de la voie commerciale ou de la conduite des agents commerciaux en son sein le permettent.

Le rendement de la voie de commercialisation est aussi affecté par l'exercice de chaque agent commercial des fonctions qu'il a sous son contrôle. Il faut des talents élémentaires pour faire fonctionner les aspects des organisations commerciales d'un business, alors que les talents techniques sont nécessaires pour maximiser le rendement technique.

En terme général, le rendement adéquat du marché implique que la voie commerciale doit fournir les quantités appropriées, les formes et les qualités de la denrée aux moments et aux endroits appropriés et aux prix appropriés. Mesurer et évaluer le rendement au sein d'un environnement économique donné est un problème de documenter le coût de l'exercice des fonctions commerciales et de comparer ces coûts avec les prix payés pour ces services. La connaissance de la structure et de la conduite du marché est aussi utilisée pour comprendre toute différence significative dans le rendement entre les marchés. Par exemple, un gouvernement peut être concerné par le rendement d'un de ses marchés qui ne correspond pas à celui d'un marché similaire d'une autre économie. Finalement, la connaissance de l'influence de la structure et de la conduite sur le rendement est utilisée pour établir les politiques qui encourage le rendement voulu.

E. Le Modèle Prix-Site des Zones de Marché

Un autre modèle est utilisé par les économistes pour comprendre et expliquer l'action d'un marché. Ce modèle est appelé le modèle prix-site. Ce modèle simple est très utile pour comprendre rapidement les zones de marché et la direction des mouvements de produit. Une zone de marché est la zone géographique autour d'un marché duquel les consommateurs sont tirés. Par exemple, un acheteur de riz qui établit un marché pour le riz dans un village ne peut s'attendre à acheter du riz que des producteurs au sein d'une zone limitée au dedans et autour du village. Une telle zone de marché est définie par le prix offert par l'acheteur de riz et le coût de transport du riz au marché. Plus le prix offert est élevé plus la zone dans laquelle le riz peut être transporté sera grande. Il est utile de penser au prix comme étant une force d'attraction qui tire les consommateurs ou les produits d'une zone

FIGURE III-2
SITE - PRICE MODEL
SITE - MODELE DE PRIX

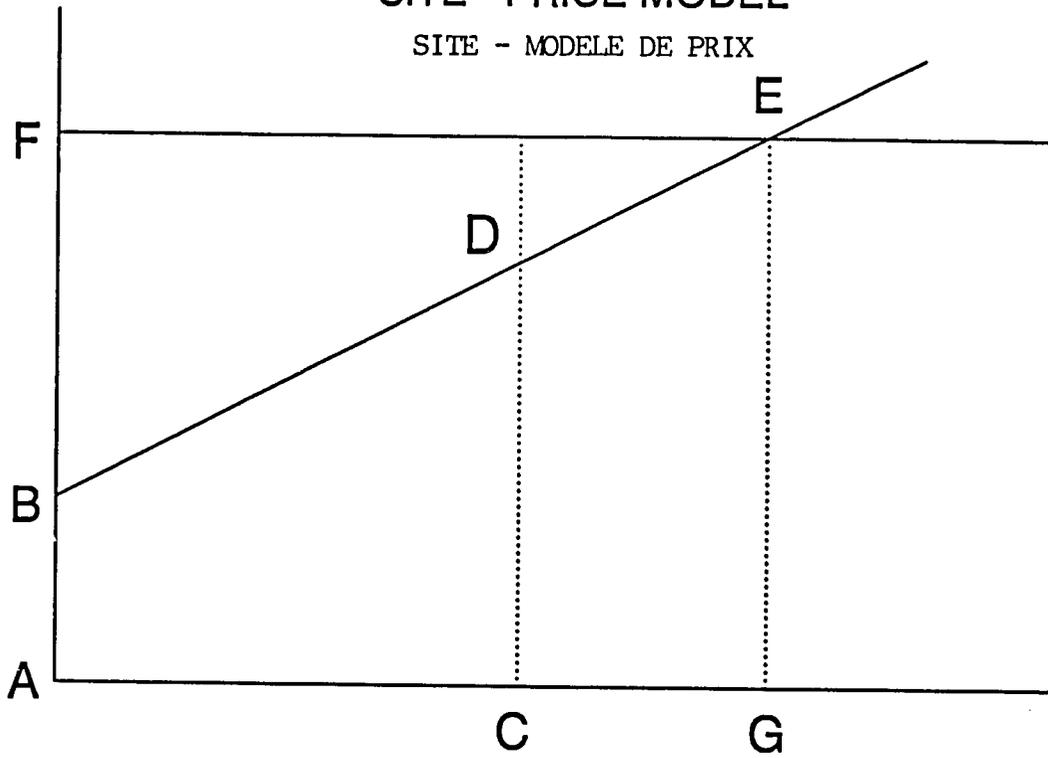
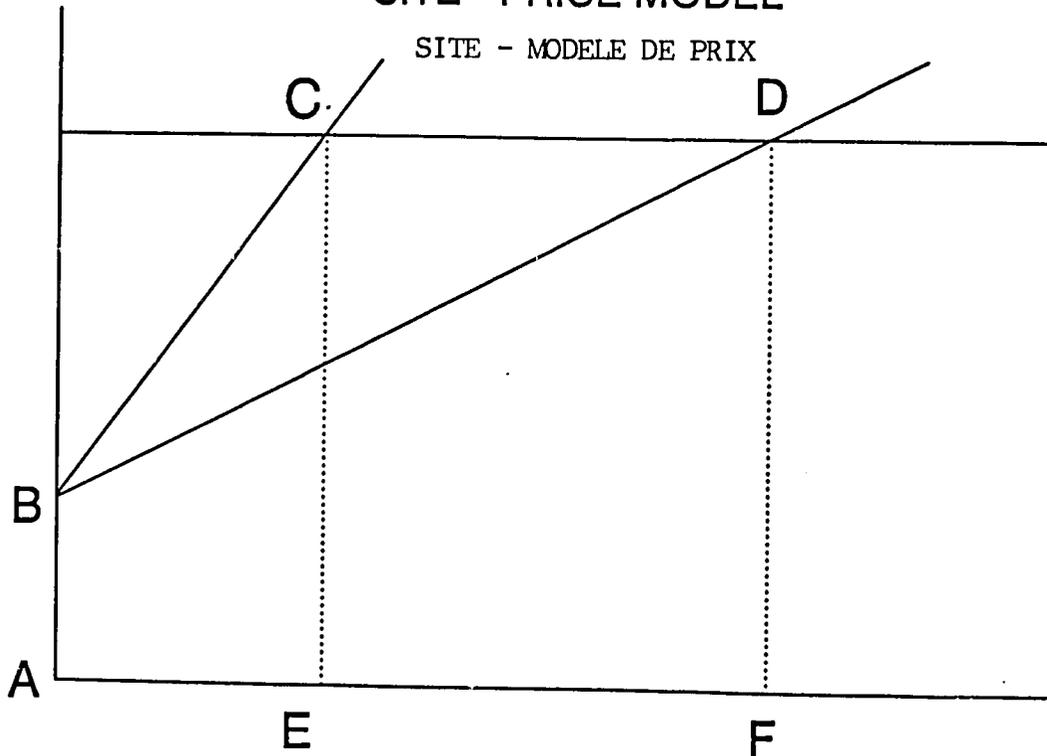


FIGURE III-3
SITE - PRICE MODEL
SITE - MODELE DE PRIX



de marché vers un marché. Plus le prix est élevé et plus la force d'attraction est puissante.

Pour déterminer si un producteur ou un produit particulier est à l'intérieur de la zone de marché d'un marché particulier, on soustrait le coût total de livraison de produit au marché du prix qui est offert pour le produit dans le marché. Le coût total de production et de livraison de la denrée au marché est nommé le coût de transfer pour indiquer que c'est le coût total pour transporter de denrée du producteur à l'acheteur. Le coût de transport va inclure aussi les coûts de transfer et le prix d'achat.

On peut s'attendre à ce que notre coût de transport augmente en tant que fonction linéaire de la distance de transport. Donc, notre coût de transport peut être représenté comme une ligne droite croissante avec un angle faible de notre lieu au Point A. Si on ajoute ce coût de transport à notre coût de transfer à notre ferme, représentée par le Point B, la ligne du coût de transport commencera au Point B et continuera à travers le Point E tel qu'illustré en Figure III-2. Cette ligne, de B à E, peut être nommée la fonction de coût de transfer. Le coût de transfer de notre ferme au Point A à un marché localisé au Point C est représenté par la distance verticale entre le Point C et le Point D.

Pour déterminer la distance sur laquelle nous voulons transporter notre produit, nous devons comparer notre coût de transfer avec le prix qui est offert. Supposons que la ligne horizontale au Point E représente un prix d'achat. La différence entre notre coût de transfer et le prix d'achat est la distance verticale entre notre fonction de coût de transfer et la ligne représentant le prix d'achat. La différence entre notre coût de transfer et le prix d'achat est positive à n'importe quel Point sur l'autoroute entre notre ferme et le Point G. Selon cette information, il peut être prévu que nous voudrions transporter notre produit à un marché aussi loin de notre ferme que la distance représentée par le Point G

Ce modèle très simple peut être utilisé pour illustrer plusieurs considérations importantes pour ceux qui décident des politiques. Par exemple, quel serait l'effet d'un changement dans le coût de transport sur une zone de marché? Les coûts de transport sont énormément affectés par la qualité des routes qui sont sous le contrôle du gouvernement. Jusqu'à un point où, plus la route est meilleure et plus bas est le prix du transport. Dans notre graphe, le coût de transport par kilomètre est reflété dans l'angle de la fonction de coût de transfer. Quand le coût par kilomètre est très élevé, la fonction du coût de transfer est à un angle abrupte tel que le montre la ligne dans la Figure III-3 du Point B au Point C. L'amélioration des routes diminue le coût de transport et étend la distance sur laquelle il est raisonnable de transporter les denrées.

Par exemple, supposons que l'amélioration de la route réduit le coût de transport de celui représenté par la ligne dans la Figure III-3 Point B au Point C à celui représenté par la ligne du Point

B au Point D. Ce changement dans le coût de transport étend la distance sur la quelle la denrée peut être transportée du Point E au Point F. Cette expansion dans la zone de marché peut avoir l'effet de ramener les fermiers qui subsistent à peine dans l'économie de marché.

La Figure III-4 illustre une augmentation ou une diminution du prix offert dans le marché. Si le prix du marché est augmenté du Point C au Point D, la zone de marché est étendue par la distance entre les Points E et F. La Figure III-5 illustre l'effet des retards causés par le manque de ponts ou par les procédures bureaucratiques telles que les lieux de barrages routiers. La zone de marché est réduite par la distance entre les Points C et D.

Jusqu'à présent dans notre discussion nous n'avons admis que la possibilité de transport de notre denrée dans une direction seulement. Il est clair que c'est possible de la transporter dans l'autre direction si on suppose qu'on est sur une autoroute. Cette possibilité est illustrée en Figure III-6.

Aussi jusqu'à ce point dans notre discussion, nous n'avons regardé nos graphes que sous un seul angle. Un changement radical dans la manière de voir les graphes augmentera leur capacité de communiquer les notions qu'ils représentent. Remarquez que nos graphes fournissent la même information qu'ils soient vus d'en haut tel qu'en Figure III-6 ou vus sens-dessus-dessous comme serait le cas si on fait une rotation de 180 degré de la Figure III-6. Ayant inversé le graphe, la zone de marché est vue comme étant la zone au sein d'une forme triangulaire qui peut facilement être vue comme un parapluie ou une tente.

La hauteur du parapluie est égale au prix de la denrée moins son coût de production et de chargement sous une forme appropriée pour le transport. Cette hauteur est aussi égale au gain qu'un producteur opérant au Point A peut s'attendre à recevoir si le produit est vendu au Point A. Le gain est réduit par le coût de transport lorsque la distance entre le point de production et la marché augmente. Par exemple, le gain serait égal à zéro si le producteur devait transporter le produit sur une distance telle que représentée par la distance sur le graphe entre le Point A et le Point C.

On utilise le concept de parapluie parce qu'il nous permet de visualiser la zone de marché entourant un marché comme une vraie zone plutôt que seulement comme une distance entre deux points sur une autoroute. Pour visualiser cette représentation, il est utile de supposer que nous regardons une carte de nos zones de marché. Ensuite remarquez que nous avons érigé de petits parapluies ou des tentes à forme conique sur chacun de nos marchés. La hauteur des tentes représente le profit associé avec chaque point sous la tente. Les zones sous les tentes représentent les zones associées au marché. Comme les tentes sont élevées ou sont abaissées par l'action des augmentations ou des diminutions des prix, les zones de marché sous la tente s'étendent ou se contractent.

FIGURE III-4
SITE - PRICE MODEL

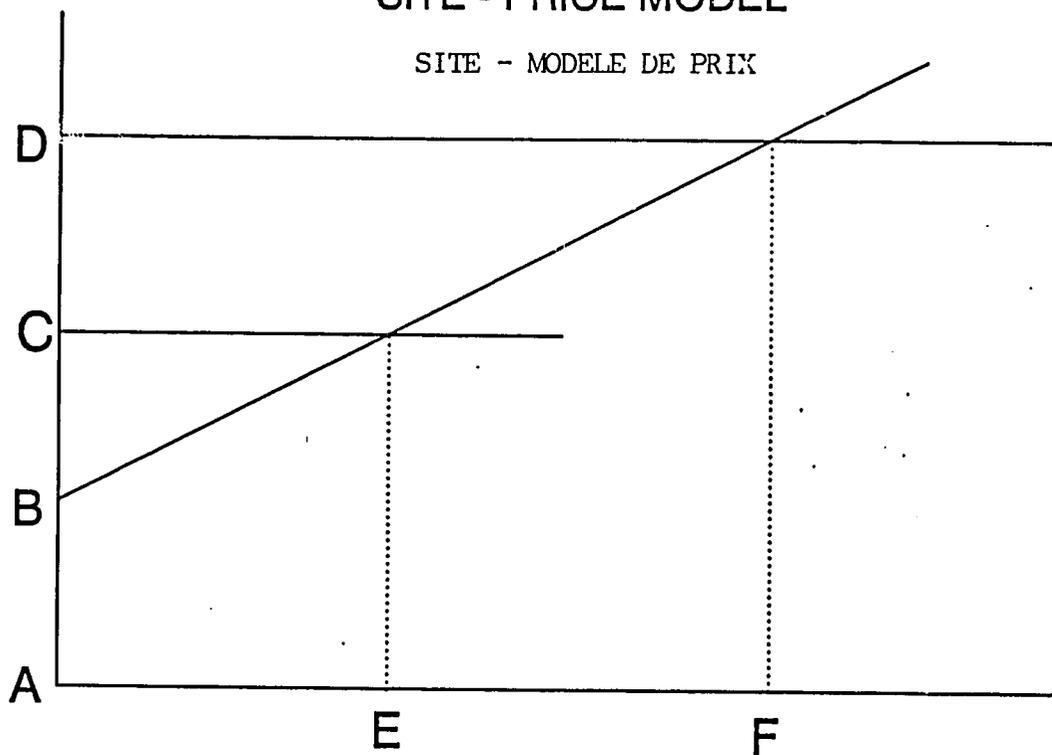


FIGURE III-5
SITE - PRICE MODEL

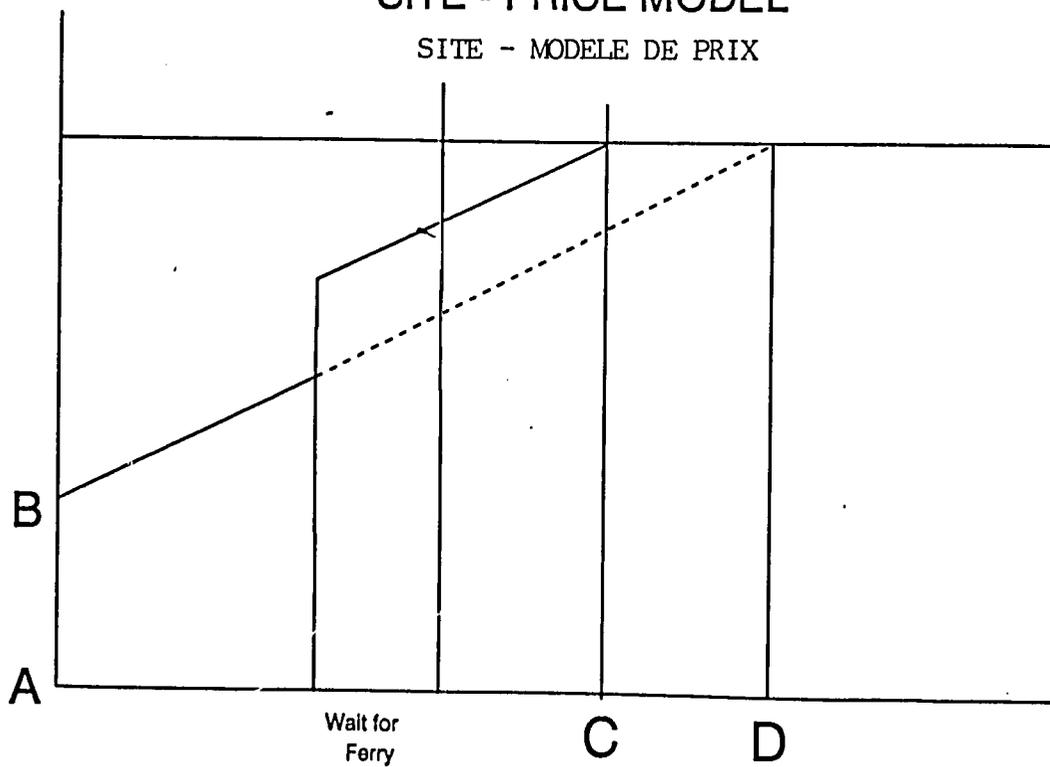


FIGURE III-6
SITE - PRICE MODEL

SITE - MODELE DE PRIX

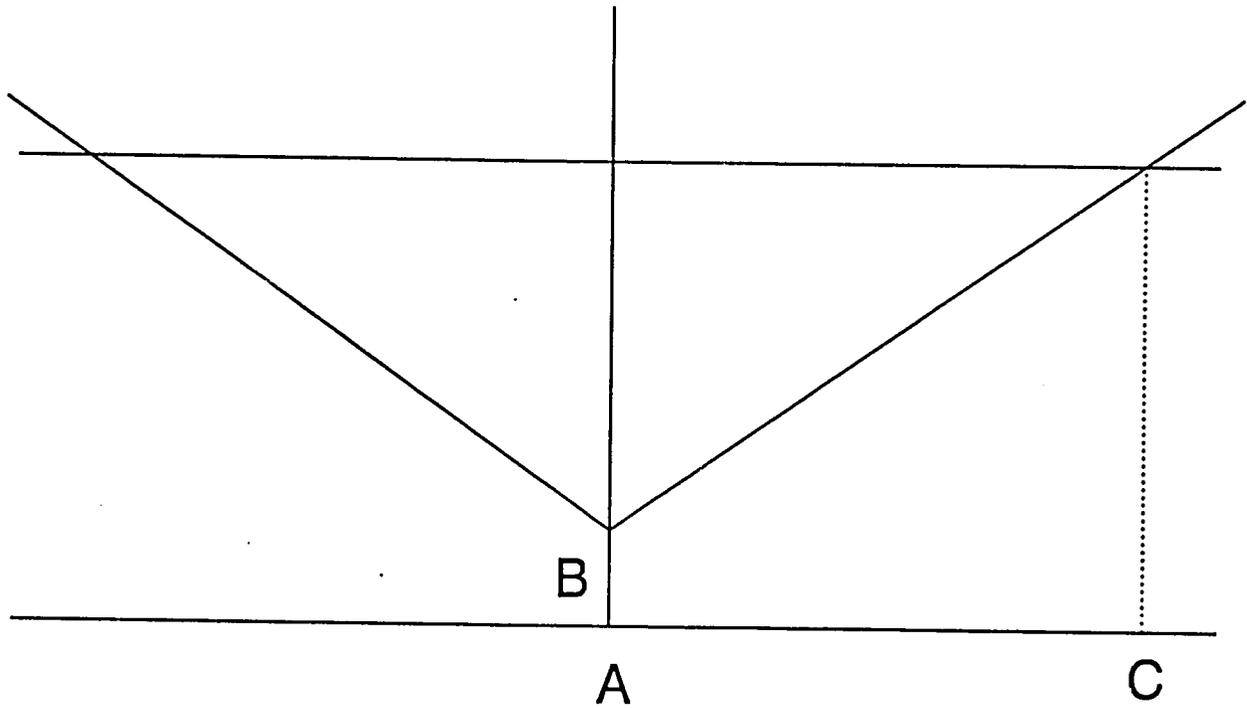


FIGURE III-7
SITE - PRICE MODEL

SITE - MODELE DE PRIX

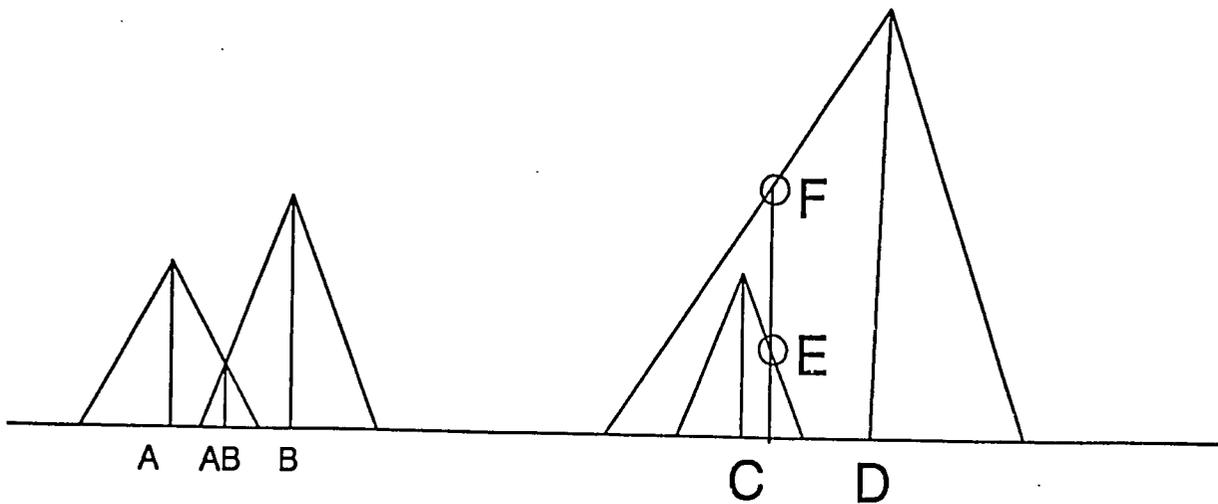
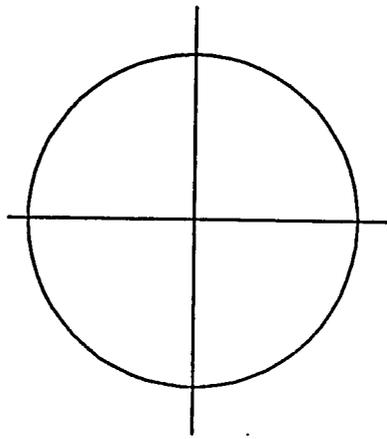


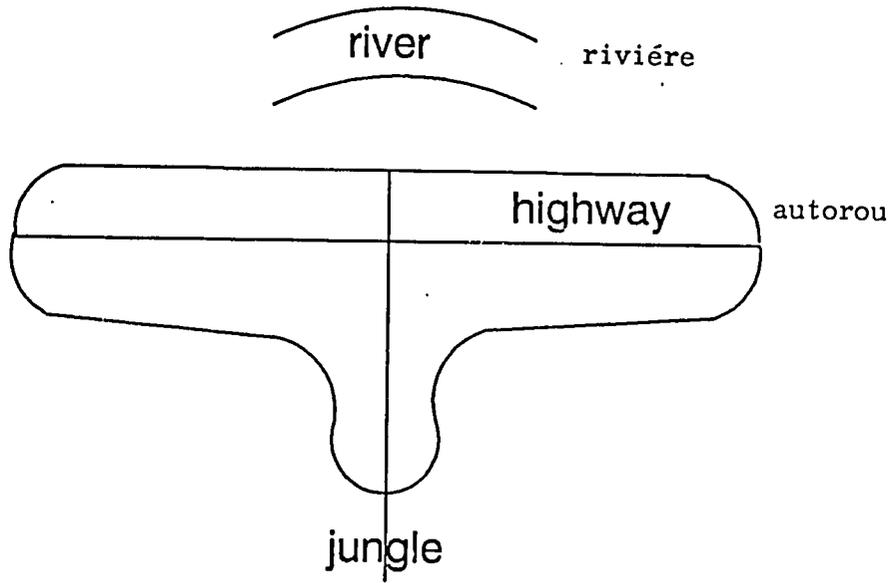
FIGURE III-8
SITE - PRICE MODEL

SITE - MODELE DE PRIX



Market A

Marché A



Market B

Marché B

Comme les tentes sont élevées de plus en plus haut, les bords des tentes, représentant les frontières du marché, vont éventuellement toucher les frontières des marchés avoisinants. Les frontières entre deux marchés sont établies là où les hauteurs des deux tentes qui se touchent sont égales. Si la hauteur d'une tente d'un marché puissant est partout plus élevée que celle d'un marché plus faible, le marché plus faible sera englouti par le marché plus puissant et la zone de marche du marché faible sera capturée par le marché puissant. Ces deux possibilités sont représentées en forme bidimensionnelle en Figure III-7. Dans la partie de gauche de la figure, les Marchés A et B se partagent la frontière AB. Dans la partie de droite de la figure, le Marché D a capturé toute la zone de marché du Marché C.

Ceci est évident parce que tout producteur se trouvant dans la zone de Marché C peut obtenir de plus grands profits en vendant dans le Marché D au lieu du Marché C. Il faut se rappeler que la hauteur sous la tente représente les profits de vente dans le marché qui y est associé. A savoir, la distance verticale de n'importe quel point sous le prix-tente sur le Marché C au "toit" formé par le prix-tente sur le Marché D est plus grande que la distance verticale de n'importe quel point sous le prix-tente sur le Marché C au "toit" formé par le prix-tente sur le Marché C. Ceci est illustré en Figure III-7. La distance de ligne de base au Point F est plus grande que la distance de ligne de base au Point E. Comme ceci est vrai pour tous les points sous le prix-tente sur le Marché C, tous les points sous le Marché C sont "capturés" par le Marché D. Donc, tous les produits sous le prix-tente sur le Marché C seront vendus dans le Marché D.

On doit faire une autre modification de notre modèle prix-site pour lui permettre de mieux représenter la réalité. Jusqu'à présent, nous avons parlé des parapluies ou des tentes comme s'ils étaient symétriques. Ceci représenterait d'une manière précise la réalité si le coût de transport était égale dans toutes les directions autour du centre du marché. Ceci peut avoir lieu si le marché est localisé sur une plaine bien plate avec des routes de même qualité dans toutes les directions. Quand on le voit d'un point directement au dessus du marché, une telle zone de marché pourrait être représentée comme un cercle tel qu'on l'a fait dans la partie de gauche de la Figure III-8. Cependant, une telle condition a rarement lieu un réalité.

La situation la plus typique pour les coûts de transport est qu'ils sont inégaux dans la plupart des directions. Ceci implique que les bords des tentes imaginaires que nous construisons sur un marché doivent être tordues pour permettre à la ligne de frontière touchant la carte de refléter les différents coûts de transport. Il faut se rappeler que le bord de la tente touchant la carte représente la série de locations desquelles l'expédition au marché n'aboutit à aucun profit. Si un marché était localisé sur une autoroute entre une fleuve qu'on ne peut pas traverser et une jungle impénétrable, la tente sera déformée pour atteindre l'autoroute bien plus bas dans les deux directions; mais elle ne

traversera pas le fleuve ou n'entrera pas dans la jungle. Cette zone de marché est représentée, sous la forme d'un plan, dans la partie droite de la Figure III-8.

Nous utiliserons ce simple modèle pour mieux comprendre les mouvements du riz en Guinée-Bissau. Par exemple, pourquoi est-ce que le riz cultivé dans la région de Catió est rarement déplacé au marché de Bissau ou bien pourquoi est-ce que le riz peut être exporté au Sénégal. Cela aide aussi à expliquer les bénéfices des réseaux de transport améliorés et à prévoir le mouvement du riz en réponse aux changements des coûts et des prix.

ANNEXE IV
LISTE DE MARCHANDISE

LISTE DE MARCHANDISE

La liste suivante de marchandise a été trouvée à différents niveaux dans les magasins de commerçants proches du niveau des fermes:

- Riz
- Farine
- Sucre
- Rhum
- Sel
- Huile de table
- Boîtes de conserve
- Tabac
- Bière nationale
- Boissons non-alcooliques
- Vêtements et matériels
- Conteneurs en plastique de toutes tailles, couleurs, et formes
- Conteneurs en métal
- Savon
- Allumettes
- Aspirine
- Radios
- Lampes torches
- Piles pour radios et lampes torches
- Lampes pour torches
- Machettes
- Pêles
- Couteaux

ANNEXE V

LIEU DE MINOTERIES DE RIZ VENDUES PAR DEPA DANS LE SUD

Previous Page Blank

LIEU DE MINOTERIES DE RIZ VENDUES PAR DEPA DANS LE SUD

- 1983 Tubandim
- 1984 Medjo
Catesse
Catungo
- 1985 Darsalame
Flaque-Nd.
Coboxante Fula
Botchecul
- 1986 Cobumba
Quebo
Darauda
Cabedu
Campeane
- 1987 Mato-Farrar
Cantone
Cametungo
Iemberém
Cabulol
Cad. Iala
Guiledje
Comeconde
Nhacoba
Cambaque
Caiantico
- 1989 Unal
Cafal
Cassebetché
Cad. Mbitna
Caiar
- 1989 5 autres minoteries ont été
vendues, le lieu n'est pas connu par
l'équipe

Source: Estudo das Descascadoras de Arroz Instaladas pelo DEPA-Caboxanque na Regiao de Tombali, by Patrick Levoux, Oxfam-Bélgica, April 1989

Previous Page Blank.

ANNEXE VI

PRIX MOYENS MENSUELS AU DETAIL POUR LE RIZ - VILLE DE BISSAU

Previous Page Blank

198

REPUBLIQUE DE GUINEE BISSAU

PRIX MOYENS MENSUELS AU DETAIL POUR LE RIZ VILLE DE BISSAU

(Pesos/kg) 1987-1989

Mois	1987 1/	% du moyen	1988 2/	% du moyen	1989 2/	% du moyen
Janvier	280.5	121,6%	338.0	60,9%	884	63,1%
Février	336.0	145,7%	406.0	73,2%	888	63,4%
Mars	131.0	56,8%	330.0	59,5%	990	70,7%
Avril	132.0	57,2%	624.0	112,5%	1,389	99,2%
Mai	124.5	54,0%	591.0	106,5%	1,584	113,1%
Juin	175.5	76,1%	533.0	96,1%	1,384	98,8%
Juillet	175.5	76,1%	673.0	121,3%	2,617	186,9%
Août	523.0	226,7%	433.0	78,0%	1,451	103,6%
Septembre	420.0	182,1%	550.0	99,1%	1,417	101,2%
Octobre	180.5	78,3%	941.0	169,6%		
Novembre	141.0	61,1%	617.0	111,2%		
Décembre	<u>148.5</u>	64,4%	<u>622.0</u>	112,1%		
Moyen	230,7		554,8		<u>1.400.4</u>	

Source: Ministère de la Planification; Département de Stgstatistiques

Dossier: Rice-Pr.WK1

01/15/90

Remarques:

1. 1987 prices are weighted averages obtained from open retail market prices and subsidized rice received by public employees.
2. 1988 and 1989 price series are average retail prices; during 1988 public employees received subsidized rice at PG65/kg

ANNEXE VII

ANALYSE DE FRAIS DE DECHARGEMENT DE RIZ A BISSAU

Previous Page Blank

ANALYSE DU COUT DE DEBARQUEMENT DU RIZ A BISSAU

Article	Date de Débarquement Document	Pesos	Pourcentage de coût C&F	Valeur de Débarquement divisée par la valeur C&F
	Dec. 12, 1988			
C&F Valeur en Pésos		3,125,780,592.000		
Assurance		136,335,647.000	0.044	
Frais de Port (Despacho)		50,933,592.000	0.016	
Dépenses bancaires (Bancarias)		125,031,224.000	0.040	
Déchargement et Transport (Movimentacao)		50,875,000.000	0.016	
Financement Immobilisé de frais d'intérêt		348,895,606.000	0.112	
Frais Administratifs ADP		163,105,812.000	0.052	
Frais de pertes		65,242,335.000	0.021	

Valeur Totale de débarquement du riz importé en Bissau		4,066,199,808.000		
Coût total divisé par le valeur C&F				1.301
	Mars 4, 1989			
C&F Valeur en Pésos		1,663,921,200.000		
Assurance		93,607,020.000	0.056	
Frais de Port (Despacho)		26,759,868.000	0.016	
Dépenses bancaires (Bancarias)		70,699,631.000	0.042	
Déchargement et Transport (Movimentacao)		28,379,000.000	0.017	
Financement Immobilisé de frais d'intérêt		188,336,672.000	0.113	
Frais Administratifs ADP		87,876,411.000	0.053	

Valeur Totale de débarquement du riz importé en Bissau		2,159,579,802.000		
Coût total divisé par la valeur C&F				1.298
	Avril 3, 1989			
C&F Valeur en Pésos		3,260,619,171.000		
Assurance		214,007,477.000	0.066	
Frais de Port (Despacho)		54,131,973.000	0.017	
Dépenses bancaires (Bancarias)		448,354,118.000	0.138	
Déchargement et Transport (Movimentacao)		57,673,750.000	0.018	
Financement Immobilisé de frais d'intérêt		403,478,649.000	0.124	
Frais Administratifs ADP		173,731,332.000	0.053	

Valeur Totale de débarquement du riz importé en Bissau		4,611,996,470.000	0.414	
Coût total divisé par la valeur C&F				1.414
	Mars 11, 1988			
C&F Valeur en Pésos		1,406,377,261.000		
Assurance		0.000		
Frais de Port (Despacho)		27,525,275.000	0.020	
Dépenses bancaires (Bancarias)		45,269,224.000	0.032	
Déchargement et Transport (Movimentacao)		42,475,538.000	0.030	
Financement Immobilisé de frais d'intérêt		152,164,730.000	0.108	
Frais Administratifs ADP		70,318,863.000	0.050	

Valeur Totals de débarquement du riz importé en Bissau		1,744,130,891.000		
Coût total divisé par la valeur C&F				1.240
	Sept. 22, 1988			
C&F Valeur en Pésos		1,899,331,010.000		
Assurance		0.000		
Frais de Port (Despacho)		47,461,970.000	0.025	
Dépenses bancaires (Bancarias)		56,979,930.000	0.030	
Déchargement et Transport (Movimentacao)		46,250,000.000	0.024	
Financement Immobilisé de frais d'intérêt		205,002,294.000	0.108	
Frais Administratifs ADP		94,966,550.000	0.050	

Valeur Totals de débarquement du riz importé en Bissau		2,349,991.754.000		
Coût total divisé par la valeur C&F				1.237

	Oct 17, 1988		
C&F Valeur en Pésos		1,604,517,552.000	
Assurance		9,986,624.000	0.006
Frais de Port (Despacho)		41,573,419.000	0.026
Dépenses bancaires (Bancarias)		53,583,782.000	0.033
Déchargement et Transport (Movimentacao)		42,569,100.000	0.027
Financement Immobilisé frais d'intérêt		175,224,048.000	0.109
Frais Administratifs ADP		80,725,709.000	0.050

Valeur Totale de débarquement du riz importé en Bissau		2,008,190,234.000	
Coût total divisé par la valeur C&F			1.252
	Août 14, 1987		
C&F Valeur en Pésos		527,433,209.000	
Assurance		0.000	
Frais de Port (Despacho)		34,101,817.000	0.065
Dépenses bancaires (Bancarias)		11,735,389.000	0.022
Déchargement et Transport (Movimentacao)		28,462,250.000	0.054
Financement Immobilisé de frais d'intérêt		60,173,266.000	0.114
Frais Administratifs ADP		26,371,660.000	0.050

Valeur Totale de débarquement du riz importé en Bissau		688,277,591.000	
Coût Totale Divisé par la Valeur C&F			1.305
Moyenne multiple de la valeur de débarquement sur la valeur C&F			1.292

ANNEXE VIII
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE RIZ

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE RIZ

(Tonnes)

Année	Exportations	Année	Importations
1931	666.4	1960	5512
1932	2894.5	1961	0.3
1933	3067	1962	2077
1934	5670	1963	3054
1935	4127	1964	8183
1936	3939.8	1965	8548
1937	3938	1966	5767
1938	1778.5	1967	12232
1939	4906.8	1968	3826
1940	7304.8	1969	22931
1941	5000	1970	13320
1942	406	1971	28904
1943	1218	1972	20354
1944	3654	1973	29779
1945	3248	1974	30626
1946	1624	1975	14314
1947	1900	1976	10891
1948	1624	1977	13309
1949	1218	1978	28107
1950	2030	1979	13094
1951	1100	1980	11948
1952	1218	1981	33046
1953	650	1982	16782
1954	1900	1983	22878
1955	4466	1984	17658
1956	1218	1985	10513
1957	85	1986	32098
1958	893	1987	30854
1959	1269	1988	37489
1960	1100	1989	39000
1961	604		
1962	261		
1963	9		
1964	9		

Source: Causas da Queda de Producao de Arroz na Guínea-Bissau, Anexo I

File: R-EXP-IMP

02/27/90

Previous Page Blank

IMPORTATIONS DE RIZ

Importacoes de arroz

Ano	Volume milhares de Tons.	Preco Medio USD/ton.	Valor Milhoes de USD.		
1986	32.098	180.70	5.8		3.854166
1987	30.854	204.19	6.3		
1988	37.489	250.74	9.4	254.8033	1.228
1989	39.000	280.00	10.9		
1987					
I	0.784	204.19	0.16	6.891	
II	8.570	204.19	1.75		
III	5.044	204.19	1.03(*)		
IV	16.455	204.19	3.36		
	30.854		6.3		
1988					
I	9.173	250.74	2.3		
II	7.578	250.74	1.9		
III	9.572	250.74	2.4		
IV	11.167	250.74	2.8		
	37.489		9.4		
1989					
I	6.418	280.00	1.8		
II	7.586	280.00	2.1		
III	12.996	280.00	3.6	21.496	6.019
IV	12.000	280.00	3.4	9940	0.98
	39.000		10.9 (**)	3.5	10.92
				8.5	

(*) Estes dados nao coincidem com os dados proporcionados pelas Alfandegas.

(**) Segundo Alfandegas somente foram importados um valor de USD. 2.124 o que corresponde a 7,586 tons de arroz. No entanto o Ministerio de Comercio Autorizou uma importacao de 35.500 tons ate Setembro/89. Projectando um volume de importacao para todo ano entre 39 e 40 mil toneladas.

FONTE: Banco Nacional
(Dept. Estudos Economicos E Estatisticos)

Dec. 8, 1989

ANNEXE IX

SERIES DE TEMPS HISTORIQUES DE LA PRODUCTION OF RIZ

PRODUCTION DE RIZ POUR REGION 1988/89

Region	Pam-pam Sprfc (ha)	Bas-fond Sprfc (ha)	Mangrove Sprfc (ha)	Sprfc Total (ha)
Biombo	61	727	2,557	3,345
Cacheu	4,004	7,190	457	11,651
Oio	1,751	6,417	1,606	9,774
Bafatá	1,203	3,675	15	4,893
Gabu	1,087	2,752	0	3,839
Quínara	1,293	887	712	2,893
Tombali	1,777	665	3,395	5,837
Bolama	3,145	600	52	3,797
Bas-fonds repiqués		3,436		3,436
Secteur Amenagé				3,000
Total	14,322	26,348	8,797	52,464

Region	Pam-pam Prdctn (Tons)	Bas-fond Prdctn (Tons)	Mangrove Prdctn (Tons)	Prdctn Total (Tons)
Biombo	98	1,315	6,311	7,724
Cacheu	6,915	12,726	746	20,387
Oio	3,437	14,219	4,022	21,678
Bafatá	2,221	8,114	30	10,365
Gabu	2,505	6,681	0	9,186
Quínara	2,296	1,561	1,487	5,344
Tombali	3,209	1,279	5,942	10,430
Bolama	5,999	1,361	109	7,469
Bas-fonds repiqués		7038		7,038
Secteur Amenagé				6,267
Total	26,680	54,294	18,647	105,888

Region	Pam-pam Rndmnt (t/ha)	Bas-fond Rndmnt (t/ha)	Mangrove Rndmnt (t/ha)	Rndmnt Yield (t/ha)
Biombo	1.59	1.81	2.47	2.31
Cacheu	1.73	1.77	1.63	1.75
Oio	1.96	2.22	2.50	2.22
Bafatá	1.85	2.21	0.00	2.12
Gabu	2.30	2.43	0.00	2.39
Quínara	1.78	1.76	2.09	1.85
Tombali	1.81	1.92	1.75	1.79
Bolama	1.91	2.27	2.10	1.97
Bas-fonds repiqués				2.05
Secteur Amenagé				2.09
Total	1.86	2.06	2.12	2.02

Source: Recenseamento Agrícola 1988, DRA/GAPLA/DEA

SERIES DE TEMPS HISTORIQUES DE LA PRODUCTION OF RIZ

Year	Tons
1976	94.0
1977	57.0
1978	92.5
1979	71.0
1980	33.5
1981	80.0
1982	85.6
1983	85.0
1984	70.0
1985	115.6
1986	125.0
1987	141.9

Regional Paddy Production

Region	1987	1986	1985
Bafatá	13,396	22,200	7,964
Biombo	8,571	27,460	5,520
Bolama	2,246	10,455	2,280
Cacheu	24,420	8,895	12,850
Gabu	9,607	8,010	2,262
Oio	31,030	1,265	22,443
Quínara	23,201	20,715	19,728
Tombali	25,781	22,615	42,534
SAAB	3,690	3,385	0
	-----	-----	-----
Total	141,942	125,000	115,581

Source: Anuário Estatístico, 1987, Ministerio do Desenvolvimento Rural e Agricultura, Bissau, Dezembro de 1988.

Previous Page Blank

ANNEXE X

PERSONNES DE CONTACT

Previous Page Blank

PERSONNES DE CONTACT

Mrs. Anne Williams, USAID representative

Mr. Carlos Rui Ribeiro, Principal Investigator, Centro de Estudos Socio-Economicos, Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP)

Mr. Andeke Lengui, FAO representative

Mr. Ibrahim Dieme, Director General, Ministry of Planning

Mr. Simon Sambia, FAO/CILSS, Ministry of Planning

Mr. Francisco Costas, Head of Statistics Department, Ministry of Agriculture
Mr. Graça Costas, advisor, Ministry of Agriculture

Mrs. Munira Jauad, Director General of External Commerce, Ministry of Economic Coordination, Commerce and Tourism

Mr. Aguinaldo Embalo, Director of Servicio de Desenvolvimiento Economico (DESECO)

Mr. Mora, former director of Armazens do Povo

Mr. Avelino Mendez, AP

Mr. Felix Hopffer, in charge of AP Delegation at Canchungo

Mr. Mario da Costa Ribeiro, merchant, Cacheu

Mr. Saimi Jose Amin, merchant, Cacheu

Mr. Arlindo Pires, the Secretary of the Region of Cacheu

Mr. Alfredo Prera, local representative of the Ministry of Finance in Cacheu

Mr. Sambateno Djelo, assistant of a local merchant Santo Domingo

Met three small merchants at Bissora

Mr. Barreto, merchant

Mr. Fará Heneni, large Importer/Exporter, Bafatá

Mr. Aires D'Alva, the president of the Cooperativa de Apoyo a Agricultores de Provincia del Este (CAAPLE)

Mr. Capé, pontiero, Bafatá

Mr. Eugenio Negria, Portuguese mechanic who services the machinery of CAAPLE

Mr. Lamine Jaquité, a merchant of Gabu

Mr. Fernando Fragoso, a merchant of Gabu

Mr. Duarte, Ag. Eng., Experiment Station at Contuboel

Met 6 farmers in villages associated with DEPA project near Contuboel

Mr. Brito E. Silva, Sales Manager, CICER

Mr. Mandinga, proprietor of Geta Import/Export Co.

Met with chief of security and 6 merchants at Cacine

Mr. Camilo Balde, Director, DEPA (Departamento de Experimentação de Produccion de Arroz) at Caboxante

Met merchant at Caboxante

Met personnel from DEPA at Caboxante

Mr. Hector Zárata, Agronomist, DEPA, Caboxante

Mr. Manuel Saturnino Domingos de Costa, President of Tombali Region

Mr. Rogerio Caetan Barros, Secretary of Tombali Region

Mr. Van Look, Project Leader of the FAO/Kuwait Rice Project

Mr. Zé Zaldanka, merchant, Catió

Mr. Sissau Morera, merchant, Como Island

Farmers on the Island of Como

Mr. Nick ???, representative of STENAKS at Catió

Mr. Adib Aboul Hassan (Manuel Adib), Catió merchant

Mr. Manuel Diaz, Director of PDOT

Rice mill operators

Mr. Joao Cândido Cabral, merchant

Mr. Armando Cul, merchant, Tite (was out)

Mr. Paulo Lambo, merchant, Tite (was out)

Mr. Antonio Biam N'bata, merchant, Tite

Met six merchants and the Secretary of Falacunda

Met three merchants at Buba

Met Project leader of Chinese Project at Crantabá

Mr. Hikmat Kassim Assad, merchant, Sonaco

Mr. Armando ?? receiving clerk for AP Delegation at Farim

Mr. Alfa., merchant, Farim

Mrs. Marie Nammouk, a relative of Fará Heneni, who operates a general dry goods store in Bissau

Mrs. Antoine Abi Khalil, manager of the dry goods store

Mr. Maron Saad, a dry goods merchant with a shop north of the central, bazaar-type market

Mr. Sadjo Sila a wholesale/retail dry goods merchant in the Mercado Bandim

Mr. Frank D. Correl, Program and Management Consultant

Mr. Don G. McClelland, Economist, Program and Policy Coordination, USAID

Mrs. Janet A. Schulman, Project Development Office, REDSO/WCA

Mr. Alain Cordel, Manager of Program Alimentaire Mondial in GB

Mr. G. Scholteter Horst, General Manager of STENAKS Trading and Shipping Co.

Mr. Bernardino Cardoso, Minister of Planning

Mr. Julio Correa, Chief of Studies

Mr. Daniel Nionqui, Office of Food Security

M. Ives Tenecalla, Representative of the World Bank

Mr. Julio Barreto the adult son of the truck owner named Barreto

Mr. Alfredo Torres, a Bolivian economist providing the National Bank with assistance with its monetary policy

Mrs. Maria Wallace; cashew broker

ANNEXE XI
LITTERATURE

Previous Page Deleted

1. Global Review of Agricultural Policies, USDA/ERS/ATAD, May 1988.
2. 1988 FAO Production Year Book.
3. Analyse de la Situation des Enfants et des Femmes en Guinee-Bissau, UNICEF, May 1988.
4. Estimation de Deficit Ceralier en 1988 et Requete D'assistance Introduite aupres de la Communauté Internationale, Republique de Guinee-Bissau; Ministere du Plan, Bissau, Decmbre, 1987.
5. 1988/89 Food Needs Assessment for Guinea-Bissau, by Jeffry Marzilli, July 19, 1989.
6. Etude de la Filiere Riz en Guinee-Bissau, by E. Penot and J.S. Canals, June 1989, ADRA/DEPA.
7. Causas da Queda de Producao de Arroz na Guíbea-Bissau, por Carlos Rui Ribeiro, INEP, Bissau, April 1988.
8. Reducao de Perdas Alimentares depois da Colheita na Guinea-Bissau, Relatorio dum Projecto, Redactor: Idriam N. Resnick, The Economic Development Bureau, INC. New Haven, CT., 1982.
9. Report of an Advisory Mission of the International Commission of Jurists on the Administration of Justice in Guinea-Bissau, by D. O'Donnell and J.A. Da Silva.
10. Estudo das Descascadoras de Arroz Instaladas pelo DEPA-Coboxanque na Regiao de Tombali, by Patrick Levaux, Oxfam-Bélgica, April 1989.
11. Anuário Estatístico, 1987, Ministério de Desenvolvimento Rural e Agricultura, Dezembro de 1988.
12. Anuário Estatístico, 1986, Ministério de Desenvolvimento Rural e Pescas, Bissau, Abril de 1988.
13. Recenseamento Agrícola de 1988, Ministerio do Desenvolvimento Rural e da Agricultura. Marzo, 1990.
14. Avaliação da Campanha de Comercialização 1989 e da Campanha Agrícola 1889/90, Boletim No.1, Ministerio do Plano, Bissau, Fevereiro de 1990.
15. Recenceamento Geral da População, Resultados Provisórios, Departamento Central de Recenceamento, CECEP, Bissau, 1979.
16. Censo de População de 1950 - População nao-Civilizada, II, e População Civilizada, I, Bissau, 1951.
17. Recenceamento Agrícola de Guiné, Estimativa em 1953, Boletim Cultural da Guiné-Portuguesa, Bissau, 1956, No.43, pp.7 a 246.
18. Barragens nas Bolanhas da Guiné-Bissau, by Hessellink, E., e Van Slobbe, l., SAWA Utrecht, Julho 1987, pp. 119.

19. Potentialites Agricoles, Forestieres et Pastorales, Diagnostic sur L'agriculture et les ressources Forestieres, Esquisse de Sehema, Directeur de Development Agricole et Forestiere, 1978, SCET-International.
20. Os Solos da Guiné-Portuguesa, Carta Geral, Características, Formação, e Utilização, Estudos, Ensaios e Documentos, Lisboa, 1962.
21. Elaboration et Propositions de Programmes d'Action pour Chacune de Quatre Zones du Pays, dans les Secteur d'Activité Relevant du Ministère du Development Rural et des Peches, Relaorio, Novembro, 1987.
22. Mapa de los Principais Produtos Naturais Exportados, Direccao Geral da Alfandegas, Bissau, 1987, 1988, 1989.
23. Projet de Recherche Paysanne dans la Region de Tombali, Rapport D'Activites, Annees 1985-1987, DEPA, EDI/IRFED, Ministère de la Coopération, Republique Francaise.
24. Guinea-Bissau: Policy Framework paper, 1989-91, International Bank for Reconstruction and Development, June 23, 1989.
25. Levantamento de Precios de Arroz a Nivel Nacional, Ano 1988/89, Projecto P. SAPDR, Bissau.
26. Campanha Agricola 1988, Comite Interministerial do Sistema de Alerta Rapida, Boletim No.1, Bissau, Maio/Junho, 1988.
27. Contas Nacionais 1988, Serie Divulgação, Direcção Geral de Estatística, Ministerio do Plano, Bissau, 1988.
28. Indice de Precios no Consumidor, Direccao Geral de Estatística, Ministerio do Plano, Bissau, Outubro 1989.